

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DIVERSES DISPOSITIONS RH

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	8
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	13
Annexe 1 - Convention OS 2025	14
Annexe 2 - Remises gracieuses	20
Annexe 3 - Convention CIG 2026	22
Annexe 4 - Convention FNADT	80
Annexe 5 - Convention CARPA	90

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Subventions aux structures locales des organisations syndicales représentatives.

Par la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, dite loi de modernisation sociale codifiée notamment à l'article L.4253-5 du code général des collectivités territoriales, les régions qui le souhaitent sont autorisées à attribuer des subventions de fonctionnement aux structures locales des organisations syndicales représentatives.

Lorsqu'une organisation syndicale représentative n'a pas de structure régionale, la Région peut subventionner l'entité nationale pour les actions d'intérêt régional qu'elle mène sur le territoire francilien.

Afin de pouvoir affecter une dotation en faveur des organisations syndicales, il est proposé de désaffecter la somme de 172 000 € sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-004 « Frais de fonctionnement administratif et de l'entité », action 10200401 « Loyers et charges locatives » votée sur la délibération n° CP 2025-182 du 19 juin 2025. Cette désaffectation est rendue possible compte tenu de la valorisation de l'ILAT moins importante que prévue.

Transférer 172 000 € au sein du chapitre 930 « Services généraux », Code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-004 « Frais de fonctionnement administratif et de l'entité », action 10200401 « Loyers et charges locatives » vers le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-007 « Subventions et cotisations à divers organismes », action 10200701 « Subventions et cotisations à divers organismes ».

Affecter à titre provisionnelle une autorisation d'engagement de 186 008 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-007 « Subventions et cotisations à divers organismes », action 10200701 « Subventions et cotisations à divers organismes ».

Les bénéficiaires doivent formuler expressément leur demande de subvention. Le versement de la subvention est subordonné à la signature d'une convention fixant les engagements des parties et les conditions suspensives, suivant le modèle annexé en annexe n° 1 au projet de délibération.

2. Remises gracieuses en faveur des agents de la Région Île-de-France pour des trop-perçus sur traitement.

Il s'agit de statuer sur 11 demandes de remise gracieuse concernant des agents de la Région pour un montant global de 9563,51 € dont le détail figure en annexe n°2 à la délibération. Ce montant correspond notamment à des rémunérations versées pour le mois entier, malgré le décès de l'agent au cours du mois. Cela est dû au calendrier de passage des rémunérations rendant impossible la prise en compte immédiate de l'évènement modificatif.

Compte tenu de ces circonstances particulières, et de la complexité à recouvrer le trop-perçu auprès des divers ayants-droits, il a été décidé de présenter ces créances en remises gracieuses. Les autres dossiers correspondent à des régularisations sur traitements versés à tort par la

Région.

Sur la base des pièces justificatives fournies à l'appui des demandes, il vous est donc proposé de leur accorder une remise gracieuse pour le montant à recouvrer.

La délibération permettra ainsi de mettre un terme à la procédure de recouvrement.

3. Convention CIG de mise à disposition des personnels dans le cadre des missions de santé et de prévention.

Dans le cadre de son action en faveur de la santé et de la prévention de ses agents, la Région fait appel historiquement au CIG de la Grande Couronne. Dans ce cadre, elle a conclu différentes conventions pour la gestion de la médecine préventive, du service social, de l'intervention de psychologues du travail et des missions d'inspection dans le cadre de l'hygiène et de la Sécurité.

Cette convention de partenariat s'inscrit dans le cadre plus large du renforcement de la couverture médicale de l'ensemble des agents Région qui a permis depuis 2023 de compléter les interventions du CIG Grande Couronne par celles de services interentreprises de médecine du travail.

A l'occasion du renouvellement de la convention de collaboration avec le CIG Grande Couronne, il est proposé d'ajouter au cadre conventionnel historique, la possibilité pour la collectivité de recourir à des actions de médiations individuelles ou collectives en direction d'agents ou de collectifs en difficulté. Cette nouvelle possibilité d'intervention complètera utilement la palette des interventions possibles à disposition des services RH pour apaiser les situations de travail complexes.

Les tarifs du CIG de la Grande couronne sont réactualisés annuellement par délibération du Conseil d'administration du CIG et s'appliquent à l'ensemble des collectivités.

4. Convention attributive d'une subvention en fonctionnement au titre du FNADT dans le cadre du Programme Territoires d'Industrie 2023-2027

L'Île-de-France constitue aujourd'hui la deuxième région industrielle de France et la première sur l'aéronautique et l'automobile (15 % du PIB de l'Île-de-France et 500 000 emplois). Face au déclin industriel de notre pays, la Région porte l'ambition d'inscrire pleinement l'Île-de-France dans une trajectoire de réindustrialisation et de décarbonation.

La réindustrialisation constitue une priorité régionale depuis 2017 et l'adoption de la stratégie Smart Industrie. Cette ambition s'est traduite par le lancement en 2023 d'un plan de financement de 400 millions d'euros sur 5 ans destiné à accélérer la réindustrialisation décarbonée du territoire de l'Île-de-France.

Afin d'appuyer cette dynamique par une mobilisation coordonnée des territoires industriels, la Région s'est pleinement engagée dans le Programme Territoires d'Industrie 2023-2027. Après avoir participé à la sélection des 11 territoires lauréats désignés en novembre 2023, la Région, en lien avec la Préfecture de Région, assure le rôle clé de la coordination de la définition, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du programme au niveau régional. Ces missions ont fait l'objet :

- Du recrutement en janvier 2025 par la Région d'un coordinateur régional du Programme Territoires d'Industrie,
- De l'approbation lors de la commission permanente du 27 septembre 2024 (CP2024-280) et de la signature en novembre 2024 d'une convention avec la Préfecture de région en vue de l'octroi d'un cofinancement au titre du Fonds national d'aménagement et de

développement du territoire (FNADT).

La présente délibération vise le renouvellement de cette convention, pour une durée d'un an. Le montant de l'aide financière s'élève à 30 000 euros maximum, pour un taux de subvention de 50% du budget global (salaire chargé du coordinateur régional).

5. Convention de partenariat entre la Région Ile de France, l'ordre des avocats du Barreau de Paris et le CARPA.

La collectivité a mis en œuvre depuis 2016 un partenariat avec l'ordre des avocats du barreau de Paris pour proposer aux agents régionaux siège et lycée des consultations juridiques par des avocats du Barreau de Paris désignés par le Bâtonnier.

Cette action vise à faciliter l'accès au droit des agents de la Région Ile de France, objectif partagé par les parties présentes à la présente convention.

L'Ordre des Avocats du Barreau de Paris, la CARPA (caisse des règlements pécuniaires des avocats du Barreau de Paris) et la Région Ile-de-France ont ainsi signé une première convention de partenariat le 20 mai 2016. Cette convention a été historiquement reconduite jusqu'au 31 août 2025.

Il est proposé aujourd'hui de renouveler ce partenariat pour une nouvelle période de 3 ans renouvelable.

6. Mandat au CIG pour la mise en concurrence d'un contrat-groupe d'assurance statutaire.

L'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 autorise les centres de gestion à souscrire pour le compte des collectivités qui le souhaitent un contrat d'assurance statutaire couvrant les risques financiers liés à l'absentéisme de leurs agents dans le cadre de leurs obligations législatives et réglementaires (décès, maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, CITIS, maternité...).

En 1992, le Conseil d'Administration a pris la décision de créer un contrat-groupe et de le soumettre périodiquement à une mise en concurrence conformément à la réglementation relative à la Commande Publique. Ce contrat présente l'intérêt d'une mutualisation des risques et garantit aux prestataires d'assurance un « portefeuille clients » pertinent.

L'échéance du dixième contrat groupe est fixée au 31 décembre 2026. L'actuel contrat compte à ce jour 639 collectivités adhérentes, soit plus de 44 000 agents CNRACL et plus de 2 000 agents IRCANTEC couverts.

En plus de garantir une procédure juridiquement sécurisée, donner mandat au CIG permet à la collectivité d'accéder à une solution assurantielle « clef en main » et pérenne. En effet, l'expérience dans la passation des marchés publics et l'expertise du CIG dans le pilotage financier étroit des derniers contrats groupe, ont permis de conserver les taux de cotisation sur la durée du marché. Aucune collectivité membre du contrat-groupe n'a vu, au cours des huit dernières années son taux de cotisation augmenter pour cause de sinistralité dégradée. Cette absence de révision technique des taux a été possible grâce au jeu de la mutualisation et au lissage du risque sur l'ensemble des collectivités adhérentes.

Enfin, à l'appui de la prestation assurantielle, le CIG veille à ce que le prestataire propose, en complément de la garantie, des services associés permettant aux collectivités de piloter et de maîtriser l'absentéisme (expertise, soutien psychologique, formations...).

La **région-Ile-de France** soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances peut se rallier à la mise en concurrence effectuée par le CIG. La mission alors confiée au CIG doit être officialisée par une délibération, permettant à la collectivité d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance.

Présentation de la procédure :

La procédure de consultation conduite par le CIG comprendra deux garanties : une garantie pour les agents relevant de l'IRCANTEC (stagiaire ou titulaire à temps non complet ou contractuel de droit public) et une garantie pour les agents relevant de la CNRACL. La collectivité garde le choix de souscrire l'une ou l'autre des garanties, ou les deux.

S'agissant des garanties pour les agents relevant CNRACL :

- une tranche ferme pour les collectivités de 30 agents CNRACL ou moins ;
- autant de tranches conditionnelles nominatives que de collectivités de 31 agents CNRACL ou plus ;

La consultation portera sur les garanties financières et les prestations de gestion du contrat groupe (statistiques, assistance juridique, programmes de soutien psychologique...).

Les taux de cotisation obtenus seront présentés à **La région-Ile-de France** avant adhésion définitive au contrat groupe. A noter bien entendu, que toutes les collectivités, à l'issue de la consultation, garderont la faculté d'adhérer ou non.

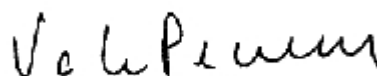
La région-Ile-de France est actuellement non adhérente au contrat groupe en cours dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2026 et compte-tenu de l'intérêt d'une consultation groupée et elle propose de rallier la procédure engagée par le C.I.G.

La région-Ile-de France propose de se joindre à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance que le Centre Interdépartemental de Gestion va engager début 2026 conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 19 et prend acte que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CIG à compter du 1^{er} janvier 2027.

L'avis du Comité social territorial est requis en l'espèce.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

DIVERSES DISPOSITIONS RH

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général de la fonction publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2018-160 du 16 mars 2018 portant autorisation de la Présidente à signer des conventions du secteur RH, et notamment son article 1 ;

VU la délibération n° CP 2025-131 relative au dispositif 100 000 stages ;

VU la délibération n° CP 2019-153 modifiée du 22 mai 2019 relative aux cotisations et subventions en faveur de diverses associations ;

VU la délibération n° CP 2022-486 du 10 novembre 2022 approuvant le renouvellement de la convention de partenariat entre le CIG Grande Couronne et la Région Ile de France concernant les missions de prévention ;

VU la délibération n° CP 2024-280 du 27 septembre 2024 approuvant le protocole d'intervention d'un psychologue du travail auprès des professionnels RH entre la Région Île-de-France et le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne ;

VU la délibération n° CP 2024-280 du 27 septembre 2024 relative à Diverses dispositions RH et en particulier à la convention avec la Préfecture de Région attributive d'une subvention en fonctionnement au titre du FNADT dans le cadre du Programme Territoires d'Industrie 2023-2027 ;

VU la délibération n° CP 2025-182 du 19 juin 2025 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisation de programme sur les chapitres 930 et 900 « Services généraux » deuxième rapport ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-327 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subventions globales de fonctionnement en faveur des organismes syndicaux.

Décide d'accorder, pour l'année 2025-2026 une subvention globale de fonctionnement aux organisations d'agents représentatives de la fonction publique territoriale en Ile-de-France.

Affecte une autorisation d'engagement de 186 008 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP020-007 « Subventions et cotisations à divers organismes », action 10200701 « Subventions et cotisations à divers organismes » du budget 2025 au profit des organismes suivants :

- L'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Française Démocratique du travail (CFDT) : 34 650 euros
- L'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) : 9800 euros
- L'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) : 7850 euros
- La Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires (FGAF) : 6450 euros
- L'union régionale d'Ile-de-France de Force Ouvrière (F.O.) : 25 350 euros
- L'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Générale du Travail (C.G.T) : 40 958 euros
- L'union régionale d'Ile-de-France de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU) : 10 600 euros
- La Coordination Solidaires d'Ile-de-France : 11 450 euros
- L'union régionale d'Ile-de-France de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) : 16 300 euros.
- Le syndicat autonome de la fonction publique territoriale (SAFPT) : 7450 euros.
- Le FA FPT : 15 150 euros

Article 2 : Loyers et charges locatives.

Désaffecte un montant de 172 000 € sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-004 « Frais de fonctionnement administratif et de l'entité », action 10200401 « Loyers et charges locatives » du budget 2025 initialement affecté par la délibération CP 2025-182 du 19 juin 2025.

Article 3 : Approbation de la convention-type relative aux subventions allouées aux organismes syndicaux.

Approuve la convention-type jointe en annexe n° 1 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à signer, avec chacun des organismes visés à l'article 1, une convention conforme à cette convention type.

Article 4 : Remises gracieuses en faveur des agents de la Région pour des trop-perçus sur traitement.

Approuve les demandes de remises gracieuses des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Ile-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe n°2 de la présente délibération.

Article 5 : Convention avec le CIG Grande Couronne concernant les missions de prévention.

Approuve la nouvelle convention de partenariat sur les missions de prévention entre la Région Île-

de-France et le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne, jointe en annexe n°3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ainsi que ses éventuels avenants.

Article 6 : Approbation de la convention avec la Préfecture de Région attributive d'une subvention en fonctionnement au titre du FNADT dans le cadre du Programme Territoires d'Industrie 2023-2027.

Approuve la convention jointe en annexe n°4 conclue avec la Préfecture de Région Île-de-France visant l'octroi d'un cofinancement au poste de coordinateur régional au titre du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Convention de partenariat entre la Région Ile de France, l'ordre des avocats du Barreau de Paris et le CARPA.

Approuve la nouvelle convention triennale de partenariat portant sur l'organisation de consultations juridiques au bénéfice des agents régionaux entre l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris, la CARPA (caisse des règlements pécuniaires des avocats du Barreau de Paris) et la Région Ile-de-France, jointe en annexe n°5 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ainsi que ses éventuels avenants.

Article 8 – Rectification d'une erreur matérielle dans la délibération CP 2025-051 du 30 janvier 2025

L'annexe n° 1 à la délibération CP 2025-051 du 30 janvier 2025 est modifiée comme suit :

**Proposition remises gracieuses aux agents
CP 30/01/25**

Titres	Montant de la remise gracieuse accordée	Date de la dette
5003-2024	110,90 €	du 26 mars au 31 mars 2024
4938-2024	892,56 €	du 29 mai au 31 mai 2024
5549-2021	358,09 €	du 11 au 30 novembre 2021
619-2021	863,32 €	du 15 janvier 2021 au 31 janvier 2024
6208-2024	2 958,18 €	du 16 août au 31 août 2024
5694-2023	795,23 €	du 18 aout 2023 au 31 aout 2023
5811-2020	856,05 €	du 16 au 30 novembre 2020
84-2022	1 195,05 €	du 2 mai 2021 au 31 mai 2021
232-2021	2 941,88 €	du 19 novembre 2020 au 31 décembre 2020
2509-2021	132,42 €	du 19 mai au 31 mai 2021
	11 103,68 €	

Article 9 – Rectification d'une erreur matérielle dans la délibération CP 2025-156 du 19 juin 2025.

L'annexe n° 1 à la délibération CP 2025-156 du 19 juin 2025 est modifié comme suit :

**Proposition remises gracieuses aux
agents
CP 19/06/2025**

Titres	Montant de la remise gracieuse accordée	Date de la dette
1981-2025	193,55 €	31/03/25
4288-2024	152,25 €	17/07/24
1045-2025	623,08 €	31/10/2024
941-2025	5 235,79 €	31/01/2025
308-2025	1 232,43 €	10/01/2025
6359-2024	1 363,39 €	31/01/2024
721-2025	1 461,23 €	31/01/2025
152-2025	1 257,38 €	30/11/2024
1713-2025	1 231,21 €	28/02/2025
279-2025	1 079,59 €	30/11/2024
1687-2025	473,15 €	30/09/2024
5383-2024	1 536,09 €	30/06/2024
5407-2024	2 799,30 €	22/11/2024
538-2025	545,64 €	30/11/2024
58-2025	507,21 €	31/10/2024
TOTAL	19 691,29 €	

Article 10 – Mandat au CIG pour la mise en concurrence d'un contrat-groupe d'assurance statutaire.

Décide de se joindre à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance que le Centre Interdépartemental de Gestion va engager début 2026 conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

Prend acte que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CIG à compter du 1er janvier 2027.

ET

Donne mandat au CIG pour la procédure de mise en concurrence en vue de conclure un contrat-groupe d'assurance statutaire.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Convention OS 2025



CONVENTION

visant à soutenir les organisations de salariés représentatives de la fonction publique territoriale en Ile-de-France pour l'année 2025-2026

La région Ile-de-France représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2025-327 du 20 novembre 2025 ci-après dénommé la « Région » d'une part,

et

L'organisme dénommé :
statut juridique : union régionale syndicale de salariés
dont le siège social est situé
ayant pour représentant
en sa qualité de
ci-après dénommé
d'autre part,

PREAMBULE:

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de l'article L4253-5 du Code général des collectivités territoriales.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2025-327 du 20 novembre 2025, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir XXXXXXX au titre de l'année 2025-2026 pour ses actions d'intérêt régional en Ile-de-France qui ont pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées dans ses statuts.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement d'un montant de XXXXX euros. Cette subvention ne doit pas être utilisée pour apporter un soutien à l'une des parties dans le cadre d'un conflit collectif du travail.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à :

Art 2-1 : Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de statuts, changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire. Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Art 2-2 : Obligations administratives et comptables

- 1) communiquer à la Région le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes chargé de certifier les comptes en application du 2-2-1 ci-dessus,
- 2) informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- 3) faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- 4) conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- 5) fournir à la Région pour chaque exercice avant le 1^{er} mai de l'année suivante :
 - Le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du Code de commerce,
 - Le rapport d'activité annuel,
 - Le rapport détaillant l'utilisation de la subvention, conformément aux dispositions de l'article L 4253-5 du Code général des collectivités territoriales

Art 2-3 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à signer, respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, et à fournir un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte précitée.

Art 2-4 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternants (s)

Le bénéficiaire s'engage à publier X offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages,

lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

Art 2-5 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette subvention est effectué sur le compte établi au nom de XXX sur présentation d'un appel de subvention qui devra être transmis à la Région avant la clôture de la gestion comptable de l'année 2025.

Cette subvention est mandatée en un seul versement dès la notification de la convention sur présentation d'un appel de fonds.

Son compte assignataire est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris – Trésorier Payeur Général de la Région d'Ile-de-France 94 rue Réaumur 75014 PARIS cedex 2.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, soit la date de la commission permanente d'attribution.

Elle prend fin un an après cette date.

ARTICLE 5 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

Pour la Région Ile-de-

**(nom, qualité du
signataire et cachet du bénéficiaire)**

Annexe 2 - Remises gracieuses

Proposition remises gracieuses aux agents CP 20/11/2025
--

Titres	Montant de la remise gracieuse accordée	Date de la dette
2161-2025	1 237,87 €	01/11/23
2160-2025	1 001,03 €	période du 21/04 au 14/06/2023 et du 19/06/- au 30/06/2023 et du 01/07/ au 02/07/2023
3876-2025	155,33 €	31/07/2025
2464-2025	232,68 €	30/04/2025
4106-2025	1 289,16 €	30/06/2025
6212-2024	1 872,74 €	période du 16 janvier au 30 novembre 2024
4171-2025	401,97 €	31/05/2025
4174-2025	2 023,54 €	31/05/2025
2993-2025	1 062,16 €	période de janvier à avril 2025
3880-2025	106,21 €	31/07/2025
1153-2025	180,82 €	25/02/2025
TOTAL	9 563,51 €	

Annexe 3 - Convention CIG 2026

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS DANS LE CADRE DES MISSIONS DE PREVENTION

Entre les soussignés :

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France, ci-dessous appelé CIG dont le siège est situé 15 rue Boileau – 78000 Versailles, représenté par son Président, Monsieur Daniel Level, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985,

D'une part,

Et le Conseil Régional d'Ile de France, ci-dessous appelée la collectivité, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Péresse, dont le siège social est situé 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT OUEN, mandatée par délibération du 20 novembre 2025 CP n°2025-327,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

I. Objet de la convention

Sur la demande de la Collectivité, le CIG met à disposition des agents dans les conditions définies par la présente convention, conformément aux dispositions des articles L452-40 à L452-48 du code général de la fonction publique (CGFP).

Les pièces contractuelles suivantes sont annexées à la convention :

- Annexe 1 : déclaration des effectifs.

Par ailleurs, la collectivité s'engage à respecter le « guide pratique de la médecine du travail au CIG » disponible sur le site institutionnel.


II. La mise à disposition de médecins et infirmiers en santé au travail

2.1 Généralité


L'intervention du CIG portera sur une mission de service de médecine du travail. À ce titre et sous réserve d'en avoir les effectifs, le CIG met à disposition de la collectivité :

- soit un médecin de médecine du travail
- soit un médecin de médecine du travail référent et un(e) infirmier(e)

Toute nouvelle proposition de mise à disposition de personnel médical fait l'objet d'un échange préalable avec la collectivité.



Le CIG pourra par ailleurs assister la Collectivité dans le cadre d'activités annexes qui apparaissent comme des prolongements des missions précitées.



2.2 Nature des missions

De manière générale, le CIG interviendra dans les cadres suivants :

Surveillance médicale des agents :

- Examen médical au moment de l'embauche (adaptation du poste à l'agent) une fois la visite d'embauche (recrutement) effectuée par le médecin agréé,
- examens médicaux périodiques au minimum tous les deux ans ou à la demande de l'agent,
- examens médicaux pour les agents nécessitant une Surveillance Médicale Particulière – SMP (personnes reconnues travailleurs handicapés, femmes enceintes, agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ou accident de travail, agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux, des agents souffrant de pathologies particulières) tous les ans ou selon une fréquence définie par le médecin du travail,
- visite de reprise après arrêt, maladie prolongée, maladie professionnelle, visite de pré-reprise à l'initiative de l'agent ou de son médecin...
- visite à la demande de l'agent, de la collectivité, du médecin traitant...
- la vaccination des agents dans le cadre de leur exercice professionnel.

Pour les infirmier(e)s santé au travail :

Les missions de l'infirmier mis à disposition sont les suivantes :

A – Entretiens infirmiers qui ont pour vocation :

- De contribuer à la protection de la santé physique et mentale des agents sur les lieux de travail en collaboration avec le médecin de prévention,
- D'accompagner les actions en prévention organisées par le Service de médecine préventive ou par la Collectivité
- Entretiens à l'issue desquels une attestation de suivi infirmier, qui ne comporte aucune mention relative à l'aptitude, est délivrée. Ils sont validés périodiquement au cours d'une réunion de concertation entre le médecin et l'infirmier.

Actions sur le milieu du travail – correspondant à une part du tiers du temps du médecin et/ou de l'infirmier(e) dans la collectivité :

- Visites des locaux où travaillent les agents, dans l'optique d'une connaissance et d'une amélioration des conditions de vie et de travail dans les services et d'une meilleure prévention des accidents du travail,
- surveillance de l'hygiène générale dans les locaux de la collectivité et dans les restaurants,
- conseils pour l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, Participation à la réalisation des fiches de poste adaptées et études de poste,
- conseils pour la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel,
- conseils pour l'éducation sanitaire, Collaboration à la formation et l'information générale concernant les problèmes de santé publique (alcool, tabac, hygiène alimentaire, autres addictions...),
- Participer à des enquêtes et études concernant la protection de la santé des agents,

- conseils sur les projets de construction ou d'aménagements importants des bâtiments de la collectivité et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies,
- propositions sur l'accessibilité des locaux aux agents handicapés,
- participation aux réunions des instances paritaires ou aux réunions internes (pour reclassement, situations difficiles...),
- élaboration des fiches de risques professionnels,
- rédaction d'un rapport annuel d'activité transmis à l'autorité territoriale,
- collaboration avec les agents chargés de la mise en œuvre ou de l'inspection des règles d'hygiène et de sécurité.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est convenue pour une durée de (3) trois ans à compter de la date de signature de la convention par le CIG. À échéance, la convention est renouvelable tacitement une fois pour une période de trois (3) ans.

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'une des parties. Dans cette hypothèse, un préavis de six (6) mois à compter de la date de réception de la décision expresse de résiliation par lettre recommandée avec avis de réception est respecté.

Toutefois, en cas d'interruption prolongée de la mise à disposition d'un médecin du travail et en cas d'impossibilité de le remplacer ou d'assurer un service adapté, le CIG ou la collectivité se réservent le droit de résilier la convention.

Le cas échéant, un préavis de deux (2) mois à compter de la date de réception de la décision expresse de résiliation par lettre recommandée avec avis de réception est respecté.

Lorsque le service de médecine du travail a mis à disposition un infirmier en santé au travail, celui-ci reste néanmoins en service dans l'attente de l'affectation d'un nouveau médecin ou jusqu'à la résiliation de la convention.

Article 4 : Modalités d'intervention

4.1 Champs d'intervention

Le service de médecine du travail assure la surveillance médicale du personnel de la collectivité selon les estimations décrites à l'annexe 1. Une mise à jour de cette annexe est transmise par la collectivité au moins une fois par an au service de médecine du travail du CIG.

La collectivité peut confier au service de médecine du travail du CIG la réalisation des examens complémentaires en fonction du poste occupé par l'agent et des risques professionnels liés à celui-ci. Le cas échéant, la collectivité s'engage à contacter le médecin du travail et/ou l'infirmier(e) afin d'établir la liste du personnel concerné par ces examens.

4.2 Période et horaire d'intervention

Les visites sont programmées sur les plages horaires de mise à disposition du médecin et/ou de l'infirmier(e) selon les modalités suivantes :

- de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 tous les jours ouvrables de la semaine sans dérogation possible,
- toutes les 20 minutes avec éventuellement des créneaux de gestion administrative qui sont eux incluent dans le tiers temps du médecin et le dernier créneau de la journée consacré à un point avec l'employeur,

- toute l'année sauf les jours fériés et au moins trois semaines au mois d'août,
- sur convocation non nominative fournie par le CIG et dûment remplie et transmise à l'agent par la collectivité adhérente. En cas d'absence ou d'indisponibilité d'un agent, il peut être remplacé,
- les visites médicales sont organisées selon les types de visites rappelés dans le guide pratique de la médecine du travail au CIG.

Les actions en milieu du travail, qui correspondent à une partie du tiers temps du médecin et/ou de l'infirmier(e), sont programmées :

- par mois,
- toute l'année sauf les jours fériés,
- par journée ou demi-journée suivant l'effectif d'agents à consulter par an ou, avec l'accord du médecin et/ou de l'infirmier(e), par créneau(x) de travail en fonction de la nature des dossiers et des thématiques.

Continuité de service

Les absences : congés, artt, jours fériés, maladie, formations. En cas d'absence inférieure ou égale à 30 jours consécutifs, la facturation est maintenue. Au-delà, le CIG s'engage à remplacer le médecin. Dans cette attente, aucune facturation n'est établie.

En cas d'impossibilité d'assurer la couverture médicale de l'ensemble des agents (vacance durable de poste et impossibilité de pourvoir à des vacances supplémentaires), une organisation permettant d'assurer la continuité de service sur les situations les plus sensibles est recherchée conjointement par la collectivité et par le CIG Grande Couronne.

Cette continuité de service peut être assurée par le ou les médecins mis à disposition habituellement auprès de la collectivité ou via l'intervention ponctuelle d'un médecin n'intervenant pas habituellement pour la collectivité dans la limite du temps de travail du ou des médecins intervenants.

La collectivité a la responsabilité d'organiser la priorisation de ces visites médicales en concertation avec le ou les médecins de prévention intervenant dans ce contexte de continuité de service sur la base des principes suivants :

- cette organisation n'a pas d'incidence sur le temps de travail du médecin de travail
- cette organisation ne modifie pas les lieux habituels d'exercice de l'activité du médecin sauf s'il y a accord pour organiser ces activités dans un nouveau lieu
- la téléconsultation peut être un outil privilégié pour assurer cette continuité de service

4.3 Planning d'intervention

Le planning prévisionnel trimestriel est déterminé entre le CIG et la collectivité. Il est confirmé ou infirmé par un planning mensuel envoyé avant le 10 du mois précédent. Ce planning valablement transmis engage les parties. Il est non modifiable sauf en cas de force majeure étudiée au cas par cas.

4.4 Convocations

La collectivité est seule responsable de la création, de l'envoi et de la gestion des convocations médicales. Celle-ci désigne au sein de ses services un interlocuteur en charge de la planification des visites médicales et des AMT.

L'interlocuteur devra avoir connaissance des informations relatives à la présence du personnel et des sujétions spécifiques des services.

4.5 Annulation, refus de convocation ou défaillance

Tous les créneaux programmés dans les plannings sont facturés.

En cas d'annulation ou de refus de convocations, le montant des participations relatif aux créneaux concernés est dû par la collectivité au CIG sauf en cas de force majeure étudiée au cas par cas. Les vaccins inutilisables en raison d'agent non venus à une séance de vaccination sont facturés à la collectivité.

Les vaccins inutilisables en raison d'une défaillance ou d'une panne du réfrigérateur sont facturés à la collectivité. En cas de cabinet mutualisé, la somme correspondante est proratisée à l'ensemble des collectivités en fonction de l'effectif déclaré.

En cas d'absence de l'intervenant du CIG, aucune facturation ne sera émise.

Article 5 : Dispositions financières

5.1 Tarification

La Collectivité participe aux frais d'intervention du CIG à concurrence du nombre de créneaux mis à disposition de la collectivité selon le planning transmis mensuellement. Les tarifs sont fixés chaque année par délibération du Conseil d'Administration du CIG.

Il est fait application d'un tarif majoré en cas d'intervention en dehors des horaires décrit à l'article 4.2, pendant les jours d'ouverture restreints – notamment pendant les congés scolaires – et/ou en cas de circonstances d'intervention exceptionnelles étudiées au cas par cas.

5.2 Révision des tarifs

Les tarifs sont fixés et révisés chaque année par délibération du Conseil d'Administration du CIG. Les nouveaux tarifs sont applicables de plein droit dès le premier jour de l'année civile suivant la délibération. Ils sont consultables à tout moment sur le site du CIG.

Les absences : congés, artt, jours fériés, maladie, formations. En cas d'absence inférieure ou égale à 30 jours consécutifs, la facturation est maintenue. Au-delà, le C.I.G s'engage à remplacer le médecin. Dans cette attente, aucune facturation n'est établie.

5.3 Facturation

Le recouvrement des frais de mission est assuré par le CIG chaque mois à terme échu en fonction des mises à disposition programmées selon le tarif en vigueur.

La facturation liée à la présente convention sera déposée sur le portail « Chorus Pro » où elle sera accessible à la collectivité. Les informations ci-après doivent être indiquées au CIG dès la signature de la convention :

- Numéro de SIRET :
- Code Service :
- Numéro d'engagement juridique (*annuel de préférence*)

Le règlement intervient par mandat administratif dont le montant est versé au :

Paierie départementale des Yvelines
12 rue de l'Ecole des Postes
78000 VERSAILLES

BDF Versailles
30001 * 00866 * C 785 0000000 * 67
Code IBAN : FR70 3000 1008 66C7 8500 0000 067
BDFEFRPPCCT

Article 6 : Condition d'exécution

6.1 Transmission d'informations

La collectivité fournit au médecin et/ou à l'infirmier(e) l'ensemble des fiches de postes, ainsi que la liste des équipements, produits et matériels auxquels les agents ont accès dans le cadre de leur travail.

Le médecin et/ou l'infirmier(e) sont obligatoirement informés, avant toute utilisation de substance ou de produit dangereux de la composition de ces produits et de la nature de ces substances, ainsi que de leurs modalités d'emploi par le service concerné. La collectivité doit remettre au médecin et/ou à l'infirmier(e) la fiche de données de sécurité de ces produits.

Dans le cadre de ses missions en milieu du travail, le médecin et/ou l'infirmier(e) doivent avoir accès librement aux locaux de la collectivité ainsi qu'aux différents postes de travail.

À la demande du médecin et/ou de l'infirmier(e), la collectivité s'engage à lui communiquer tout complément d'information qu'il jugera utile à l'accomplissement de sa mission.

6.2 Moyens matériels

Dans le cadre de la présente convention, la collectivité met à disposition un cabinet médical (*cf.* § 6.2.1) ou utilise un cabinet médical mutualisé avec un tiers (*cf.* § 6.2.2). L'organisation des moyens matériels est arrêtée en début de convention et peut évoluer en cours d'exécution, sous réserve de l'accord des Parties.

6.2.1 Cabinet mis à disposition par la collectivité

La collectivité s'engage à fournir des locaux d'accueil pour la visite médicale aux normes d'hygiène, de sécurité et de confidentialité. De plus, le cabinet devra être situé dans un secteur géographique offrant de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité. Enfin, la collectivité s'engage à faciliter le stationnement du professionnel de santé, en réservant une place de parking si nécessaire.

Le cabinet médical devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Une superficie minimale de 9m² ;
- Être facilement accessible aux Personne à Mobilité Réduite (PMR), en rez-de-chaussée de préférence en cas

- d'absence d'ascenseur.
- Chauffé, avec isolation phonique et visuelle pour respecter la confidentialité.
- Positionner des chaises (lavables) à côté du bureau afin de permettre aux agents d'attendre le professionnel de santé.

Le ménage devra être prévu avant et après chaque passage du professionnel de santé.

Le bureau du professionnel de santé devra être aménagé avec les éléments suivants :

- Matériel de travail :
 - o Un bureau (mobilier) ;
 - o Un fauteuil de travail pour le professionnel de santé ;
 - o Une chaise pour l'agent ;
 - o Un accès à internet stable (à haut et bon débit) pour l'utilisation du logiciel médical ;
 - o Un téléphone ;
 - o Une imprimante ;
 - o Des prises de courant (ordinateur portable du professionnel de santé et matériel médical) ;
 - o Un bon éclairage.
 - o Un réfrigérateur pour conserver les vaccins.
- Matériel spécifique :
 - o Un lit d'examen ;
 - o Un marche pied ;
 - o Un guéridon pour le matériel médical ;
 - o Un pèse-personne ;
 - o Une toise ;
 - o Une poubelle à pédale ;
 - o Un lavabo ;
 - o Un porte-manteau.

Le reste du matériel comme l'audiomètre, le visiotest (pour les collectivités de moins de 100 agents), le tensiomètre, les draps d'examen, les abaisses langue, l'alcool, le coton, *etc.* est fourni par le CIG et apporté par le professionnel de santé.

6.2.2 Cabinet mis à disposition par un tiers

Le rattachement à un cabinet médical en dehors de la collectivité intervient après accord tripartite du CIG, de la collectivité et de la collectivité d'accueil. Le cas échéant, la collectivité s'engage à passer une convention avec la collectivité d'accueil et à participer aux frais du cabinet médical au prorata des effectifs déclarés.

Article 7 : Déontologie et devoir de confidentialité

7.1 Déontologie

Le CIG peut rejeter toute demande contraire à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le CIG s'engage à respecter les obligations qui lui incombent, notamment : adopter une attitude neutre et respectueuse lors de l'intervention de ses agents. À ce titre, ils ne portent aucun jugement sur la manière dont ont été menées des actions sur lesquelles ils interviennent.

Le médecin et/ou l'infirmier(e) du service de médecine du travail exerce son activité médicale en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique.

7.2 Confidentialité

L'agent du CIG mis à disposition est tenu à une obligation de confidentialité renforcée. La confidentialité est acquise durant l'intervention et après l'intervention, même en cas de rupture de la convention en cours d'exécution.

Le médecin du travail est tenu au secret médical.

La collectivité s'engage à respecter le secret professionnel en ce qui concerne toutes les indications portées sur le dossier médical et qui ne sont pas relatives à une affection professionnelle à déclaration obligatoire. Aucun membre de la collectivité n'a le droit de recevoir communication du dossier médical d'un quelconque agent de la collectivité.

Article 8 : Responsabilité

Le CIG n'assure qu'une mission d'assistance et de conseil. Il se dégage de toute responsabilité concernant les décisions retenues par la Collectivité et de leurs suites. De plus, le CIG ne pourra être tenu pour responsable ou co-auteur des dommages éventuellement causés au cocontractant ou aux tiers, en conséquence des décisions adoptées par la collectivité bénéficiaire de la convention.

Enfin, le CIG est déchargé de toute responsabilité quant à l'absence de suivi médical des agents en cas de départ de médecin et/ou d'infirmière, et pendant la période de recrutement du ou des remplaçants.

Article 9 : Traitement des données

Pour l'ensemble des données collectées et traitées dans le cadre de la médecine du travail, le CIG s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des données.

Le CIG s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les données personnelles à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées ;
- ne pas conserver les données personnelles au-delà de la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées et dans la limite maximale fixée par les archives de France ;
- mettre en œuvre des mesures organisationnelles et techniques adaptées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées ;
- ne pas transmettre à un tiers non habilité ou non autorisé les données personnelles collectées ;
- à examiner les demandes d'exercice des droits des personnes concernées et à y apporter une réponse dans le délai maximal réglementaire.

Pour toute question, le délégué à la protection des données du CIG peut être contacté à l'adresse rgpd@cigversailles.fr.

Article 10 : Dispositions diverses

10.1 Nullité partielle

Dans l'hypothèse où l'une quelconque des stipulations de la Convention serait, pour quelque raison que ce soit, intégralement ou partiellement rendue inapplicable, rendue nulle, illégale ou invalidée par une cour ou un tribunal compétent, cette annulation, invalidité, illégalité ou inapplicabilité n'affectera pas les autres stipulations de la Convention.

10.2 Litiges

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention. À défaut, la compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

ANNEXE 1 : DÉCLARATION DE LA COLLECTIVITÉ à la signature de la convention

Dans le contexte de pénurie structurelle de médecin de prévention et face aux plus de 10 000 agents à suivre, La Région Ile-de-France propose au C.I.G d'assurer le suivi médical d'une partie des effectifs de la collectivité, l'autre partie étant assurée par d'autres moyens.

Une mise à jour du volume des effectifs confiés au CIG Grande Couronne est transmise par la Collectivité à l'occasion de la signature de la présente convention et au moins une fois par an au service de médecine préventive du C.I.G permettant de distinguer clairement parmi les effectifs régionaux ceux dont la surveillance médicale relève de la compétence du C.I.G et ceux n'en relevant pas.

Les dossiers médicaux des agents ne relevant plus du suivi médical du C.I.G font l'objet d'une transmission par le C.I.G vers le ou les organismes désignés par la collectivité selon la procédure réglementaire en vigueur.

A titre indicatif, au moment de la signature de la convention, le volume des agents dont la surveillance médicale est confiée au CIG est estimé à 5800 agents. Au regard du nombre d'agents nécessitant une surveillance médicale

particulière, les besoins de la Collectivité en matière de couverture médicale (médecins de prévention et infirmiers santé au travail) relevant du suivi C.I.G sont estimés à :

- 0,8 ETP pour les agents du siège
- 4 ETP pour les agents des lycées

Effectifs de la collectivité	
Effectif total estimé de la collectivité	10 000 agents
Nombre estimatif d'agents confiés à la surveillance médicale du CIG	5 800 agents
Nombre estimatif d'agents soumis à surveillance particulière	4 400 agents

Moyens matériels	
La collectivité :	<input checked="" type="checkbox"/> met à disposition un cabinet médical dans les conditions de l'article 6.2.1 <input type="checkbox"/> utilise un cabinet mutualisé dans les conditions de l'article 6.2.2

III. La mise à disposition de psychologues du travail

Article lii- 1 : Mise à disposition de psychologues du travail

Sur la demande de la Collectivité, le C.I.G intervient dans les conditions définies par la présente convention. Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, le C.I.G peut mettre à la disposition de la Collectivité un ou plusieurs psychologues du travail.

A titre indicatif, au moment de la signature de la convention, les besoins de mise à disposition exprimés par la Collectivité sont estimés à 2 ETP.

Article lii - 2: Champ d'intervention des psychologues du travail

Les missions du psychologue du C.I.G mis à disposition sont les suivantes :

- Entretiens individuels et/ou collectifs avec les agents,
- Réflexion et prévention des problèmes psychosociaux
- Réflexion et prévention des problèmes organisationnels
- Médiation

- Intervention possible sur les situations d'alerte ou en cas d'événement grave au sein d'un collectif de travail conformément au protocole écrit de prise en charge des situations d'urgence conjointement validé.

Ces différentes missions sont menées en coordination et en relation avec le service prévention et santé au travail et des assistants sociaux du C.I.G. Pour les agents dont la surveillance médicale est assurée par le C.I.G, ces missions sont réalisées en lien avec les médecins et infirmiers mis à disposition par le C.I.G.

Les psychologues assurent également leur mission auprès des agents ou des collectifs de travail dont la surveillance médicale n'est pas assurée par le C.I.G. Dans ces situations, le service prévention et santé au travail assure le lien avec les autres professionnels médico sociaux mandatés par la Région Ile-de-France.

Ces missions se déroulent au siège de la Collectivité et plus ponctuellement sur un site distant ou dans un lycée à destination de l'ensemble des agents de la Collectivité.

~~D'autre part~~, le psychologue étant soumis au secret professionnel, la Collectivité et tout autre intervenant ne peut solliciter du psychologue mis à disposition qu'il communique tout élément de situation dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions et qu'il considère comme relevant du secret.

Article Iii – 3 : Les conditions d'exercice des psychologues

Les dispositions relatives à l'organisation du poste sont identiques à celles mise en place pour l'infirmier en santé au travail, art II-2 : moyens mis à disposition, accueil et information des agents, absences et réunions au C.I.G et temps de travail.

La prise de rendez-vous est assurée par la Collectivité via le service prévention et santé au travail.

Chaque année, le ou les psychologues transmettent à la Collectivité un rapport d'activité.

Conditions matérielles

La Collectivité s'engage à fournir des locaux d'accueil pour le psychologue aux normes d'hygiène, de sécurité et de confidentialité (conditions annexées à la présente convention)

Le CIG et la collectivité s'engagent à mettre à disposition du psychologue les outils nécessaires à l'exercice de son activité.

Les missions du psychologue peuvent être exercées en télétravail et notamment via des téléconsultations après accord du C.I.G et de la Collectivité.

Article IV – 4 : Conditions financières

Le montant de la participation due par chaque Collectivité ou établissement en contrepartie de ces prestations est fixé annuellement par le conseil d'administration du C.I.G.

Les tarifs sont annexés à la présente convention. Ils sont révisables chaque année sur décision du conseil d'administration et sont envoyés après leur vote à la Collectivité.

Les absences : congés, artt, jours fériés, maladie, formations. En cas d'absence inférieure ou égale à 30 jours consécutifs, la facturation est maintenue. Au-delà, le C.I.G s'engage à remplacer le psychologue. Dans cette attente, aucune facturation n'est établie.

Article IV-5 : Traitement de données personnelles

Dans le cadre de la mise à disposition psychologues du travail prévue à l'article IV de ce contrat, les données personnelles seront traitées conformément à l'annexe 5 du contrat.

IV. La mise à disposition d'assistants sociaux

Article IV – 1 : Mise à disposition d'assistants sociaux

Sur la demande de la Collectivité, le C.I.G intervient dans les conditions définies par la présente convention. Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée le C.I.G peut mettre à la disposition de la Collectivité un ou plusieurs assistants sociaux

A titre indicatif, au moment de la signature de la convention, les besoins de la Collectivité sont définis sur la base de 4 ETP d'assistants sociaux.

Article IV – 2 : Champ d'intervention des assistants sociaux

Les missions de l'assistant social du C.I.G mis à disposition peuvent être les suivantes :

- Assurer un suivi budgétaire auprès des agents et prévenir les problèmes de surendettement,
- Bâtir les dossiers administratifs d'ordre familial et orienter les agents vers les administrations compétentes,
- Accompagner les agents dans leurs difficultés de logement,
- Conseiller les agents en matière de mutuelle santé et de prévoyance,
- Assurer un lien avec les acteurs institutionnels et accompagner la Collectivité dans la définition d'une politique sociale en faveur des agents.

Ces différentes missions sont menées en coordination et en relation avec le service prévention et santé au travail pour l'ensemble des agents Région. Pour les agents dont la surveillance médicale est assurée par le C.I.G, ces missions sont réalisées en lien avec les médecins et infirmiers mis à disposition par le C.I.G.

Les assistants sociaux assurent également leur mission auprès des agents ou des collectifs de travail dont la surveillance médicale n'est pas assurée par le C.I.G. Dans ces situations, le service prévention et santé au travail assure le lien avec les autres professionnels médico sociaux mandatés par la Région Ile-de-France.

Article IV – 3 : Les conditions d'exercice des assistants sociaux

Les dispositions relatives à l'organisation du poste sont les suivantes :

- moyens mis à disposition par le C.I.G : un secrétariat dédié basé au C.I.G, un ordinateur portable, un logiciel de gestion et de suivi de son activité, une connexion mobile à l'internet
- moyens mis à disposition par la Collectivité : un local sécurisé équipé d'un bureau, de chaises, d'une prise électrique, d'un téléphone sans restriction d'appels, d'une connexion internet par câble, d'une armoire fermant à clefs avec accès limité à l'assistant social ou toute personne avec l'accord préalable de l'assistant social. L'assistant social devra également pouvoir accéder à une imprimante et un photocopieur au sein de la Collectivité.

- accueil et information des agents : la Collectivité s'engage à autoriser ses agents à rencontrer l'assistant social sur leur temps de travail. La Collectivité les informe régulièrement et par les moyens de son choix des possibilités de joindre l'assistant social au sein de la Collectivité et par l'intermédiaire de son secrétariat basé au C.I.G
- absences : congés, jours fériés, maladie, formations, réunions C.I.G. Pour toute absence inférieure ou égale à une durée de 30 jours consécutifs, l'assistant social, sous la responsabilité de son responsable hiérarchique, prend toutes les dispositions nécessaires à la bonne continuité des missions. Au-delà, le C.I.G s'engage à tout mettre en œuvre pour le remplacer
- les missions des assistants sociaux reposent sur le partenariat et nécessitent la recherche d'une collaboration de qualité, dans le respect du secret professionnel, avec la Collectivité et notamment avec le Pôle Ressources Humaines. A cette fin, la Collectivité désigne un coordonnateur, interlocuteur privilégié des assistants sociaux du C.I.G.

Article IV – 4 : Conditions financières

Le montant de la participation due par chaque Collectivité en contrepartie de ces prestations est fixé annuellement par le conseil d'administration du C.I.G.

Les tarifs sont annexés à la présente convention. Ils sont révisables chaque année sur décision du conseil d'administration et sont envoyés après leur vote à la Collectivité.

Article IV-5 : Traitement des données personnelles

Dans le cadre de la mise à disposition d'assistance sociaux prévue à l'article V de de contrat, les données personnelles seront traitées conformément à l'annexe 6 du contrat.

V. La mise à disposition de missions d'ACFI

Article V – 1 : Mise à disposition d'un Agent Chargé des Fonctions d'Inspection (ACFI)

Sur la demande de la Collectivité, le C.I.G met à la disposition un agent chargé des fonctions d'inspection dans les conditions prévues par la présente convention.

Article V – 2 Nature des missions de l'Agent Chargé des Fonctions d'Inspection (ACFI)

Les missions de la fonction d'inspection sont confiées à un agent du Centre Interdépartemental de Gestion, chargé de la fonction d'inspection (ACFI).

A ce titre, l'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion portera exclusivement sur les missions suivantes :

- Le contrôle des conditions d'application des règles définies dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail dans la fonction publique territoriale qui sont, sous réserve des dispositions du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, celles définies aux livres I à V de la partie 4 du Code du travail et par les décrets pris pour son application.
- La proposition à l'autorité territoriale :
 - De toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels,
 - En cas d'urgence, des mesures immédiates qu'il juge nécessaires.

Cette mission d'inspection donne lieu à la rédaction d'un rapport adressé au Président de la Collectivité. Un courrier est ensuite envoyé à la Collectivité 3 mois après l'envoi du rapport puis périodiquement afin de la solliciter sur les suites données à ces propositions.

En plus de la mission précédemment citée, et sur demande de l'autorité territoriale, l'intervenant du Centre Interdépartemental de Gestion pourra également :

- Donner un avis sur les règlements et consignes (ou tout autre document) que l'autorité envisage d'adopter en matière de santé et de sécurité.
- Assister, avec voix consultative, sur demande de la Collectivité, aux réunions du comité compétent en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
- Intervenir, conformément à l'article 5-2 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, lors de l'enquête suite au retrait d'un agent d'une situation de travail présentant un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé et en cas de désaccord entre l'autorité territoriale et le comité compétent en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans la résolution du danger grave et imminent. En cas d'impossibilité de l'ACFI référent de la Collectivité de se rendre au sein de la Collectivité dans les délais, le Centre Interdépartemental de Gestion proposera à la Collectivité l'intervention ponctuelle d'un autre ACFI.

L'ACFI est soumis à l'obligation de réserve.

Article V – 3 : Conditions d'exercice des missions

De manière générale, toutes facilités doivent être accordées à l'ACFI pour l'exercice de ses missions.
La Collectivité s'engage à :

- Désigner un interlocuteur privilégié de l'ACFI.
- Fournir dans les meilleurs délais à l'ACFI, les documents jugés nécessaires pour sa mission (liste des bâtiments, registres de sécurité, liste des formations, fiches de poste, ...).
- Communiquer dans les meilleurs délais à l'ACFI l'ensemble des règlements, consignes et autres documents relatifs à la santé et la sécurité du travail que l'autorité envisage d'adopter en matière de santé et de sécurité.
- Tenir à la disposition de l'ACFI, conformément à l'article 5-3 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, le registre spécial de danger grave et imminent ainsi que la fiche des risques professionnels établie par le médecin du service de médecine préventive.
- Faire accompagner l'ACFI par l'assistant ou le conseiller de prévention et par un responsable du service visité (ou autre personne désignée par l'autorité territoriale) lors de ses visites. Si aucun responsable concerné n'est disponible pour accompagner l'ACFI lors de son intervention, ce dernier se réserve le droit d'annuler cette intervention. Les frais liés au trajet et au temps passé dans la Collectivité seront néanmoins facturés.
- Faciliter l'accès de l'ACFI à tous les locaux de travail et leurs annexes, locaux de stockage de matériel et de produits, de remisage d'engins ou aux chantiers extérieurs figurant dans le champ de sa mission.
- Participer à la restitution orale des observations faites par l'ACFI lors de ses interventions.
- Avertir l'ACFI dans les meilleurs délais de la tenue des réunions du comité compétent en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, lorsque l'autorité souhaite la présence de l'ACFI.
- Informer le comité compétent en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de toutes les visites et observations faites par l'ACFI.
- Informer l'ACFI régulièrement et par écrit des suites données aux propositions qu'il a formulées.

Article V - 4 : Responsabilités

Les limites des observations sont liées à l'intervention à un moment précis, au temps imparti à cette intervention, aux sites et aux équipements auxquels l'ACFI a eu accès, aux réponses données et aux personnes rencontrées. La responsabilité du C.I.G Grande Couronne ne saurait être engagée en cas d'informations inexactes, incomplètes ou erronées données le jour de l'intervention. En outre, toutes les informations portées à connaissance de l'ACFI sont susceptibles d'être mentionnées dans ce rapport, quel que soit le service inspecté.

De plus, la responsabilité de la mise en œuvre des recommandations, avis ou suggestions formulés par l'ACFI appartient à la Collectivité.

Aussi, la responsabilité du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France ne peut en aucune manière être engagée en ce qui concerne les conséquences des mesures retenues et les décisions prises par l'autorité territoriale.

En outre, la présente convention n'a ni pour objet ni pour effet d'exonérer l'autorité territoriale de ses obligations relatives :

- aux dispositions législatives et réglementaires,
- aux recommandations dans le domaine de la prévention des risques professionnels,
- aux avis des autres acteurs réglementaires de la prévention.

De plus, conformément à la réglementation en vigueur, l'intervention de l'ACFI ne se substitue pas aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires des organismes spécialisés et agréés. La visite d'inspection ne comprend ni vérifications techniques des équipements et installations de l'établissement, ni prélèvements et analyses.

Article VI – 5 : Modalités d'intervention

Une lettre de mission renouvelable et liée la présente convention précisera le contenu et les conditions d'exécution de la mission d'inspection à chaque sollicitation de l'ACFI.

Article V – 6 : Conditions financières

- La Collectivité participera aux frais d'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion à concurrence du nombre d'heures de travail effectivement accomplies et selon un tarif horaire fixé chaque année par délibération du Conseil d'Administration du Centre Interdépartemental de Gestion.
- **Les tarifs sont annexés à la présente convention. Ils sont révisables chaque année sur décision du conseil d'administration et sont envoyés après leur vote à la Collectivité.**

Le temps de travail sera défini en fonction des missions prévues au cours de l'année dans la lettre de mission. Cette dernière pourra intégrer :

- des interventions incluant le suivi des agents dans leurs activités et/ou la visite de lieux de travail des agents et/ou le suivi des actions réalisées depuis la précédente visite de l'ACFI et/ou un/des accompagnements thématiques (stockage et manipulation des produits chimiques, équipements de protection individuelle ...) avec la restitution orale de l'intervention à la fin de la journée,
- des réunions de restitution orale des rapports d'inspection à l'autorité territoriale et à la direction de la Collectivité suite à leur envoi,
- la participation aux réunions du comité compétent en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, avec voix consultative,
- la préparation des interventions, l'analyse des documents de la Collectivité au C.I.G, la rédaction des documents et rapports le suivi administratif de la mission et les déplacements.

Article V- : Traitement des données personnelles

Dans le cadre de la mise à disposition d'ACFI prévue à l'article VI de ce contrat, les Parties seront tenues de traiter les données personnelles conformément à l'annexe 7 du contrat.

VI. Recours au service de Médiation

Pour rappel, une convention spécifique « adhésion au service de médiation du CIG n°2023-016 » a été signée le 20 avril 2023 concernant la médiation préalable obligatoire, la médiation à l'initiative des parties et la médiation à l'initiative du juge.

VII. Clauses communes aux articles II, II, III, IV, VI

Font partie intégrante de la présente convention :

- Les tarifs 2025
- L'aménagement du local médical

Article VII-1 : Conditions financières

Ces tarifs sont révisables chaque année sur décision du conseil d'administration. Ils tiennent compte des heures de mise à disposition des médecins, infirmiers, psychologues, ACFI, assistants sociaux et de leur secrétariat, des dispositions relatives à l'organisation des missions, des frais de déplacement et de gestion induits.

Le C.I.G s'engage à communiquer chaque année à la Collectivité les tarifs actualisés de ses prestations suite à la délibération par le conseil d'administration du C.I.G pour l'année en cours.

Le recouvrement des frais de mission est assuré par le C.I.G chaque mois à terme échu en fonction des vacations effectuées par les médecins et l'ACFI, ou par trimestre pour les agents mis à disposition à temps complet, selon le tarif en vigueur. Le règlement intervient par mandat administratif dont le montant est versé au :

M. le Payeur Départemental des Yvelines
Paierie départementale des Yvelines
2 bis, rue Montbaouron
78000 VERSAILLES

BDF Versailles
30001 * 00866 * C7850000000 * 67
Code IBAN : FR70 3000 1008 66C7 8500 0000 067
BDFEFRPPCCT

Article VII-2 : Responsabilités

Le C.I.G n'assurant qu'une mission d'aide et de conseil se dégage de toute responsabilité concernant les décisions retenues, soit par la Collectivité, soit par l'agent, et de leurs suites.

Un bilan de mission sera établi annuellement ou à la demande.

Article VII-3 : Durée, prise d'effet et renouvellement de la convention

La présente convention est convenue pour une durée de (3) trois ans à compter de la date de signature de la convention par le CIG. À échéance, la convention est renouvelable tacitement une fois pour une période de trois (3) ans.

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'une des parties. Dans cette hypothèse, un préavis de six (6) mois à compter de la date de réception de la décision expresse de résiliation par lettre recommandée avec avis de réception est respecté.

Toutefois, en cas d'interruption prolongée de la mise à disposition d'un médecin du travail et en cas d'impossibilité de le remplacer ou d'assurer un service adapté, le CIG se réserve le droit de résilier la convention.

Le cas échéant, un préavis de deux (2) mois à compter de la date de réception de la décision expresse de résiliation par lettre recommandée avec avis de réception est respecté. Lorsque le service de médecine du travail a mis à disposition un infirmier en santé au travail, celui-ci reste néanmoins en service dans l'attente de l'affectation d'un nouveau médecin ou jusqu'à la résiliation de la convention.

Article VII-4 : Conditions de résiliation

Si la Collectivité souhaite dénoncer, sous préavis de 6 mois, une des mises à disposition, elle le précise par lettre recommandée avec accusé réception au C.I.G.

Si le C.I.G souhaite également résilier la convention, il le fait dans les mêmes conditions.

En cas d'interruption prolongée de la mise à disposition d'un agent du C.I.G, le C.I.G se réserve le droit de mettre fin à la convention en cas d'impossibilité de le remplacer et d'assurer un service adapté. Un préavis de 6 mois est respecté.

Lorsque le service de médecine préventive a mis à disposition un infirmier en santé au travail, celui-ci reste néanmoins en service dans l'attente de l'affectation d'un nouveau médecin ou jusqu'à résiliation de la convention. Son travail est réalisé sous la supervision du médecin coordinateur du CIG.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article VII-5 : Contentieux

Le Tribunal Administratif de Versailles est compétent pour connaître de tout litige relatif à la présente convention.

Fait en deux exemplaires

A Versailles, le

A

Pour le Centre de Gestion,

Pour le Conseil Régional d'Ile de France



Le Président,

La Présidente,

Daniel Level
Maire de la commune déléguée de Fourqueux

Valérie Péresse

Annexe 3 à la convention

Modalités de traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise à disposition des médecins de prévention

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »).

Les parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement des données personnelles, conformément à l'article 26 du RGPD. Les parties définissent les caractéristiques du traitement comme ce qui suit :

Les données personnelles sont traitées pour les seules finalités du traitement de la mission de médecine du travail, dont les prérogatives sont décrites à l'article 2 du présent contrat. Les personnes concernées sont les agents de la Collectivité. Les données personnelles traitées dans le cadre de ce contrat sont des données d'identification, des données relatives à la vie personnelle, ainsi que des données de santé. Ces données sont exclusivement destinées au C.I.G, à l'exception des fiches d'avis médicaux qui sont transmises au référent du service des Ressources humaines, et si nécessaires à la personne concernée.

Le C.I.G a recours au logiciel MEDTRA pour le traitement de ces données personnelles.

Le C.I.G communique aux agents dont les données personnelles sont collectées :

- Les informations relatives au traitement de leurs données conformément aux articles 12 et 13 du RGPD par écrit au moment de leur convocation ;
- Les informations relatives aux éléments clés du présent article conformément à l'article 26(2) du RGPD par écrit au moment de leur convocation et par la mise à disposition de note explicative dans le cabinet lors de la collecte de leurs données

En ce concerne les mesures de sécurité, les obligations respectives des parties sont les suivantes :

1. Le C.I.G s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Utiliser un poste de travail sécurisé accessible avec un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et mot de passe crypté
- Utiliser un canal de transport chiffré (VPN TLS) et des solutions de transfert sécurisé lors de transmission de données personnelles (papier et numérique)
- En cas d'utilisation d'une application, soumettre l'accès à un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et journaliser les connexions
- Conserver les données personnelles numériques qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission sur le serveur, accessibles uniquement pour les personnes habilitées.

2. La Collectivité s'engage à ce que l'ensemble des équipements qu'elle fournit aux médecins présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Ces mêmes garanties doivent être mises en œuvre lors du traitement par la Collectivité des fiches des avis médicaux transmises par les médecins.

Les agents peuvent directement exercer leurs demandes d'exercices de leurs droits à l'adresse électronique rgpd@cigversailles.fr. Si un agent exerce sa demande auprès de la Collectivité, cette dernière s'engage à communiquer toute demande, au C.I.G, dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : rgpd@cigversailles.fr. Le C.I.G s'engage à donner suite aux demandes d'exercices des droits des personnes concernées dans un délai d'un mois, qui peut être étendu à trois mois en cas de demande complexe. Ce délai ne peut dépasser huit jours si le droit concerne une demande d'accès à des données de santé, conformément à l'article L1111-7 du Code de la santé publique. Ce délai peut être étendu à 2 mois dans les cas prévus à l'alinéa 2 de ce même article.

En cas de violation de données à caractère personnel, les obligations respectives des parties sont les suivantes :

- 1) le C.I.G notifie à la Collectivité dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à dpo@iledefrance.fr
- 2) la Collectivité notifie :
 - la CNIL dans les meilleurs délais, et, si possible 72h au plus tard après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques, et transmet une copie de cette notification au C.I.G à l'adresse rgpd@cigversailles.fr ; et
 - les personnes concernées lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour leurs droits et libertés.

Le C.I.G s'engage à conserver les données personnelles conformément aux circulaires du 28 août 2009 (Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018) et du 22 septembre 2014 (DGP/SIAF/2014/006) du service interministériel des Archives de France.

Au terme de la convention, le C.I.G s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au nouvel organisme de prévention désigné par la Collectivité. Le renvoi s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du C.I.G.

Annexe 4 à la convention

Modalités de traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise à disposition des infirmiers en santé du travail

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »).

Le traitement des données personnelles est effectué par le C.I.G pour le compte de la Collectivité, conformément à l'article 28 du RGPD.

Les obligations du C.I.G

Le C.I.G s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement correspondant aux missions de l'infirmier en santé du travail du C.I.G mis à disposition, énumérées à l'article III-1 ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de la Collectivité
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans du contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le C.I.G considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement la Collectivité.

Droit d'information des personnes concernées

Le C.I.G, au moment de la collecte des données personnelle, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

Exercice des droits des personnes

Le C.I.G aide la Collectivité à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le C.I.G doit répondre, au nom et pour le compte de la Collectivité et dans les délais prévus par le RGPD aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits. Ce délai ne peut dépasser huit jours si le droit concerne une demande d'accès à des données de santé, conformément à l'article L1111-7 du Code de la santé publique. Ce délai peut être étendu à 2 mois dans les cas prévus à l'alinéa 2 de ce même article.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le C.I.G notifie à la Collectivité par mail à l'adresse dpo@iledefrance.fr toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Mesures de sécurité

Le C.I.G s'engage à mettre en œuvre des mesures organisationnelles et techniques afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le C.I.G s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Utiliser un poste de travail sécurisé accessible avec un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et mot de passe crypté
- Utiliser un canal de transport chiffré (VPN TLS) et des solutions de transfert sécurisé lors de transmission de données personnelles (papier et numérique)
- En cas d'utilisation d'une application, soumettre l'accès à un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et journaliser les connexions
- Conserver les données personnelles numériques qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission sur le serveur, accessibles uniquement pour les personnes habilitées
- Conserver les données personnelles papiers qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission dans un meuble fermé à clé
- Respecter les durées de conservation des données personnelles en procédant à leur destruction de manière sécurisée, ou à leur conservation aux archives, conformément aux circulaires du 28 août 2009 (Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018) et du 22 septembre 2014 (DGP/SIAF/2014/006) du service interministériel des Archives de France.

Sort des données

Au terme de sa prestation, le C.I.G s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au nouvel organisme de prévention désigné par la Collectivité. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du C.I.G et de ses sous-traitants le cas échéant. Le C.I.G fournit à la Collectivité un certificat de destruction des données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Le C.I.G communique à la Collectivité le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le C.I.G déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la Collectivité comprenant :

- le nom et les coordonnées de la Collectivité pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la Collectivité,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,

- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Annexe 5 à la convention

Modalités de traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise à disposition de psychologue du travail

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Les parties sont amenées à déterminer conjointement les finalités et les moyens du traitement des données personnelles, conformément à l'article 26 du règlement européen sur la protection des données personnelles. Les parties définissent les caractéristiques du traitement comme ce qui suit :

Les données personnelles sont traitées pour les seules finalités du traitement de la mission de psychologue du travail, dont les prérogatives sont décrites à l'article 3 du présent contrat. Les personnes concernées sont les agents de la Collectivité. Les données personnelles traitées dans le cadre de ce contrat sont des données d'identification, des données relatives à la vie personnelle et à la situation financière, ainsi que des données sensibles telles que des données révélant l'origine raciale ou ethnique, des données révélant les opinions politiques, des données révélant les convictions religieuses ou philosophiques, des données révélant l'appartenance syndicale, des données concernant la santé, des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle. Ces données sont exclusivement destinées au C.I.G.

Le C.I.G. communique aux agents dont les données personnelles sont collectées :

- Les informations relatives au traitement de leurs données conformément aux articles 12 et 13 du RGPD par écrit au moment de leur convocation ;
- Les informations relatives aux éléments clés du présent article conformément à l'article 26(2) du RGPD par écrit au moment de leur convocation et par la mise à disposition de note explicative dans le cabinet lors de la collecte de leurs données

Le C.I.G. s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Utiliser un poste de travail sécurisé accessible avec un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et mot de passe crypté
- Utiliser un canal de transport chiffré (VPN TLS) et des solutions de transfert sécurisé lors de transmission de données personnelles (papier et numérique)
- En cas d'utilisation d'une application, soumettre l'accès à un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et journaliser les connexions
- Conserver les données personnelles numériques qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission sur le serveur, accessibles uniquement pour les personnes habilitées.

La Collectivité s'engage à ce que l'ensemble des équipements qu'elle fournit aux psychologues du travail présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Les agents peuvent directement exercer leurs demandes d'exercices de leurs droits à l'adresse électronique rgpd@cigversailles.fr. Si un agent exerce sa demande auprès de la Collectivité, cette dernière s'engage à communiquer

toute demande, au C.I.G, dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : rgpd@cigversailles.fr. Le C.I.G s'engage à donner suite aux demandes d'exercices des droits des personnes concernées dans un délai d'un mois, qui peut être étendu à trois mois en cas de demande complexe. Ce délai ne peut dépasser huit jours si le droit concerne une demande d'accès à des données de santé, conformément à l'article L1111-7 du code de la santé publique. Ce délai peut être étendu à deux mois dans les cas prévus à l'alinéa 2 de ce même article.

En cas de violation de données à caractère personnel, les obligations respectives des parties sont les suivantes :

- 1) Le C.I.G la notifie à la Collectivité dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à dpo@iledefrance.fr
- 2) la Collectivité la notifie :
 - A la CNIL dans les meilleurs délais, et, si possible 72h au plus tard après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques, et transmet une copie de cette notification au C.I.G à l'adresse rgpd@cigversailles.fr ; et
 - Aux les personnes concernées lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour leurs droits et libertés.

Le C.I.G s'engage à conserver les données personnelles conformément aux circulaires du 28 août 2009 (Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018) et du 22 septembre 2014 (DGP/SIAF/2014/006) du service interministériel des Archives de France

Au terme de la convention, le C.I.G s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au nouvel organisme de prévention désigné par la Collectivité. Le renvoi s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du C.I.G.

Annexe 6 à la convention

Modalités de traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise à disposition d'assistants sociaux

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Les parties sont amenées à déterminer conjointement les finalités et les moyens du traitement des données personnelles, conformément à l'article 26 du règlement européen sur la protection des données personnelles. Les parties définissent les caractéristiques du traitement comme ce qui suit :

Les données personnelles sont traitées pour les seules finalités du traitement de la mission de mise à disposition d'assistants sociaux dont les prérogatives sont décrites à l'article 3 du présent contrat. Les personnes concernées sont les agents de la Collectivité. Les données personnelles traitées dans le cadre de ce contrat sont des données d'identification, des données relatives à la vie personnelle, des données relatives à la situation financière, ainsi que des données de santé. Ces données sont exclusivement destinées au C.I.G.

Le C.I.G a recours au logiciel Serafin pour le traitement de ces données personnelles.

Le C.I.G communique aux agents dont les données personnelles sont collectées :

- Les informations relatives au traitement de leurs données conformément aux articles 12 et 13 du RGPD par écrit au moment de leur convocation ;
- Les informations relatives aux éléments clés du présent article conformément à l'article 26(2) du RGPD par écrit au moment de leur convocation et par la mise à disposition de note explicative dans le cabinet lors de la collecte de leurs données

Le C.I.G s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Utiliser un poste de travail sécurisé accessible avec un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et mot de passe crypté
- Utiliser un canal de transport chiffré (VPN TLS) et des solutions de transfert sécurisé lors de transmission de données personnelles (papier et numérique)
- En cas d'utilisation d'une application, soumettre l'accès à un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et journaliser les connexions
- Conserver les données personnelles numériques qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission sur le serveur, accessibles uniquement pour les personnes habilitées.

La Collectivité s'engage à ce que l'ensemble des équipements qu'elle fournit aux assistants sociaux présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données personnelles.

Les agents peuvent directement exercer leurs demandes d'exercices de leurs droits à l'adresse électronique rgpd@cigversailles.fr. Si un agent exerce sa demande auprès de la Collectivité, cette dernière s'engage à communiquer toute demande, au C.I.G, dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : rgpd@cigversailles.fr. Le C.I.G s'engage à donner suite aux demandes d'exercices des droits des personnes concernées dans un délai d'un mois, qui peut être étendu à trois mois en cas de demande complexe. Ce délai ne peut dépasser huit jours si le droit concerne une demande d'accès à des données de santé, conformément à l'article L1111-7 du code de la santé publique. Ce délai peut être étendu à deux mois dans les cas prévus à l'alinéa 2 de ce même article.

En cas de violation de données à caractère personnel, les obligations respectives des parties sont les suivantes :

- 1) Le C.I.G la notifie à la Collectivité dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à dpo@iledefrance.fr
- 2) La Collectivité la notifie :
 - A la CNIL dans les meilleurs délais, et, si possible 72h au plus tard après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques, et transmet une copie de cette notification au C.I.G à l'adresse rgpd@cigversailles.fr ; et
 - Aux personnes concernées lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour leurs droits et libertés.

Le C.I.G s'engage à conserver les données personnelles conformément aux circulaires du 28 août 2009 (Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018) et du 22 septembre 2014 (DGP/SIAF/2014/006) du service interministériel des Archives de France

Au terme de la convention, le C.I.G s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au nouvel organisme de prévention désigné par la Collectivité. Le renvoi s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du C.I.G.

Annexe 7 à la convention

Modalités de traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise à disposition d'ACFI

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »).

Le traitement des données personnelles est effectué par le C.I.G pour le compte de la Collectivité, conformément à l'article 28 du RGPD.

Les obligations du C.I.G

Le C.I.G s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement correspondant aux missions de l'agent du C.I.G mis à disposition, à l'article VI-2 ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de la Collectivité ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le C.I.G considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement la Collectivité.

Droit d'information des personnes concernées

Le C.I.G, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

Exercice des droits des personnes

Le C.I.G aide la Collectivité à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le C.I.G doit répondre, au nom et pour le compte de la Collectivité et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le C.I.G notifie à la Collectivité par mail à l'adresse dpo@iledefrance.fr toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Mesures de sécurité

Le C.I.G s'engage à mettre en œuvre des mesures organisationnelles et techniques afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le C.I.G s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Utiliser un poste de travail sécurisé accessible avec un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et mot de passe crypté
- Utiliser un canal de transport chiffré (VPN TLS) et des solutions de transfert sécurisé lors de transmission de données personnelles (papier et numérique)
- En cas d'utilisation d'une application, soumettre l'accès à un procédé d'authentification (mot de passe individuel, secret et robuste) et journaliser les connexions
- Conserver les données personnelles numériques qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission sur le serveur, accessibles uniquement pour les personnes habilitées
- Conserver les données personnelles papiers qui lui seront confiées pour mener à bien sa mission dans un meuble fermé à clé
- Respecter les durées de conservation des données personnelles en procédant à leur destruction de manière sécurisée, ou à leur conservation aux archives, conformément aux circulaires du 28 août 2009 (Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018) et du 22 septembre 2014 (DGP/SIAF/2014/006) du service interministériel des Archives de France.

Sort des données

Au terme de sa prestation, le C.I.G s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à la Collectivité. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du C.I.G et de ses sous-traitants le cas échéant. Le C.I.G fournit à la Collectivité un certificat de destruction des données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Le C.I.G communique à la Collectivité le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

- Le C.I.G déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la Collectivité comprenant :
- Le nom et les coordonnées de la Collectivité pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de la Collectivité,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
MEDECINE DU TRAVAIL		
Vacation médecine du travail (visites médicales, actions en milieu de travail / AMT)	68,00 €	70 €
Entretien infirmier	39,50 €	40 €
Vacation médecine du travail (visites médicales, actions en milieu de travail / AMT avec horaires adaptés, hors du ressort territorial du cig de la grande couronne et /ou hors périodes 8h30/17h30 et/ou hors congés scolaires.	83,00 €	85 €
Entretien infirmier horaires adaptés	50,50 €	52 €
Frais de dossier administratif par agent (nouvelle adhésion)	5,50 €	6 €
Visite urgente	166,00 €	170 €
Mise à disposition d'un médecin à temps plein annuel	259 900 €	266 398 €
Mise à disposition d'un infirmier à temps plein annuel	76 500 €	78 413 €
PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL		
Intervention (vacation d'une heure et demi - 1h30)	175,00 €	179 €
Mise à disposition d'un psychologue à temps plein annuel	76 440,00 €	78 351 €
VACCINATIONS		
Diphthérie Tétanos Polio	14,00 €	14,00 €
Diphthérie Tétanos Polio Coqueluche	30,80 €	30,80 €
Grippe	15,40 €	15,40 €
Hépatite A	30,80 €	30,80 €
Hépatite B	23,80 €	23,80 €
Leptospirose	166,60 €	166,60 €
Typhoïde	63,00 €	63,00 €
EXAMENS COMPLEMENTAIRES DE LABORATOIRE - SELON NOMENCLATURE		
RECHERCHE OU QUANTIFICATION DU TRANSCRIT BCR-ABL	161,00 €	161,00 €
DPN : DETERMINATION PRENATALE DU GENOTYPE RHD F TAL A PARTIR DU SANG MATERNEL	91,00 €	91,00 €
STRUCTURE DES URGENCES EX-DG AGE 3	76,70 €	76,70 €
DETERMINATION PRENATALE DU SEXE FOETAL SANG MATERNEL	175,00 €	175,00 €
STRUCTURE DES URGENCES EX-DG AGE 2	73,20 €	73,20 €
DPN:SECONDE DETERMINATION PRENAT. DU GENOTYPE RHD F TAL A PARTIR DU SANG MATERN	91,00 €	91,00 €
STRUCTURE DES URGENCES EX-DG AGE 1	61,30 €	61,30 €
DPNI-TRI21:DEPISTAGE TRI21 F TALE PAR ANALYSE DE L'ADN LIBRE CIRCULANT DANS LE	455,00 €	455,00 €
STRUCTURE DES URGENCES EX-OQN AGE 3	99,80 €	99,80 €
DPNI-TRI21:SECOND DEPISTAGE TRI21 F TALE PAR ANALYSE DE L'ADN LIBRE CIRCULANT	455,00 €	455,00 €
STRUCTURE DES URGENCES EX-OQN AGE 1	67,60 €	67,60 €
HEMOCHROMATOSE : RECHERCHE DE LA MUTATION C 282Y DU GENE HFE1	63,00 €	63,00 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 5 (SANG)	1,80 €	1,80 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 10 (SANG)	3,50 €	3,50 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 14 (SANG)	4,90 €	4,90 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 15 (SANG)	5,30 €	5,30 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 1 (SANG)	0,40 €	0,40 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 2 (SANG)	0,70 €	0,70 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 3 (SANG)	1,10 €	1,10 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 4 (SANG)	1,40 €	1,40 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 6 (SANG)	2,10 €	2,10 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 7 (SANG)	2,50 €	2,50 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 8 (SANG)	2,80 €	2,80 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 9 (SANG)	3,20 €	3,20 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 11 (SANG)	3,90 €	3,90 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 12 (SANG)	4,20 €	4,20 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 13 (SANG)	4,60 €	4,60 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 16 (SANG)	5,60 €	5,60 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 17(SANG)	6,00 €	6,00 €
COMPLEMENT A LA COTATION MINIMALE DE VALEUR B 18 (SANG)	6,30 €	6,30 €
FORFAIT DE SECURITE POUR ECHANTILLON SANGUIN	1,80 €	1,80 €
FORFAIT DE SECURITE POUR ECHANTILLONS BACTERIO, MYCO ET PARASITO	3,50 €	3,50 €
FORFAIT DE PRISE EN CHARGE PRE-ANALYTIQUE DU PATIENT	6,00 €	6,00 €
SUPPLEMENT POUR ACTES EN URGENCE NUIT	9,10 €	9,10 €
SUPPLEMENT POUR ACTES EN URGENCE (SAMEDI APRES 12H, DIMANCHE, FERIE)	9,10 €	9,10 €

REÇU EN PREFECTURE
1e 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
SUPPLEMENT POUR ACTES DE BIOLOGIE EFFECTUES EN ETABLISSEMENTS DE SOINS PRIVES	2,80 €	2,80 €
FORFAIT DU TRAITEMENT DES DONNEES ADMINISTRATIVES DU COVID-19	0,70 €	0,70 €
STRUCTURE DES URGENCES EX-OQN AGE 2	92,40 €	92,40 €
HISTOPATH. BIOPSIES UNIQUES OU MULTIPLES NON INDIVIDUALISEES	35,00 €	35,00 €
HISTOPATH. BIOPSIES ETAGEES SUR MEME ORGANE ET INDIVIDUALISEES	45,50 €	45,50 €
HISTOPATH. PIECE OPER. INTERESSANT UN ORGANE	42,00 €	42,00 €
HISTOPATH. PRELEV. RESEC. OU CURETAGE ENDOSC. OU ENDOCAVIT.	42,00 €	42,00 €
HISTOPATH. PIECE OPER. COMPLEXE COMPORTANT PLUSIEURS ORGANES	77,00 €	77,00 €
EX. EXTEMPORANE AVEC CONTROLE HISTOPATH. ULTERIEUR	105,00 €	105,00 €
EXAMEN CYTOPATHOLOGIQUE DE FROTTIS DU COL DE L'UTERUS POUR DEPISTAGE INDIVIDUEL	16,50 €	16,50 €
FCU-DI - TECHNIQUE MONOCOUCHE	16,50 €	16,50 €
FCU-DO - FROTTIS	16,50 €	16,50 €
FCU-DO - TECHNIQUE MONOCOUCHE	16,50 €	16,50 €
FCU-DC - FROTTIS	19,30 €	19,30 €
FCU-DC - FROTTIS- TECHNIQUE MONOCOUCHE DI	19,30 €	19,30 €
FCU-DC - FROTTIS- DO	19,30 €	19,30 €
FCU-DC - FROTTIS- TECHNIQUE MONOCOUCHE DO	19,30 €	19,30 €
EXAMEN IMMUNOCYTOCHIMIQUE DI	62,30 €	62,30 €
EXAMEN IMMUNOCYTOCHIMIQUE DO	62,30 €	62,30 €
CYTOPATH. LIQ. EPANCHEMENT, LAVAGE ALVEOLAIRE OU VESICAL, LCR	35,00 €	35,00 €
CYTOPATH. SUR PONCTION GANGLION, TUMEUR, ORGANE	42,00 €	42,00 €
CYTOPATH. SUR PONCTIONS PLUSIEURS ZONES DE VOISINAGE	45,50 €	45,50 €
ANAPATH. : IMMUNOHISTOCHIMIE SUR COUPES EN PARAFFINE OU RESINE	70,00 €	70,00 €
ANAPATH. : IMMUNOHISTOCHIMIE SUR COUPES A CONGELATION	105,00 €	105,00 €
EXAMEN IMMUNOCYTOCHIMIQUE EN COMPLEMENT D'UN ACTE ACP (0014-0015)	70,00 €	70,00 €
HPV:DETECTION DU GENOME DES PAPILLOMAVIRUS ONCOGENES-DEPISTAGE INDIVIDUEL	35,00 €	35,00 €
HPV:DETECTION DU GENOME DES PAPILLOMAVIRUS HUMAINS ONCOGENES DEPISTAGE ORGANISE	35,00 €	35,00 €
EXAMEN ANATOMOPATHOLOGIQUE PAR HYBRIDATION IN SITU	175,00 €	175,00 €
MAJORATION PROVISoire CONVENTIONNELLE DE L'ACTE 0008 : LESIONS TUMORALES	17,50 €	17,50 €
MAJORATION PROVISoire DE L'ACTE 0008 : LESIONS TUMORALES MALIGNES	35,00 €	35,00 €
CARYOTYPE CONSTITUTIONNEL PRENATAL AVEC INCUBATION	297,50 €	297,50 €
TECHNIQUES AVEC CULTURE (LIQUIDE AMNIOTIQUE, CULTURES DE VILLOSITES CHORIALES)	437,50 €	437,50 €
CARYOTYPE CONSTITUTIONNEL POSTNATAL SANGUIN	280,00 €	280,00 €
CARYOTYPE CONSTITUTIONNEL POSTNATAL SUR FIBROBLASTES	420,00 €	420,00 €
CARYOTYPE ONCOLOGIQUE : SANG, MOELLE OU TISSUS AVEC CELLULES HEMATOPOIETIQUES	280,00 €	280,00 €
CARYOTYPE ONCOLOGIQUE : TUMEUR SOLIDE	420,00 €	420,00 €
HYBRIDATION SUR CHROMOSOMES METAPHASIQUES (UNE SONDE)	175,00 €	175,00 €
HYBRIDATION SUR CHROMOSOMES METAPHASIQUES (DEUX OU PLUSIEURS SONDES)	350,00 €	350,00 €
HYBRIDATION SUR NOYAUX INTERPHASIQUES	175,00 €	175,00 €
PREPARATION DES SPERMATOZOIDES EN VUE D'IIU (INSEMINATION INTRA-UTERINE)	70,00 €	70,00 €
FECONDATION IN VITRO SANS MICROMANIPULATION (FIV)	542,50 €	542,50 €
FECONDATION IN VITRO PAR MICROMANIPULATION (ICSI)	875,00 €	875,00 €
PREPARATION DES SPERMATOZOIDES OBTENUS PAR PONCTION OU BIOPSIE EN VUE ICSI	175,00 €	175,00 €
VITRIFICATION D'EMBRYON(S)	402,50 €	402,50 €
RECHAUFFEMENT D'EMBRYON(S)	143,50 €	143,50 €
CRYOCONSERVATION D'EMBRYON(S) (PAR CYCLE ET PAR ANNEE)	52,50 €	52,50 €
VITRIFICATION D'OVOCYTE(S)	437,50 €	437,50 €
RECHAUFFEMENT D'OVOCYTE(S)	176,80 €	176,80 €
CRYOCONSERVATION DES OVOCYTE(S)	52,50 €	52,50 €
CONGELATION DE SPERME... (PAR EJACULAT)	122,50 €	122,50 €
CRYOCONSERVATION DE SPERME (PAR PATIENT, PAR ANNEE)	52,50 €	52,50 €
CONGELATION DE SPERMATOZOIDES PRELEVES CHIRURGICALEMENT	122,50 €	122,50 €
CRYOCONSERVATION DE SPERMATOZOIDES (PAR PATIENT, ANNEE)	52,50 €	52,50 €
SPERMOGRAMME ET SPERMOCYTOGRAMME	38,50 €	38,50 €
TEST POST-COITAL (TPC) OU TEST DE HUHNER	15,80 €	15,80 €
EXPLORATION BIOCHIMIQUE DE LA FONCTION PROSTATO- VESICULAIRE	61,30 €	61,30 €
EXPLORATION DE LA FONCTION EPIDIDYMAIRE	29,80 €	29,80 €
ETUDE DE L'EJACULAT FRACTIONNE	45,50 €	45,50 €
TEST DE MIGRATION-SURVIE DES SPERMATOZOIDES	42,00 €	42,00 €
RECHERCHE AC FIXES SUR LES SPERMATOZOIDES (HOMME)	17,50 €	17,50 €
RECHERCHES INDIRECTES D'AC ANTISPERMATOZOIDES (HOMME)	98,00 €	98,00 €
PENETRATION DU MUCUS CERVICAL : TEST CROISE	42,00 €	42,00 €
RECHERCHE IMMUNISATION ANTISPERMATOZOIDES (FEMME)	98,00 €	98,00 €
ETUDE D'UNE EJACULATION RETROGRADE	38,50 €	38,50 €

REÇU EN PREFECTURE
1e 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
COLORATION DES SPERMATOZOIDES AU BLEU D'ANILINE	17,50 €	17,50 €
MYELOGRAMME(MEDULLOGR) ADENOGRAMME OU SPLENOGRAMME	87,50 €	87,50 €
ETUDE COMPLEMENTAIRE DE CYTOCHIMIE (MOELLE OU SANG)	8,80 €	8,80 €
PHENOTYPAGE DES CELLULES ANORMALES (MOELLE OU SANG)	105,00 €	105,00 €
HEMOGRAMME Y COMPRIS PLAQUETTES (NFS , NFP)	7,00 €	7,00 €
DIAGNOSTIC HEMOPATHIE MALIGNE (MOELLE OU SANG)	35,00 €	35,00 €
SUIVI HEMOPATHIE MALIGNE CONNUE (MOELLE OU SANG)	17,50 €	17,50 €
PLAQUETTES (THROMBOCYTES) : ETUDE ISOLEE	5,30 €	5,30 €
HEMATOCRITE (HTE)	2,50 €	2,50 €
RETICULOCYTES (RC) : NUMERATION	6,70 €	6,70 €
CORPS DE HEINZ : RECHERCHE	7,00 €	7,00 €
DREPANOCYTES : RECHERCHE	7,00 €	7,00 €
RESISTANCE GLOBULAIRE OSMOTIQUE	10,50 €	10,50 €
ELECTROPHORESE DE L'HEMOGLOBINE (GEL POLYACRYLAMIDE)	21,00 €	21,00 €
ELECTROPHORESE DE L'HEMOGLOBINE (CITRATE AGAR)	21,00 €	21,00 €
TEST SOLUBILITE DE L'HEMOGLOBINE (ITANO , FALCIFORMATION)	10,50 €	10,50 €
TEST D'AUTO-HEMOLYSE	17,50 €	17,50 €
TEST A L'ISOPROPANOL (HEMOGLOBINE INSTABLE)	7,00 €	7,00 €
HEMOGLOBINE F : DOSAGE	7,00 €	7,00 €
RECH. HEMOGLOBINURIE NOCTURNE PAROXYSTIQUE	28,00 €	28,00 €
RECH. ANOMALIE DE L'HEMOGLOBINE (3 TECHNIQUES MIN.)	42,00 €	42,00 €
VITESSE DE SEDIMENTATION (VS)	1,40 €	1,40 €

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
LYMPHOCYTES HELPERS/SUPPRESSEURS (CD4, CD8, CD3 ...)	27,30 €	27,30 €
PROTOPORPHYRINES ZINC (PPZ)	21,00 €	21,00 €
RECHERCHE QUANTIFICATION D'HEMATIES FOETALES - TEST DE KLEIHAUER	24,50 €	24,50 €
ETUDE FONCTIONS PLAQUETTAIRES (METHODE AGREGATION)	35,00 €	35,00 €
FACTEUR WILLEBRAND (DOSAGE FONCTIONNEL)	17,50 €	17,50 €
FACTEUR WILLEBRAND (DOSAGE IMMUNOLOGIQUE)	14,00 €	14,00 €
EXPLORATION DE BASE DE L'HEMOSTASE (TP + TCA + PLAQ.)	14,70 €	14,70 €
TEMPS DE QUICK (TQ,TP) EN L'ABSENCE DE TRAITEMENT PAR AVK	5,60 €	5,60 €
INR : TEMPS DE QUICK EN CAS DE TRAITEMENT PAR AVK	7,00 €	7,00 €
TEMPS DE CEPHALINE + ACTIVATEUR (TCA)	5,60 €	5,60 €
FIBRINOGENE (FACTEUR I) : DOSAGE FONCTIONNEL	5,30 €	5,30 €
FACTEUR II (PROTHROMBINE)- DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	8,80 €	8,80 €
FACTEUR V (PROACCELERINE)- DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	8,80 €	8,80 €
FACTEUR VII (PROCONVERTINE) - DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	8,80 €	8,80 €
FACTEUR X (FACTEUR STUART) - DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	8,80 €	8,80 €
FACTEURS VII ET X - DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	8,80 €	8,80 €
FACTEUR VIII (ANTIHEMOPHILIQUE A): DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	17,50 €	17,50 €
FACTEUR IX (ANTIHEMOPHILIQUE B) : DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	17,50 €	17,50 €
FACTEUR XI : DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	17,50 €	17,50 €
FACTEUR XII : DOSAGE ACTIVITE COAGULANTE	14,00 €	14,00 €
FACTEUR XIII (FACTEUR DE STABILISATION DE LA FIBRINE): DOSAGE	17,50 €	17,50 €
INHIBITEUR ANTI-FACTEUR VIII OU ANTI-FACTEUR IX (RECHERCHE)	35,00 €	35,00 €
INHIBITEUR ANTI-FACTEUR VIII OU ANTI-FACTEUR IX (TITRAGE)	70,00 €	70,00 €
ANTICOAGULANT CIRCULANT (DEPISTAGE) - CORRECTION TCA	7,00 €	7,00 €
ANTICOAGULANT DE TYPE LUPIQUE (RECHERCHE ET IDENTIFICATION)	70,00 €	70,00 €
D DIMERES OU PDF (DETERMINATION SEMI QUANTITATIVE)	10,50 €	10,50 €
D DIMERES (DOSAGE)	19,60 €	19,60 €
TEMPS LYSE EUGLOBULINES	10,50 €	10,50 €
ACTIVITE ANTI-XA (DE L'HEPARINE OU D'UN DERIVE HEPARINIQUE)	10,50 €	10,50 €
ANTICORPS ANTI-FACTEUR 4 PLAQUETTAIRE (PF4) - RECHERCHE	52,50 €	52,50 €
ANTITHROMBINE (DOSAGE FONCTIONNEL)	14,00 €	14,00 €
ANTITHROMBINE (DOSAGE IMMUNOLOGIQUE)	13,30 €	13,30 €
PROTEINE S (DOSAGE FONCTIONNEL)	17,50 €	17,50 €
PROTEINE S LIBRE ANTIGENE (DOSAGE IMMUNOLOGIQUE)	17,50 €	17,50 €
PROTEINE S TOTALE (DOSAGE IMMUNOLOGIQUE)	17,50 €	17,50 €
PROTEINE C (DOSAGE FONCTIONNEL)	17,50 €	17,50 €
PROTEINE C (DOSAGE IMMUNOLOGIQUE)	17,50 €	17,50 €
FACTEUR I OU II OU V OU VII OU X : DOSAGE IMMUNOLOGIQUE	14,00 €	14,00 €
MUTATION G1691A DU GENE FACTEUR V (FACTEUR V LEIDEN)	35,00 €	35,00 €
MUTATION G20210A DU GENE DE LA PROTHROMBINE	35,00 €	35,00 €
MUTATIONS G1691A DU GENE DU FV (FV LEIDEN) + G20210A DU GENE DU FII	52,50 €	52,50 €
GROUPE SANGUIN ABO-RH (D) (GS)	11,60 €	11,60 €
PHENOTYPES RH (C, C, E, E) ET KELL (K)	11,60 €	11,60 €
AG ERYTHROC. (CW, KIDD, DUFFY, S, S ...) CHAQUE AG	5,30 €	5,30 €
RAI : DEPISTAGE	12,30 €	12,30 €
RAI : IDENTIFICATION	22,80 €	22,80 €
RAI : TITRAGE D'UN ANTICORPS IDENTIFIE	7,00 €	7,00 €
RAI : DOSAGE PONDERAL D'UN ANTICORPS	33,30 €	33,30 €
AC IMMUNS DU SYSTEME ABO : DEPISTAGE ET TITRAGE	5,30 €	5,30 €
EPREUVE DIRECTE COMPATIBILITE POUR CHAQUE UNITE SANG	12,30 €	12,30 €
TEST DIRECT DE COOMBS (ANTIGLOBULINE POLYVALENTE)	5,30 €	5,30 €
TEST DIRECT DE COOMBS (ANTIGLOBULINE SPECIFIQUE)	5,30 €	5,30 €
EPREUVE D'ELUTION D'ANTICORPS A PARTIR DE GR	7,00 €	7,00 €
EPREUVE D'ABSORPTION D'ANTICORPS SUR GR	7,00 €	7,00 €
GROUPE PLAQUETTAIRE (PLA)	70,00 €	70,00 €
GROUPE GRANULOCYTAIRE (NA, NB, NC, ND, NE)	70,00 €	70,00 €
ANTICORPS ANTIPLAQUETTAIRES : DEPISTAGE	35,00 €	35,00 €
ANTICORPS ANTIPLAQUETTAIRES : IDENTIFICATION	105,00 €	105,00 €
ANTICORPS ANTIGRANULOCYTAIRES : DEPISTAGE	35,00 €	35,00 €
ANTICORPS ANTIGRANULOCYTAIRES : IDENTIFICATION	105,00 €	105,00 €
EX MICROBIO URINES (ECBU)	21,00 €	21,00 €
EX MICROBIO SECRETIONS, ULCERATIONS, EXSUDATS (ANO) GENITAUX FEMME (PV)	49,00 €	49,00 €
EX MICROBIO SECRETIONS, ULCERATIONS, EXSUDATS (ANO) GENITAUX HOMME (P-URETHRAL)	42,00 €	42,00 €
EX MICROBIO PRODUIT ORIGINE PELVIENNE OBTENU PAR COELIOSCOPIE	77,00 €	77,00 €
EX MICROBIO DU SPERME	31,50 €	31,50 €
EX MICROBIO MATIERES FECALES ET/OU PRELEVEMENT RECTAL	63,00 €	63,00 €
EX MICROBIO DE LA SPHERE ORO-RHINO-PHARYNGEE	35,00 €	35,00 €
EX MICROBIO SECRETIONS BRONCHO-PULMONAIRES ET EXPECTORATIONS	52,50 €	52,50 €
EX MICROBIO PROD ASPIRATION BRONCHIQUE, BBP ET LBA	70,00 €	70,00 €
EX MICROBIO DE LIQ DE PONCTION (LCR, ARTICULATION, PERITOINE, ...)	70,00 €	70,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
EX MICROBIO P. OCULAIRE: CONJONCTIVITE BACTERIENNE	35,00 €	35,00 €
EX MICROBIO P.OCULAIRE PAR OPHTALMO :LESIONS ULCEREUSES	35,00 €	35,00 €
EX MICROBIO P. OCULAIRE (CORNEES, LENTILLES...) ACANTHAMOEBA	52,50 €	52,50 €
EX MICROBIO PEAU, PHANERES	38,50 €	38,50 €
EX MICROBIO PLAIE, ECOULEMENT PURULENT, TISSU	42,00 €	42,00 €
EX MICROBIO PUS (COLLECTION FERMEE)	68,30 €	68,30 €
EX MICROBIO PREL DIVERS : CATHET, CHAMBR IMPLANT, PROTHESE, VALVES	52,50 €	52,50 €
EX MICROBIO PREL DIVERS : MECHE (PAR SITE), REDON (PAR SITE), STERILET	42,00 €	42,00 €
EX MICROBIO PLACENTA, LOOCHIES	35,00 €	35,00 €
EX MICROBIO PREL PLURI-ORIFICIELS NOUVEAU-NE	52,50 €	52,50 €
INFECTION NOSOCOMIALE : COTATION SUPPLEMENTAIRE	3,50 €	3,50 €
EX MICROBIO HEMOCULTURE QUALITATIVE	28,00 €	28,00 €
EX MICROBIO HEMOCULTURE QUANTITATIVE	42,00 €	42,00 €
BACTERIE AEROBIE OU MICROAEROPHILE NOMMEMENT DESIGNEE : RECH. ISOLEE	21,00 €	21,00 €
BACTERIE ANAEROBIE NOMMEMENT DESIGNEE : RECH. ISOLEE	28,00 €	28,00 €
POLYNUCLEAIRES EOSINOPHILES DANS UNE SECRETION : RECH ISOLEE	5,30 €	5,30 €
CULOT URINAIRE CYTOLOGIE URINES AVEC ETUDE DES CRISTAUX	8,80 €	8,80 €
DEBIT URIN. HEMATIES ET LEUCOCYTES PAR MINUTE (ADDIS, H.L.M.CULOT URIN QUANT)	8,80 €	8,80 €
DEBIT URIN. HEMATIES ET LEUCOCYTES PAR MILLILITRE (CULOT URIN QUANT)	8,80 €	8,80 €
RECHERCHE D'UNE ESPECE MICROBIENNE PAR IMMUNOFLUORESCENCE	21,00 €	21,00 €
IDENTIF BIOCHIMIQUE ET/OU ANTIGENIQUE D'UNE BACTERIE ANAEROBIE	21,00 €	21,00 €
ISOL. ET/OU IDENTIF. D'UNE BACTERIE PAR POUVOIR PATHOGENE (ANIMAL)	17,50 €	17,50 €
IDENTIF. D'UNE TOXINE BACTERIENNE PAR TECHN. IMMUNOLOGIQUE	17,50 €	17,50 €
IDENTIF. D'UNE TOXINE BACTERIENNE : PAR POUVOIR PATHOGENE (ANIMAL)	35,00 €	35,00 €
TOXINOTYPAGE BOTULIQUE	70,00 €	70,00 €
SEROTYPAGE D'UNE ESPECE BACTERIENNE	14,00 €	14,00 €
LEGIONELLA PNEUMOPHILA:RECH. ANTIGENE SOLUBLE UR PAR EIA	31,50 €	31,50 €
MYCOBACTERIES : EXAMEN MICROSCOPIQUE	35,00 €	35,00 €
MYCOBACTERIES : CULT. D'ISOL SUR MILIEU SOLIDE (SAUF A PARTIR PRODUIT SOLIDE)	14,00 €	14,00 €
MYCOBACTERIES : CULT. D'ISOL SUR MILIEU SOLIDE A PARTIR D'UN PRODUIT SOLIDE	21,00 €	21,00 €
MYCOBACTERIES : ISOLEMENT RAPIDE A PARTIR CRACHATS,TUBAGES,UR,LIQ...	52,50 €	52,50 €
MYCOBACTERIES : ISOLEMENT RAPIDE A PARTIR ORGANE, SANG	28,00 €	28,00 €
MYCOBACTERIES : IDENTIFICATION BIOCHIMIQUE DE MYCOBACTERIUM TUBERCULOSIS	14,00 €	14,00 €
MYCOBACTERIES : IDENTIF. BIOCH AUTRE QUE MYCOBACTERIUM TUBERCULOSIS	35,00 €	35,00 €
SPIROCHETES ISOLEMENT BORRELIA PAR CULTURE	52,50 €	52,50 €
RICKETTSIALES : EX. DIRECT ET ISOLEMENT	35,00 €	35,00 €
EX. MICROBIO. : ISOL ET/OU IDENT LEVURE AUTRE QUE C ALBICANS OU ESPECE FILAM	17,50 €	17,50 €
EX. MYCO ISOLE : IDENTIF DE GENRE LEVURES ET CHAMPIGNONS FILAMENTEUX	24,50 €	24,50 €
EX. MYCO ISOLE : IDENTIF D'ESPECE D'UN CHAMPIGNON AUTRE QUE C. ALBICANS	17,50 €	17,50 €
MALASSEZIA FURFUR (PITYRIASIS VERSICOLOR)	5,30 €	5,30 €
EX MYCO ISOLE CHAMPIGNON EXOTIQUE EX DIRECT ET CULTURE	35,00 €	35,00 €
EX MYCO ISOLE CHAMPIGNON EXOTIQUE SUR COUPE D'ORGANE	26,30 €	26,30 €
EX MYCO ISOLE CHAMPIGNON EXOTIQUE : INOCUL A ANIMAL ET RETROCULTURE	175,00 €	175,00 €
EX. PARASITO. DES SELLES AVEC 2 METHODES DE CONCENTRATION	36,80 €	36,80 €
OEUF D'HELMINTHES: MARGE DE L'ANUS	3,50 €	3,50 €
PARASITES : RECH. ET/OU IDENTIF. PAR EX. MACRO. ET/OU MICRO.(DEMODEX)	12,30 €	12,30 €
PARASITES : EX. DIRECT ET/OU ENRICHISSEMENT SAUF DANS SANG ET SELLES	10,50 €	10,50 €
HEMATOZOAIRES : RECHERCHE SUR FROTTIS ET EN GOUTTE EPAISSE	35,00 €	35,00 €
PARASITES DU SANG AUTRES QUE HEMATOZOAIRES : RECHERCHE	35,00 €	35,00 €
ANTIBIOGRAMME BACTERIE AEROBIE (SAUF MYCOPLASME) (ATB)	14,00 €	14,00 €
ANTIBIOGRAMME BACTERIE ANAEROBIE (SAUF MYCOPLASME) (ATB)	21,00 €	21,00 €
ANTIBIOGRAMME CHAMPIGNON (FONGIGRAMME) (ATB , FG)	14,00 €	14,00 €
CMI BACTERIE AEROBIE	17,50 €	17,50 €
CMI BACTERIE ANAEROBIE	24,50 €	24,50 €
CMI LEVURES	17,50 €	17,50 €
CMI STREPTOCOCCUS PNEUMONIAE	17,50 €	17,50 €
CMI CHAMPIGNON FILAMENTEUX DE POUSSE LENTE	28,00 €	28,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
MYCOBACTERIE : SENSIBILITE VIS A VIS D'UN ANTIBIO PAR ANTIBIO	21,00 €	21,00 €
DOSAGE MICROBIO D'UN ANTIBIOTIQUE CHEZ LE MALADE	24,50 €	24,50 €
ACTIVITE ANTIBIOTIQUE GLOBALE D'UN LIQUIDE BIOLOGIQUE	24,50 €	24,50 €
POUVOIR BACTERICIDE DES ANTIBIOTIQUES ET ASSOC PAR ANTIBIOTIQUE	14,00 €	14,00 €
IGE TOTALES SERIQUES	14,00 €	14,00 €
IGE SPEC. DEPISTAGE : RECH. PNEUMALLERGENES MELANGES	17,50 €	17,50 €
IGE SPEC. DEPISTAGE : RECH. TROPHALLERGENES MELANGES	17,50 €	17,50 €
IGE SPEC. : IDENTIF. ALLERGENES MULTIPLES SEPARES	26,30 €	26,30 €
IGE SPEC. : IDENTIF. ALLERGENE UNIQUE (PNEUMALLERGENES)	17,50 €	17,50 €
IGE SPEC. : IDENTIF. ALLERGENE UNIQUE (TROPHALLERGENES)	17,50 €	17,50 €
IGE SPEC. : IDENTIF. ALLERGENE UNIQUE (LATEX)	17,50 €	17,50 €
IGE SPEC. : IDENTIF. ALLERGENE UNIQUE (VENINS D'HYMENOPTERES)	17,50 €	17,50 €
IGE SPEC. : IDENTIF. ALLERGENE UNIQUE (MEDICAMENTS)	17,50 €	17,50 €
TRYPTASE (SANG)	28,00 €	28,00 €
ECP (EOSINO CATIONIQUE PROTEINE)	35,00 €	35,00 €
MAI NSO : F. RHUMATOIDES GROUPE 1 : IG ANIMALES (WAALER-ROSE..)	11,60 €	11,60 €
MAI NSO : F. RHUMATOIDES GROUPE 2 : IG HUMAINES (LATEX, ...)	11,60 €	11,60 €
MAI NSO : AUTOAC ANTINUCLEAIRES (AAN) PAR IF SUR CELLULES HEP 2	13,70 €	13,70 €
MAI NSO : AC ANTI-ADN NATIF PAR IFI SUR SANG	14,00 €	14,00 €
MAI NSO : AC ANTI-ADN NATIF PAR IFI SUR AUTRE LIQ BIOL QUE SANG	14,00 €	14,00 €
MAI NSO : AC ANTI-ADN NATIF PAR METH. MARQUEUR SUR SANG	23,80 €	23,80 €
MAI NSO : AC ANTI-ADN NATIF PAR METH. MARQUEUR SUR AUTRE LIQ BIOL QUE SANG	24,50 €	24,50 €
MAI NSO : AC ANTIANTIGENES NUCLEAIRES SOLUBLES : DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
MAI NSO : AC ANTIANTIGENES NUCLEAIRES SOLUBLES : TITRAGE	23,80 €	23,80 €
MAI NSO : AC ANTI-ADN DENATURE : TITRAGE	24,50 €	24,50 €
MAI NSO : AC ANTIHISTONES : TITRAGE	24,50 €	24,50 €
MAI NSO : AUTOAC ANTIPHOSPHOLIPIDES (ANTICARDIOLIPINE, ...) : TITRAGE	23,50 €	23,50 €
MAI NSO : AUTOAC ANTIMITOCHONDRIES DE TYPE 5 PAR IFI : TITRAGE	14,00 €	14,00 €
MAI NSO : AUTOAC ANTICYTOPLASME DE PNN (ANCA) PAR IFI : TITRAGE	14,00 €	14,00 €
MAI NSO : AUTOAC ANTICYTOPLASME DE PNN (ANCA) : T.MARQUEUR: SPECIFICITE	24,50 €	24,50 €
MAI NSO : AC ANTIPEPTIDES CYCLIQUES CITRULLINES (AC ANTI-CCP)	18,90 €	18,90 €
GROUPAGES TISSULAIRES : PHENOTYPE HLA CLASSE I	133,00 €	133,00 €
GROUPAGES TISSULAIRES : PHENOTYPE HLA CLASSE II	245,00 €	245,00 €
IMMUNCOMPLEXES CIRCULANTS (ICC, CIC) (SANG)	24,50 €	24,50 €
HEPATOPATHIES : AUTOAC ANTITISSUS ET ANTINUCLEAIRES	28,00 €	28,00 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIMUSCLE LISSE : TITRAGE	14,00 €	14,00 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIMUSCLE LISSE : TYPAGE	14,00 €	14,00 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIACETINE : TITRAGE PAR T. MARQUEUR	24,50 €	24,50 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIMITOCHONDRIES : TITRAGE PAR IFI	14,00 €	14,00 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIMITOCHONDRIES : TITRAGE PAR T. MARQUEUR	24,50 €	24,50 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIMITOCHONDRIES : TYPAGE PAR IMMUNOBLOT	63,00 €	63,00 €
HEPATOPATHIES : AC ANTIRETICULUM ENDOPLASMIQUE (LKM, ANTICYTOSOL)	14,00 €	14,00 €
HEPATOPATHIES : AUTOAC ANTIMEMBRANE NUCLEAIRE : IDENT. CIBLES	24,50 €	24,50 €
M. COELIAQUE : AUTOANTICORPS ANTITRANSGLUTAMINASE (IGA)	20,30 €	20,30 €
M. COELIAQUE : AUTOANTICORPS ANTITRANSGLUTAMINASE (IGG)	21,00 €	21,00 €
M. COELIAQUE : AUTOANTICORPS ANTIENDOMYSIUM (IGA)	14,00 €	14,00 €
M. COELIAQUE : AUTOANTICORPS ANTIENDOMYSIUM (IGG)	14,00 €	14,00 €
THROMBOPENIES : TEST DIRECT MISE EN EVIDENCE IG ASSOC. AUX PLAQ. (DIXON, ...)	35,00 €	35,00 €
THROMBOPENIES : AUTOAC ANTIPLAQ. : IDENT. CIBLE IMMUNOCAPTURE MAIPA	35,00 €	35,00 €
THROMBOPENIES : AUTOAC ANTIPLAQ. : IDENT. CIBLE IMMUNOBLOT	63,00 €	63,00 €
D.I.D. : AC ANTICELLULES D'ILOTS DE LANGERHANS : TITRAGE PAR IFI	14,00 €	14,00 €
DID : ANTICORPS ANTI-IA2	42,00 €	42,00 €
D.I.D. : AUTOANTICORPS ANTI-INSULINE	52,50 €	52,50 €
DID : ANTICORPS ANTI GAD	42,00 €	42,00 €
THYROIDE : AUTOAC ANTITHYROGLOBULINE PAR HEMAGGLUTINATION	14,00 €	14,00 €
THYROIDE : AUTOAC ANTITHYROGLOBULINE PAR METH. MARQUEUR	19,30 €	19,30 €
THYROIDE : AUTOAC ANTIMICROSOMES THYROIDIENS PAR HEMAGGLUTINATION	14,00 €	14,00 €
THYROIDE : AUTOAC ANTIMICROSOMES THYROIDIENS PAR IFI	14,00 €	14,00 €
THYROIDE : AUTOAC ANTITHYROPEROXYDASE PAR METH. MARQUEUR	21,00 €	21,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
THYROIDE : AUTOAC ANTIRECEPTEURS DE TSH	26,30 €	26,30 €
SURRENALES : AUTOAC ANTISURRENALE PAR IFI	14,00 €	14,00 €
TRACTUS DIGESTIF : AUTOAC ANTICELLULES PARIETALES DE L'ESTOMAC PAR IFI	14,00 €	14,00 €
TRACTUS DIGESTIF : AUTOAC ANTIFACTEUR INTRINSEQUE PAR METH MARQUEUR	24,50 €	24,50 €
SYSTEME NERVEUX : AUTOAC ANTIRECEPTEURS DE L'ACETYLCHOLINE	35,00 €	35,00 €
MAI : AUTOAC ANTIMEMBRANE BASALE D'EPITH. MALPIGHIE	14,00 €	14,00 €
MAI : AUTOAC ANTISUBSTANCE INTERCELL. D'EPITH. MALPIGHIE	14,00 €	14,00 €
MAI : AUTOAC CELLULES PRODUCTRICES DE STEROIDES PAR IFI	14,00 €	14,00 €
MAI : AUTOAC ANTIMEMB. BASALE GLOMERUL. PAR IFI	14,00 €	14,00 €
MAI : AUTOAC ANTIMEMB. BASALE GLOMERUL. PAR METH MARQUEUR	24,50 €	24,50 €
MAI : AUTOAC SPECIF. D'AUTRES ORGANES PAR IFI	14,00 €	14,00 €
BORRELIOSE (LYME) : SD DE DEPISTAGE	20,70 €	20,70 €
BORRELIOSE (LYME) : SD DE CONTROLE	49,00 €	49,00 €
BRUCELLOSES : SD (WRIGHT, ROSE BENGAL)	15,80 €	15,80 €
INF. PULMONAIRES A CHLAMYDIA PNEUMONIAE : SD	21,00 €	21,00 €
INF. PULMONAIRES A CHLAMYDIA PNEUMONIAE : SD + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
INF. PULMONAIRES A CHLAMYDIA PSITTACI : SD	21,00 €	21,00 €
INF. PULMONAIRES A CHLAMYDIA PSITTACI : SD + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
INF. A CAMPYLOBACTER : SD	10,50 €	10,50 €
INF. A CAMPYLOBACTER : SD + ITERATIF	15,80 €	15,80 €
LEGIONELLOSES : SD DE DEPISTAGE	21,00 €	21,00 €
LEGIONELLOSES : SD : TITRAGE AVEC 6 AG ET PLUS	42,00 €	42,00 €
LEGIONELLOSES : SD : TITRAGE AVEC 6 AG ET PLUS + ITERATIF	63,00 €	63,00 €
MYCOPLASMOSES RESPIRATOIRES : SD : AC TOTAUX	10,50 €	10,50 €
MYCOPLASMOSES RESPIRATOIRES : SD : AC TOTAUX + ITERATIF	15,80 €	15,80 €
MYCOPLASMOSES RESPIRATOIRES : SD : IGG	17,50 €	17,50 €
MYCOPLASMOSES RESPIRATOIRES : SD : IGG + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
MYCOPLASMOSES RESPIRATOIRES : SD : IGM	17,50 €	17,50 €
MYCOPLASMOSES RESPIRATOIRES : SD : IGM + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
FIEVRE Q (COXIELLA BURNETTI) : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
FIEVRE Q (COXIELLA BURNETTI) : SD : TITRAGE AG PHASE II	21,00 €	21,00 €
FIEVRE Q (COXIELLA BURNETTI) : SD : TITRAGE AG PHASE II + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
FIEVRE Q CHRONIQUE (COXIELLA BURNETTI) : SD : IGG ET IGA	42,00 €	42,00 €
FIEVRE Q CHRONIQUE (COXIELLA BURNETTI) : SD : IGG ET IGA + ITERATIF	63,00 €	63,00 €
RICKETTSIOSES (RICKETTSIA CONORII, RICKETTSIA TYPHI) : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
RICKETTSIOSES (RICKETTSIA CONORII, RICKETTSIA TYPHI) : SD : TITRAGE	21,00 €	21,00 €
RICKETTSIOSES (RICKETTSIA CONORII, RICKETTSIA TYPHI) : SD : TITRAGE + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
SALMONELLOSES : SD (TAB OU WIDAL ET FELIX)	14,00 €	14,00 €
STREPTOCOCCIES : UNE ANTI-ENZYME STREPTOCOCCIQUE	7,00 €	7,00 €
STREPTOCOCCIES : ANTI-ENZYMES STREPTOCOCCIQUES (2 OU PLUSIEURS)	14,00 €	14,00 €
SYPHILIS : SD TEST NON TREPONEMIQUE(TNT)	7,00 €	7,00 €
TITRAGE(VDRL,RPR,...)	7,00 €	7,00 €
SYPHILIS : SD DE DEPISTAGE _ TEST TREPONEMIQUE (TT)	7,00 €	7,00 €
SYPHILIS : SD TEST NON TREPONEMIQUE(TNT) _ SEROCONVERSION	7,00 €	7,00 €
SYPHILIS: SUIVI THERAPEUTIQUE TEST NON TREPONEMIQUE(TNT)	10,50 €	10,50 €
SYPHILIS : SD : CONFIRMATION IGG_FEMME ENCEINTE	63,00 €	63,00 €
SYPHILIS : SD : RECH. DES IGM_ENFANT_SYPHILIS CONGENITALE	10,50 €	10,50 €
SYPHILIS : SD : CONFIRMATION IGM_ENFANT_SYPHILIS CONGENITALE	63,00 €	63,00 €
MALADIE DES GRIFFES DU CHAT (BARTONELLOSES) : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
MALADIE DES GRIFFES DU CHAT (BARTONELLOSES) : SD : TITRAGE	21,00 €	21,00 €
MALADIE DES GRIFFES DU CHAT (BARTONELLOSES) : SD : TITRAGE + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
TETANOS : SD	17,50 €	17,50 €
TULAREMIE : SD	14,00 €	14,00 €
YERSINIOSES : SD (1 AG)	10,50 €	10,50 €
YERSINIOSES : SD (3 AG ET +)	31,50 €	31,50 €
TEST DE DETECTION DE LA PRODUCTION D'INTERFERON GAMMA (IGRA)	52,50 €	52,50 €
IGRA: SUPPLEMENT EN CAS D'ISLOMENT DE CELLULES MONONUCLEES CIRCULANTES	26,30 €	26,30 €
AMIBIASSE : SD DE DEPISTAGE PAR 2 TECHN.	31,50 €	31,50 €
AMIBIASSE : SD DE CONFIRMATION PAR COES	31,50 €	31,50 €
AMIBIASSE : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
AMIBIASSE : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE PAR 1 TECHN. + ITERATIF	23,80 €	23,80 €
ANISAKIASSE : SD DE DEPISTAGE PAR 2 TECHN.	31,50 €	31,50 €
ANISAKIASSE : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
ANISAKIASSE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
ASPERGILLOSE : SD DE DEPISTAGE	17,50 €	17,50 €
ASPERGILLOSE : SD DE CONFIRMATION PAR COES	31,50 €	31,50 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
ASPERGILLOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
ASPERGILLOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
ASPERGILLOSE : RECHERCHE ANTIGENES SOLUBLES	17,50 €	17,50 €
ASPERGILLOSE : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE + ITERATIF	26,30 €	26,30 €
CANDIDOSE : SD DE DEPISTAGE PAR 1 TECHN.	17,50 €	17,50 €
CANDIDOSE SYSTEMIQUE :SD DE DEPISTAGE PAR 2 TECHNIQUES	31,50 €	31,50 €
CANDIDOSE : SD DE CONFIRMATION PAR COES	31,50 €	31,50 €
CANDIDOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
CANDIDOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
CANDIDOSE : RECHERCHE ANTIGENES SOLUBLES	10,50 €	10,50 €
CANDIDOSE : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE PAR 1 TECHN. + ITERATIF	26,30 €	26,30 €
CRYPTOCOCCOSE : ANTIGENES SOLUBLES : RECHERCHE	17,50 €	17,50 €
CRYPTOCOCCOSE : ANTIGENES SOLUBLES : TITRAGE	26,30 €	26,30 €
CRYPTOCOCCOSE : SUIVI DU TITRAGE ANTIGENES SOLUBLES + ITERATIF	39,60 €	39,60 €
HISTOPLASMOSE : SD DE DEPISTAGE	17,50 €	17,50 €
HISTOPLASMOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
HYPODERMOSE : SD DE DEPISTAGE PAR 2 TECHN.	31,50 €	31,50 €
HYPODERMOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
MAL. POU MON ELEVEUR D'OISEAUX : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
MAL. POU MON ELEVEUR D'OISEAUX : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
MAL. POU MON ELEVEUR D'OISEAUX : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
MAL. POU MON FERMIER : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
MAL POU MON FERMIER : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
MAL. POU MON FERMIER : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
ALVEOLITES ALLERGIQUES EXOGENES : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
ALVEOLITES ALLERGIQUES EXOGENES : SD DE CONFIRMATION PAR IELP	42,00 €	42,00 €
ALVEOLITES ALLERGIQUES EXOGENES : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
PALUDISME : SD PAR ELS	17,50 €	17,50 €
PALUDISME : SD PAR IFI	14,00 €	14,00 €
TRYPANOSOMIASSE : MAL. SOMMEIL : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
TRYPANOSOMIASSE : MAL. SOMMEIL : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
TRYPANOSOMIASSE : MAL. CHAGAS : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
TRYPANOSOMIASSE : MAL. CHAGAS : SUIVI DU SD DE DEPISTAGE + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
INFECTION PARASITAIRE NON NOMMEMENT INSCRITE A LA NABM : SERODIAGNOSTIC (SD)	14,00 €	14,00 €
INFECTION A ADENOVIRUS : SD PAR RFC	10,50 €	10,50 €
INFECTION A ADENOVIRUS : SD PAR IFI	14,00 €	14,00 €
INFECTION A ADENOVIRUS : SD PAR IHA	14,00 €	14,00 €
INFECTION A ADENOVIRUS : SD PAR EIA	24,50 €	24,50 €
INFECTION A ADENOVIRUS : SD PAR SERONEUTRALISATION	17,50 €	17,50 €
FIEVRE JAUNE(CONTROLE D'IMMUNITE)PAR SERONEUTRALISATION	17,50 €	17,50 €
ARBOVIROSES (AUTRES QUE DENGUE OU CHIKUNGUNYA)-IGM ET IGG (EIA)+EXAMEN ITERATIF	47,30 €	47,30 €
ARBOVIROSES (AUTRES QUE DENGUE OU CHIKUNGUNYA) - IGM ET IGG (EIA)	31,50 €	31,50 €
INFECTION A ARENAVIRUS : SD PAR IFI	14,00 €	14,00 €
INFECTION A ARENAVIRUS : SD PAR EIA	24,50 €	24,50 €
INFECTION A ARENAVIRUS : SD PAR SERONEUTRALISATION	17,50 €	17,50 €
HERPES 6 (VHH6): SD : AC IGG	21,00 €	21,00 €
GRIPPE A : SD PAR RFC	10,50 €	10,50 €
GRIPPE A : SD PAR RFC + ITERATIF	15,80 €	15,80 €
GRIPPE A : SD PAR EIA	21,00 €	21,00 €
GRIPPE A : SD PAR EIA + ITERATIF	31,50 €	31,50 €
GRIPPE A : SD PAR IHA	14,00 €	14,00 €
GRIPPE A : SD PAR IHA + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
GRIPPE B : SD PAR RFC	10,50 €	10,50 €
GRIPPE B : SD PAR RFC + ITERATIF	15,80 €	15,80 €
GRIPPE B : SD PAR EIA	24,50 €	24,50 €
GRIPPE B : SD PAR EIA + ITERATIF	36,80 €	36,80 €
GRIPPE B : SD PAR IHA	14,00 €	14,00 €
GRIPPE B : SD PAR IHA + ITERATIF	21,00 €	21,00 €
GRIPPES A ET B : SD CONTROLE D'IMMUNITE PAR SERONEUTRALISATION	17,50 €	17,50 €
GRIPPES A ET B : SD CONTROLE D'IMMUNITE PAR IHA	14,00 €	14,00 €
PARAINFLUENZA (PARAMYXOVIRUS) : SD PAR IHA	7,00 €	7,00 €
PARAINFLUENZA (PARAMYXOVIRUS) : SD PAR IHA + ITERATIF	10,50 €	10,50 €
PARAINFLUENZA (PARAMYXOVIRUS) : SD PAR RFC	10,50 €	10,50 €
PARAINFLUENZA (PARAMYXOVIRUS) : SD PAR RFC + ITERATIF	15,80 €	15,80 €
INFECTION A VRS : SD : DEPISTAGE AC PAR EIA	24,50 €	24,50 €
INFECTION A VRS : SD : DEPISTAGE AC PAR RFC (CHEZ ADULTE)	10,50 €	10,50 €
OREILLONS (V. OURLIEN) : INFECTION RECENTE : SD : IGG + IGM PAR IFI	24,50 €	24,50 €
OREILLONS (V. OURLIEN) : INFECTION RECENTE : SD : IGG + IGM PAR EIA	38,50 €	38,50 €
OREILLONS (V. OURLIEN) : IMMUNITE ANCIENNE : SD : IGG PAR EIA	24,50 €	24,50 €
OREILLONS (V. OURLIEN) : IMMUNITE ANCIENNE : SD : IGG PAR IFI	14,00 €	14,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
INF. A PARVOVIRUS B 19 RECENTE : SD : IGG + IGM PAR IFI	24,50 €	24,50 €
INF. A PARVOVIRUS B 19 RECENTE : SD : IGG + IGM PAR EIA	35,00 €	35,00 €
INF. A PARVOVIRUS B 19 ANCIENNE : SD : IGG OU IG TOTALES PAR EIA	24,50 €	24,50 €
INF. A PARVOVIRUS B 19 ANCIENNE : SD : IGG OU IG TOTALES PAR IFI	14,00 €	14,00 €
INFECTION A VIH 1 ET 2 : SD DE DEPISTAGE	14,70 €	14,70 €
INFECTION A VIH 1 ET 2 : SD DE CONFIRMATION 1 REACTION	52,50 €	52,50 €
INFECTION A VIH 1 ET 2 : SD DE CONFIRMATION 2 REACTIONS OU PLUS	77,00 €	77,00 €
INFECTION A VIH 1 ET 2 : ANTIGENE P24 DU VIH 1 : RECHERCHE ET TITRAGE	19,30 €	19,30 €
INFECTION A HTLV (I ET II) : SD DE DEPISTAGE PAR EIA	22,80 €	22,80 €
INFECTION A HTLV (I ET II) : SD DE DEPISTAGE PAR AGGLUTINATION	14,00 €	14,00 €
INFECTION A HTLV (I ET II) : SD DE CONFIRMATION PAR IMMUNOTRANSFERT	63,00 €	63,00 €
RAGE : SD INFECTION RECENTE : IGG + IGM PAR EIA	42,00 €	42,00 €
RAGE : SD CONTROLE D'IMMUNITE : IGG PAR EIA	24,50 €	24,50 €
ROUGEOLE : SD INFECTION RECENTE : IGG + IGM PAR EIA	42,00 €	42,00 €
ROUGEOLE : SD INFECTION RECENTE : IGG + IGM PAR IFI	24,50 €	24,50 €
ROUGEOLE : SD CONTROLE D'IMMUNITE : IGG OU IG TOTALES PAR EIA	24,50 €	24,50 €
ROUGEOLE : SD CONTROLE D'IMMUNITE : IGG OU IG TOTALES PAR IFI	14,00 €	14,00 €
ROUGEOLE : SD CONTROLE D'IMMUNITE : IGG OU IG TOTALES PAR IHA	14,00 €	14,00 €
RUBEOLE : SD PAR IHA OU EIA	12,30 €	12,30 €
RUBEOLE : SD PAR IHA OU EIA + ITERATIF	20,00 €	20,00 €
RUBEOLE : SD : IGM PAR IMMUNOCAPTURE	17,50 €	17,50 €
RUBEOLE : SD D'UNE IMMUNITE POST-VACCINALE PAR AGGLUTINATION	7,00 €	7,00 €
RECHERCHE D'IGG ET D'IGM OU D'IG TOTAUX PAR TESTS AUTOMATISABLES DE TYPE ELISA	15,80 €	15,80 €
RECHERCHE D'IGG PAR TESTS AUTOMATISABLES DE TYPE ELISA	15,80 €	15,80 €
RECHERCHE D'IGG ET D'IGM OU D'IG TOTAUX TESTS SERO. PAR IMMUNOCHROMATOGRAPHIE	12,30 €	12,30 €
RECHERCHE D'IGG PAR TESTS SEROLOGIQUES PAR IMMUNOCHROMATOGRAPHIE	12,30 €	12,30 €
CNO : CULTURES CELLULAIRES DE VIRUS NON ORIENTEES	35,00 €	35,00 €
CNO : IDENTIFICATION VIRALE PAR 1 A 2 SERUMS	17,50 €	17,50 €
CNO : IDENTIFICATION VIRALE PAR 3 A 7 SERUMS	35,00 €	35,00 €
CNO : IDENTIFICATION VIRALE PAR + DE 7 SERUMS	52,50 €	52,50 €
ADENOVIRUS : RECHERCHE DIRECTE SUR SELLES PAR AGG	7,00 €	7,00 €
ADENOVIRUS : RECHERCHE DIRECTE SUR SELLES PAR EIA	24,50 €	24,50 €
ADENOVIRUS : RECHERCHE DIRECTE SUR LIQUIDES AUTRES QUE SELLES PAR IF	14,00 €	14,00 €
ADENOVIRUS : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
ADENOVIRUS : MISE EN EVIDENCE SUR SELLES PAR ME	70,00 €	70,00 €
ARENAVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
ARENAVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
ARENAVIRUS : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
ARENAVIRUS : ISOLEMENT SUR SOURICEAUX	87,50 €	87,50 €
VIRUS DES FIEVRES HEMORRAGIQUES : CULTURES	175,00 €	175,00 €
ASTROVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR MIE	87,50 €	87,50 €
ASTROVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
ASTROVIRUS : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
CALICIVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR MIE	87,50 €	87,50 €
CALICIVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
CORONAVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
CORONAVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR ME	70,00 €	70,00 €
RHINOVIRUS : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
VIRUS GRIPPAUX (A ET B) : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
VIRUS GRIPPAUX (A ET B) : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	14,00 €	14,00 €
VIRUS GRIPPAUX (A ET B) : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
VIRUS PARAINFLUENZAE (I, II, III, IV) : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
VIRUS PARAINFLUENZAE (I, II, III, IV) : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
VIRUS PARAINFLUENZAE (I, II, III, IV) : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
VIRUS RESPIRATOIRE SYNCYTIAL (VRS) : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
VIRUS RESPIRATOIRE SYNCYTIAL (VRS) : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
VIRUS RESPIRATOIRE SYNCYTIAL (VRS) : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
VIRUS OURLIEN (OREILLONS) : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
VIRUS OURLIEN (OREILLONS) : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
VIRUS OURLIEN (OREILLONS) : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
PARVOVIRUS B 19 : RECHERCHE DANS SERUM PAR ME	70,00 €	70,00 €
POLYOMAVIRUS : DIAGNOSTIC DIRECT PAR IF	14,00 €	14,00 €
POLYOMAVIRUS : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
POXVIRUS : RECHERCHE PAR ME	70,00 €	70,00 €
POXVIRUS : RECHERCHE PAR MIE	87,50 €	87,50 €
VIH : CULTURES SUR LYMPHOCYTES	420,00 €	420,00 €
RETROVIRUS AUTRE QUE LE VIH : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	420,00 €	420,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
VIRUS DE LA RAGE : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
VIRUS DE LA RAGE : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
VIRUS DE LA RAGE : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
VIRUS DE LA ROUGEOLE : RECHERCHE DIRECTE PAR IF	14,00 €	14,00 €
VIRUS DE LA ROUGEOLE : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
VIRUS DE LA ROUGEOLE : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
VIRUS DE LA RUBEOLE : CULTURES ORIENTEES ET IDENTIFICATION	52,50 €	52,50 €
ROTAVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR AGG	7,00 €	7,00 €
ROTAVIRUS : RECHERCHE DIRECTE PAR EIA	24,50 €	24,50 €
ROTAVIRUS : RECHERCHE PAR ME	70,00 €	70,00 €
HCG OU BETA HCG (URINES)	8,80 €	8,80 €
HCG OU BETA HCG (SANG)	8,80 €	8,80 €
L.H. (SANG)	15,80 €	15,80 €
F.S.H. (SANG)	15,80 €	15,80 €
ESTRADIOL (FEMME) (E2) (SANG)	15,80 €	15,80 €
ESTRADIOL (HOMME ET ENFANT) (E2) (SANG)	23,80 €	23,80 €
ESTRADIOL (E2) (AUTRE MILIEU BIOLOGIQUE)	17,90 €	17,90 €
INHIBINES	24,50 €	24,50 €
TESTOSTERONE (HOMME) (SANG)	17,50 €	17,50 €
TESTOSTERONE (FEMME ET ENFANT) (SANG)	23,80 €	23,80 €
TESTOSTERONE LIBRE OU BIODISPONIBLE (SANG)	28,00 €	28,00 €
ANDROSTENEDIONE (SANG)	27,70 €	27,70 €
PROGESTERONE (PG) (SANG)	15,80 €	15,80 €
17-OH-PROGESTERONE (SANG)	24,50 €	24,50 €
PROLACTINE (SANG)	15,80 €	15,80 €
FORMES MOLECULAIRES DE PROLACTINE : SEPARATION CHROMATO (SANG)	70,00 €	70,00 €
DEHYDROEPIANDROSTERONE (DHA) (SANG)	28,00 €	28,00 €
SULFATE DE DHA (SANG)	20,70 €	20,70 €
DIHYDROTESTOSTERONE (DHT)	31,50 €	31,50 €
PROTEINE DE TRANSPORT DES HORM. SEXUELLES (TEBG, SBG) (SANG)	23,80 €	23,80 €
INSULINE (SANG)	24,20 €	24,20 €
INSULINE LIBRE (SANG)	38,50 €	38,50 €
C-PEPTIDE (SANG)	22,80 €	22,80 €
C-PEPTIDE (URINE)	24,50 €	24,50 €
CORTISOL (SANG)	15,80 €	15,80 €
CORTISOL LIBRE (URINE)	25,60 €	25,60 €
CORTICOTROPINE (ACTH) (SANG)	33,30 €	33,30 €
17-CETOSTEROIDES (URINE)	21,00 €	21,00 €
ALDOSTERONE (SANG)	27,30 €	27,30 €
17-HYDROXY-CORTICOSTEROIDES OU T.H.S. (URINE)	24,50 €	24,50 €
ALDOSTERONE OU TETRAHYDRO-ALDOSTERONE (URINE)	42,00 €	42,00 €
ACIDE HYDROXY-INDOLE-ACETIQUE (HIAA, 5 HIAA) (URINE)	21,00 €	21,00 €
ACIDE VANILMANDELIQUE (VMA) (URINE)	21,00 €	21,00 €
CATECHOLAMINES TOTALES (METANEPHRINES OU HVA) (URINE)	28,00 €	28,00 €
CATECHOLAMINES (OU METANEPHRINES) (URINE)	45,50 €	45,50 €
CATECHOLAMINES (SANG), CLHP : AU MOINS 2 DOSAGES (DOPAMINE, ADP, NORADP)	49,00 €	49,00 €
SEROTONINE PAR CLHP (SANG)	42,00 €	42,00 €
T.S.H. (SANG)	7,00 €	7,00 €
TRIIODOTHYRONINE LIBRE (T3 L OU FT3) (SANG)	9,50 €	9,50 €
THYROXINE LIBRE (T4 L OU FT4) (SANG)	9,50 €	9,50 €
T3 LIBRE + T4 LIBRE (SANG)	17,50 €	17,50 €
T.S.H. + T3 LIBRE (SANG)	12,30 €	12,30 €
T.S.H. + T4 LIBRE (SANG)	12,30 €	12,30 €
T.S.H. + T3 LIBRE + T4 LIBRE (SANG)	17,50 €	17,50 €
TEST AU TRH (SANG)	52,50 €	52,50 €
HORMONE DE CROISSANCE (SOMATOTROPINE) (HGH) (SANG)	31,50 €	31,50 €
ERYTHROPOIETINE (SANG)	35,00 €	35,00 €
GASTRINE (SANG)	24,50 €	24,50 €
PEPTIDE VASOACTIF INTESTINAL (VIP) (SANG)	31,50 €	31,50 €
HORMONE ANTIDIURETIQUE OU VASOPRESSINE (ADH) (SANG)	42,00 €	42,00 €
IGFBP 3 (SANG)	35,00 €	35,00 €
OSTEOCALCINE (SANG)	29,80 €	29,80 €
PARATHORMONE (1-84 OU BIOACTIVE) (SANG)	20,30 €	20,30 €
RENINE (SANG)	27,30 €	27,30 €
SOMATOMEDINE (IGF1-SMC) (SANG)	26,30 €	26,30 €
HORMONE ANTI-MULLERIENNE AMH	43,10 €	43,10 €
AMYLASEMIE (SANG)	2,10 €	2,10 €
AMYLASE (AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE SANG)	2,50 €	2,50 €
ALDOLASE (SANG)	8,80 €	8,80 €
PHOSPHATASES ALCAINES (PH. ALC.) (SANG)	1,80 €	1,80 €
ALANINE AMINOTRANSFERASE (ALAT,TGP) (SANG)	2,10 €	2,10 €
ASPARTATE AMINOTRANSFERASE (ASAT,TGO)(SANG)	2,10 €	2,10 €
TRANSAMINASES (ALAT ET ASAT, TGP ET TGO)(SANG)	3,20 €	3,20 €
GLUCOSE-6-PHOSPHATE DESHYDROGENASE (G6PD) (SANG)	10,50 €	10,50 €
GAMMA GLUTAMYL TRANSFERASE (GAMMAT GT , GGT) (SANG)	1,80 €	1,80 €
CREATINE PHOSPHOKINASE (CPK) (SANG)	2,10 €	2,10 €
LACTATE DESHYDROGENASE (LDH) (SANG)	2,10 €	2,10 €
LACTATE DESHYDROGENASE (LDH) (AUTRE LIQUIDE BIOL QUE SANG)	2,50 €	2,50 €
ENZYME DE CONVERSION DE L'ANGIOTENSINE (SANG)	19,30 €	19,30 €
LIPASEMIE (SANG)	2,10 €	2,10 €
5'NUCLEOTIDASE (SANG)	2,50 €	2,50 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
CREATINE PHOSPHOKINASE MB (SANG)	7,00 €	7,00 €
PYRUVATE KINASE (SANG)	14,00 €	14,00 €
LYSOZYME OU MURAMIDASE (SANG)	21,00 €	21,00 €
LYSOZYME OU MURAMIDASE (URINE)	21,00 €	21,00 €
PROTEINES SERIQUES OU PLASMATQUES TOTALES (PROTIDES)	2,10 €	2,10 €
ELECTROPHORESE DES PROTEINES SERIQUES (PROTEINOGRAMME)	16,50 €	16,50 €
CRP (PROTEINE C REACTIVE) (DOSAGE) (SANG)	2,80 €	2,80 €
ALPHA 2 MACROGLOBULINE (ALPHA 2 MACROGLO) (DOSAGE) (SANG)	8,80 €	8,80 €
ALBUMINE (DOSAGE) (SANG)	2,10 €	2,10 €
ALPHA 1 ANTITRYPSINE (DOSAGE) (SANG)	10,50 €	10,50 €
OROSOMUCOIDE (ALPHA 1 GLYCOPROTEINE ACIDE) (DOSAGE) (SANG)	10,50 €	10,50 €
BETA 2 MICROGLOBULINE (DOSAGE) (SANG)	10,50 €	10,50 €
BETA 2 MICROGLOBULINE (DOSAGE) (AUTRE MILIEU BIOLOGIQUE QUE SANG)	12,30 €	12,30 €
CERULOPLASME (DOSAGE) (SANG)	10,50 €	10,50 €
C1 INHIBITEUR (DOSAGE) (SANG)	12,30 €	12,30 €
C3 (DOSAGE) (SANG)	8,80 €	8,80 €
C4 (DOSAGE) (SANG)	8,80 €	8,80 €
HAPTOGLOBINE (DOSAGE) (SANG)	7,00 €	7,00 €
IGA (DOSAGE) (SANG)	7,00 €	7,00 €
IGG (DOSAGE) (SANG)	7,00 €	7,00 €
IGM (DOSAGE) (SANG)	7,00 €	7,00 €
PREALBUMINE (DOSAGE) (SANG)	6,70 €	6,70 €
RBP (RETINOL BINDING PROTEIN) (DOSAGE) (SANG)	12,30 €	12,30 €
IGA + IGG + IGM (DOSAGES) (SANG)	19,60 €	19,60 €
DYSGLOBULINEMIE : RECH, TYPAGE (IMMUNOELECTROPHORESE OU IMMUNOFIXATION)	56,00 €	56,00 €
DYSGLOBULINEMIE : ELECTROPHORESE (PROTEINOGRAMME) + TYPAGE	63,00 €	63,00 €
CRYOGLOBULINES (SANG)	7,00 €	7,00 €
IMMUNOGLOBULINES IGG1, IGG2, IGG3, IGG4 : 1 PARAMETRE (DOSAGE) (SANG)	24,50 €	24,50 €
IMMUNOGLOBULINES IGG1, IGG2, IGG3, IGG4 : 2 PARAMETRES (DOSAGES) (SANG)	45,50 €	45,50 €
IMMUNOGLOBULINES IGG1, IGG2, IGG3, IGG4 : 3 PARAMETRES OU PLUS (DOSAGES) (SANG)	66,50 €	66,50 €
TRANSFERRINE DESIALYLEE OU DEGLYCOSYLEE (CDT) (DOSAGE) (SANG)	19,30 €	19,30 €
VITAMINE B 12 (DOSAGE) (SANG)	11,20 €	11,20 €
FOLATES SERIQUES OU ERYTHROCYTAIRES (DOSAGE) (SANG)	11,20 €	11,20 €
VITAMINE A (DOSAGE) (SANG)	28,00 €	28,00 €
VITAMINE E (DOSAGE) (SANG)	35,00 €	35,00 €
VITAMINE B6 (DOSAGE) (SANG)	28,00 €	28,00 €
25-(OH)-VITAMINE D (D2+D3)	10,50 €	10,50 €
DERIVES DIHYDROXYLES DE LA VITAMINE D (DOSAGE) (SANG)	28,00 €	28,00 €
COMPLEMENT CH50 PAR REACTION D'HEMOLYSE (DOSAGE) (SANG)	10,50 €	10,50 €
MYOGLOBINE (DOSAGE) (SANG)	12,30 €	12,30 €
TROPONINE (DOSAGE) (SANG)	20,30 €	20,30 €
PEPTIDES NATRIURETIQUES (ANP, BNP, NT-PROBNP) (DOSAGE) (SANG)	19,60 €	19,60 €
HBA1C (DOSAGE) (SANG)	6,70 €	6,70 €
PROTEINES GLYQUEES (FRUCTOSAMINE, ...) (DOSAGE) (SANG)	10,50 €	10,50 €
PROCALCITONINE (DOSAGE) (SANG)	24,50 €	24,50 €
ACIDE HYALURONIQUE (DOSAGE) (SANG)	26,30 €	26,30 €
PHOSPHATASE ALCALINE OSSEUSE (DOSAGE) (SANG)	31,50 €	31,50 €
DEOXYPYRIDINOLINE ET PEPTIDES ASSOCIES (DOSAGE)	24,20 €	24,20 €
FERRITINE (DOSAGE) (SANG)	6,70 €	6,70 €
RECEPTEUR SOLUBLE DE LA TRANSFERRINE (RSTF) (DOSAGE) (SANG)	21,00 €	21,00 €
ALPHA-FOETOPROTEINE (AFP) (DOSAGE) (SANG)	17,50 €	17,50 €
SOUS UNITE BETA HCG LIBRE (DOSAGE) (SANG)	26,30 €	26,30 €
ANTIGENE PROSTATIQUE SPECIFIQUE (PSA) (DOSAGE) (SANG)	12,30 €	12,30 €
ANTIGENE PROSTATIQUE SPEC. LIBRE AVEC RAPPORT PSA LIBRE/PSA TOTAL (DOSAGE SANG)	17,50 €	17,50 €
ANTIGENE CA 15-3 (DOSAGE) (SANG)	15,80 €	15,80 €
ANTIGENE CA 19-9 (DOSAGE) (SANG)	15,80 €	15,80 €
ANTIGENE CA 125 (DOSAGE) (SANG)	15,80 €	15,80 €
ANTIGENE CA 125 (DOSAGE) (AUTRE MILIEU BIO.)	28,00 €	28,00 €
ANTIGENE CARCINO-EMBRYONNAIRE (ACE) (DOSAGE) (SANG)	15,80 €	15,80 €
AG DU CARCINOME A CELLULES SQUAMEUSES (SCC) (DOSAGE) (SANG)	30,10 €	30,10 €
AG TISSULAIRE POLYPEPTIDIQUE (TPA) (DOSAGE) (SANG)	31,50 €	31,50 €
CHROMOGRANINE (DOSAGE) (SANG)	31,50 €	31,50 €
CALCITONINE (DOSAGE) (SANG)	24,50 €	24,50 €
CYFRA 21-1 (DOSAGE) (SANG)	31,50 €	31,50 €
ENOLASE (NSE) (DOSAGE) (SANG)	27,70 €	27,70 €
PARATHORMONE PTHRP (DOSAGE) (SANG)	24,50 €	24,50 €
THYROGLOBULINE (DOSAGE) (SANG)	21,00 €	21,00 €
PARAMETRES TISSULAIRES EN CANCEROLOGIE : DOSAGE	35,00 €	35,00 €
PARAMETRES TISSULAIRES EN CANCEROLOGIE : TRAITEMENT PRE-ANALYTIQUE	35,00 €	35,00 €
SANG : ACIDE LACTIQUE (LACTATES)	2,50 €	2,50 €
SANG : ACIDE URIQUE (URICEMIE)	2,10 €	2,10 €
SANG : AMMONIAQUE	12,30 €	12,30 €
SANG : CUIVRE (CUPREMIE , CU)	10,50 €	10,50 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
SANG : ZINC PLASMATIQUE OU SERIQUE	10,50 €	10,50 €
SANG : COEFFICIENT DE SATURATION DE LA TRANSFERRINE (CS- TF)	6,00 €	6,00 €
SANG : GLUCOSE (GLYCEMIE)	1,80 €	1,80 €
SANG : PHOSPHORE MINERAL (PHOSPHOREMIE , P)	2,10 €	2,10 €
SANG : CALCIUM (CALCEMIE, CA)	2,10 €	2,10 €
SANG : MAGNESIUM PLASMATIQUE OU GLOBULAIRE (MAGNESEMIE , MG)	2,10 €	2,10 €
SANG: UREE	1,80 €	1,80 €
SANG : CREATININE	2,10 €	2,10 €
SANG : BILIRUBINE (BIL)	2,10 €	2,10 €
SANG : CHOLESTEROL TOTAL (CHOL)	1,80 €	1,80 €
SANG : TRIGLYCERIDES (TG)	2,10 €	2,10 €
SANG : EXPLORATION D'UNE ANOMALIE LIPIDIQUE	5,60 €	5,60 €
SANG : APOLIPOPROTEINE A1	2,50 €	2,50 €
SANG : APOLIPOPROTEINES B	2,50 €	2,50 €
SANG : CHOLESTEROL-LDL (C-LDL)	6,30 €	6,30 €
SANG : OSMOLARITE	5,30 €	5,30 €
SANG : BICARBONATES OU CO2 TOTAL (RESERVE ALCALINE, RA)	2,10 €	2,10 €
SANG : POTASSIUM (K)	1,80 €	1,80 €
SANG : IONOGRAMME (NA+K+ EVENTUELLEMENT CL)	3,50 €	3,50 €
SANG : IONOGRAMME COMPLET (NA + K + CL + CO2 + PROTIDES)	7,00 €	7,00 €
SANG : METHEMOGLOBINE (METHB)	8,80 €	8,80 €
SANG : SATURATION EN O2 (SAO2)	2,50 €	2,50 €
SANG : GAZ DU SANG	24,50 €	24,50 €
SCORE BIOLOGIQUE FIBROSE HEPATIQUE - FIBROTEST	49,00 €	49,00 €
SCORE BIOLOGIQUE FIBROSE HEPATIQUE - FIBROMETRE V	49,00 €	49,00 €
SCORE BIOLOGIQUE FIBROSE HEPATIQUE - HEPAScore	49,00 €	49,00 €
DIAGNOSTIC BIOLOGIQUE DU SYNDROME DU DEFICIT EN TRANSPORTEUR GLUT1	391,00 €	391,00 €
LCR : GLUCOSE (GLUCORACHIE)	3,50 €	3,50 €
LCR : PROTEINES TOTALES (PROTEINORACHIE)	3,20 €	3,20 €
LCR : ELECTROPHORESE DES PROTEINES	24,50 €	24,50 €
LCR : 1 PROTEINE : DOSAGE	12,30 €	12,30 €
LCR : 2 PROTEINES OU PLUS : DOSAGES	24,50 €	24,50 €
LCR : DYSGLOBULINORACHIE : RECH. OU TYPAGE	63,00 €	63,00 €
LCR : DYSGLOBULINORACHIE : ELECTROPHORESE ET TYPAGE	80,50 €	80,50 €
UR.PROTEINURIE: DOSAGE	2,10 €	2,10 €
UR.: ELECTROPHORESE DES PROTEINES(PROTEINOGRAMME)	19,30 €	19,30 €
UR.:ALBUMINURIE:DOSAGE	4,90 €	4,90 €
UR. : PROTEINURIE DE BENICE JONES:RECHERCHE ET IDENTIFICATION	63,00 €	63,00 €
UR. : PROTEINURIE : TYPAGE	49,00 €	49,00 €
UR. : ACIDES AMINES LIBRES CARACTERISATION PAR CHROMATO.	21,00 €	21,00 €
UR. : ACIDES AMINES TOTAUX CARACTERISATION PAR CHROMATO.	28,00 €	28,00 €
UR. : POTASSIUM ET SODIUM (IONOGRAMME, K + NA)	4,20 €	4,20 €
UR. : SODIUM	2,10 €	2,10 €
UR. : POTASSIUM	2,10 €	2,10 €
UR. : ACETONE (ACETONURIE)	1,80 €	1,80 €
UR. : ACIDE URIQUE (URICURIE)	2,50 €	2,50 €
UR. : CALCIUM (CALCIURIE)	2,10 €	2,10 €
UR. : CREATININE (CREATININURIE)	2,10 €	2,10 €
UR. : PHOSPHORE MINERAL(PHOSPHATURIE)	2,10 €	2,10 €
UR. : PH : MESURE ELECTROMETRIQUE	2,50 €	2,50 €
UR. : PIGMENTS ET SELS BILIAIRES : RECH.	1,80 €	1,80 €
UR. : PORPHYRINES : RECH.	1,80 €	1,80 €
UR. : PORPHYRINES : RECH., DOSAGE, IDENTIFICATION	24,50 €	24,50 €
UR. : RECHERCHE DE SANG (HEMATIES ET/OU HEMOGLOBINE)	2,10 €	2,10 €
UR.: GLYCOSURIE: DOSAGE	2,10 €	2,10 €
UR. : UROBILINE : RECH.	1,80 €	1,80 €
UR. : HYDROXYPROLINE TOTALE ET LIBRE(HYDROXYPROLINURIE)	17,50 €	17,50 €
UR. : CUIVRE	10,50 €	10,50 €
UR. : CRISTALLURIE	14,00 €	14,00 €
UR. : OXALURIE	10,50 €	10,50 €
UR. : CITRATURIE	10,50 €	10,50 €
UR. : MAGNESURIE	2,10 €	2,10 €
UR. : OXALURIE + CITRATURIE + MAGNESURIE	22,80 €	22,80 €
TEST AU XYLOSE	21,00 €	21,00 €
ALPHA 1 ANTITRYPSINE FECALE	21,00 €	21,00 €
CLAIRANCE FECALE DE L'ALPHA 1 ANTITRYPSINE	35,00 €	35,00 €
EXAMEN PHYSIQUE COMPLET D'UNE SELLE	24,50 €	24,50 €
SELLES : EXAMEN MICROSCOPIQUE DIRECT DES GRAISSES	17,50 €	17,50 €
SELLES : LIPIDES TOTAUX	31,50 €	31,50 €
AZOTE FECAL TOTAL	24,50 €	24,50 €
AZOTE FECAL SOLUBLE	14,00 €	14,00 €
IONOGRAMME FECAL	15,80 €	15,80 €
OSMOLARITE FECALE	22,80 €	22,80 €
SELLES : PH	3,50 €	3,50 €
SELLES : PIGMENTS BILIAIRES	3,50 €	3,50 €
SELLES : ACIDES ORGANIQUES	14,00 €	14,00 €
SELLES : AMMONIAQUE/DERIVES AMINES	14,00 €	14,00 €
FECALOGRAMME (COPROLOGIE FONCTIONNELLE)	122,50 €	122,50 €
CALORIMETRIE FECALE	28,00 €	28,00 €
SELLES : CONTAMINATION URINAIRE	17,50 €	17,50 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
EXAMEN URINES : MISE EN EVIDENCE FISTULE ENTERO-VESICALE	10,50 €	10,50 €
SELLES : RECHERCHE DE SANG	7,00 €	7,00 €
ELASTASE FECALE	42,00 €	42,00 €
ACTIVITE CHYMOTRYPSIQUE FECALE	21,00 €	21,00 €
TEST A L'HYDROGENE EXPIRE : PRELEVEMENTS	21,00 €	21,00 €
TEST A L'HYDROGENE EXPIRE : MESURES	70,00 €	70,00 €
RECHERCHE LAXATIFS DANS LES URINES	42,00 €	42,00 €
RECHERCHE LAXATIFS DANS LES SELLES	59,50 €	59,50 €
CALPROTECTINE FECALE	45,50 €	45,50 €
CALCULS : PAR ANALYSE SEQUENTIELLE OPTIQUE ET PHYSIQUE (I.R.)	35,00 €	35,00 €
LIQUIDES DE SEROSITE : PROTEINES : DOSAGE	3,20 €	3,20 €
LIQUIDES DE SEROSITE : ELECTROPHORESE DES PROTEINES (PROTEINOGRAMME)	21,00 €	21,00 €
LIQUIDES DE SEROSITE : 1 PROTEINE : DOSAGE	12,30 €	12,30 €
LIQUIDES DE SEROSITE : 2 PROTEINES OU PLUS : DOSAGES	24,50 €	24,50 €
EPREUVE DE LA SUEUR PAR METHODE PHYSICO-CHIMIQUE	17,50 €	17,50 €
CLAIRANCE (RENALE) DE LA CREATININE	10,50 €	10,50 €
EPREUVE D'HYPERGLYCEMIE PROVOQUEE (H.P.O., H.G.P.O.)	10,50 €	10,50 €
EPREUVE SIMPLIFIEE D'HYPERGLYCEMIE	7,00 €	7,00 €
ANTIBIOTIQUE (AMINOSIDES, VANCOMYCINE, ...): UN DOSAGE (SANG)	24,50 €	24,50 €
ANTIBIOTIQUE (AMINOSIDES, VANCOMYCINE, ...): DEUX DOSAGES DU MEME (SANG)	42,00 €	42,00 €
ISONIAZIDE (INH, RIMIFON) (SANG)	28,00 €	28,00 €
ISONIAZIDE (INH, RIMIFON) ET SON METABOLITE (SANG)	42,00 €	42,00 €
CONCENTRATIONS PLASMATIQUES DES ANTIRETROVIRAUX	42,00 €	42,00 €
CICLOSPORINE A (SANDIMMUN) (SANG)	24,20 €	24,20 €
CICLOSPORINE APRES CHROMATOGRAPHIE (SANDIMMUN) (SANG)	42,00 €	42,00 €
DOSAGE AUTRE IMMUNOSUPPRESSEUR (TACROLIMUS, SIROLIMUS, EVEROLIMUS, ...)	22,80 €	22,80 €
METHOTREXATE (SANG)	28,00 €	28,00 €
METHOTREXATE ET SON METABOLITE (SANG)	42,00 €	42,00 €
ANTITUMORAUX (AUTRES QUE METHOTREXATE) (SANG)	49,00 €	49,00 €
ANTITUMORAUX (AUTRES QUE METHOTREXATE) DANS UN AUTRE LIQ BIO QUE SANG	49,00 €	49,00 €
THEOPHYLLINE (SANG)	17,50 €	17,50 €
THEOPHYLLINE DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	24,50 €	24,50 €
CAFEINE (EN PEDIATRIE)	24,50 €	24,50 €
ANALGESIQUES OU STUPEFIANTS NON NOMMEMENT INSCRITS A LA NABM (SANG)	33,30 €	33,30 €
ANALGESIQUES OU STUPEFIANTS NON INSCRITS A LA NABM (AUTRE LIQ BIO QUE SANG)	31,50 €	31,50 €
ACIDE SALICYLIQUE : DOSAGE	17,50 €	17,50 €
PARACETAMOL : DOSAGE	24,50 €	24,50 €
PSYCHOTROPES NON NOMMEMENT INSCRITS A LA NABM (SANG)	35,00 €	35,00 €
PSYCHOTROPES NON INSCRITS A LA NABM DANS UN AUTRE LIQ BIO QUE SANG	35,00 €	35,00 €
ANTIDEPRESSEURS TRICYCLIQUES : RECHERCHE (SANG)	24,50 €	24,50 €
ANTIDEPRESSEURS TRICYCLIQUES : RECH DANS UN AUTRE LIQ QUE SANG	24,50 €	24,50 €
ANTIDEPRESSEURS AUTRES QUE TRICYCLIQUES : RECHERCHE (SANG)	42,00 €	42,00 €
ANTIDEPRESSEURS AUTRES QUE TRICYCLIQUES DANS UN AUTRE LIQ BIOL QUE LE SANG	42,00 €	42,00 €
ANTIDEPRESSEURS : DOSAGE SPECIFIQUE (SANG)	42,00 €	42,00 €
ANTIDEPRESSEURS : DOSAGE SPECIFIQUE DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	42,00 €	42,00 €
ANTIDEPRESSEURS : RECHERCHE ET DOSAGE (SANG)	66,50 €	66,50 €
ANTIDEPRESSEURS : RECHERCHE ET DOSAGE DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SG	66,50 €	66,50 €
BENZODIAZEPINES : RECHERCHE (SANG)	24,50 €	24,50 €
BENZODIAZEPINES : RECHERCHE DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	24,50 €	24,50 €
DIAZEPAM (VALIUM, ...) ET SON METABOLITE	42,00 €	42,00 €
CLONAZEPAM (RIVOTRIL)	42,00 €	42,00 €
CARBAMAZEPINE (TEGRETOL)	22,80 €	22,80 €
ETHOSUXIMIDE (ZARONTIN)	24,50 €	24,50 €
ACIDE VALPROIQUE (DEPAKINE)	22,80 €	22,80 €
PHENITOINE (DIPHENYL-HYDANTOINE, DIHYDAN, ...)	19,30 €	19,30 €
PHENOBARBITAL (GARDENAL, ...)	19,30 €	19,30 €
PRIMIDONE (MYSOLINE) + PHENOBARBITAL (GARDENAL)	49,00 €	49,00 €
ANTIEPILEPTIQUE NON NOMMEMENT INSCRIT A LA NABM (SANG)	42,00 €	42,00 €
ANTIEPILEPTIQUE NON INSCRIT A LA NABM (DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOL QUE LE SANG)	42,00 €	42,00 €
BARBITURIQUES : RECHERCHE (SANG)	24,50 €	24,50 €
BARBITURIQUES : RECHERCHE DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	24,50 €	24,50 €
BARBITURIQUES (SAUF PHENOBARBITAL) : DOSAGE (SANG)	42,00 €	42,00 €
BARBITURIQUES (SAUF PHENOBARBITAL) : DOSAGE DANS UN AUTRE LIQ BIOL QUE LE SANG	42,00 €	42,00 €
BARBITURIQUES : RECHERCHE ET DOSAGE (SANG)	66,50 €	66,50 €
BARTURIQUES : RECHERCHE ET DOSAGE DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	66,50 €	66,50 €
DIGOXINE OU DIGITOXINE (DIGITALINE)	22,80 €	22,80 €
DISOPYRAMIDE (ISORYTHM, RYTHMODAN)	24,50 €	24,50 €

REÇU EN PREFECTURE
1e 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
LIDOCAINE (XYLOCAINE, ...)	24,50 €	24,50 €
QUINIDINE OU HYDROQUINIDINE (SERECOR, NATISEDINE, CARDIOQUINE, LONGACOR)	24,50 €	24,50 €
ANTIARYTHMIQUES NON NOMMEMENT INSCRITS A LA NABM	42,00 €	42,00 €
ALUMINIUM (AL) (SANG)	21,00 €	21,00 €
ALUMINIUM (AL) DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	21,00 €	21,00 €
PLOMB (PB, PLOMBEMIE) (SANG)	21,00 €	21,00 €
PLOMB (PB) DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	21,00 €	21,00 €
OXYDE DE CARBONE DU SANG (CO)	12,30 €	12,30 €
LITHIUM (LI, LITHIEMIE, LI SERIQUE, LI ERYTHROCYTAIRE) (SANG)	7,00 €	7,00 €
LITHIUM (LI) DANS UN AUTRE LIQUIDE BIOLOGIQUE QUE LE SANG	7,00 €	7,00 €
BENZENE	22,80 €	22,80 €
ALCOOL (ETHYLIQUE OU METHYLIQUE)	10,50 €	10,50 €
CORPS ASBESTOSIQUES (PARENCH. PULM., LBA, EXPECTORATION)	105,00 €	105,00 €
RECHERCHE ALLELE HLA-B*5701	70,00 €	70,00 €
DEPISTAGE D'UN DEFICIT EN DIHYDROPYRIMIDINE DESHYDROGENASE (DPD)	42,00 €	42,00 €
GENOME (ADN) : MYCOBACTERIES HYBRID MOLEC : DIAG D'ESPECE ET IDENT	87,50 €	87,50 €
GENOME (ADN) : MYCOBACTERIES HYBRID MOLEC DANS TISSUS ET LCR	87,50 €	87,50 €
MESURE DE LA CHARGE VIRALE PLASMATIQUE VIH	61,30 €	61,30 €
GENOME (ARN) VIH DANS PLASMA SEMINAL ET/OU FRACTION FINALE SPERMATOZOIDES	84,00 €	84,00 €
TEST DE RESISTANCE GENOTYPIQUE AUX ANTIRETROVIRAUX	455,00 €	455,00 €
VIH : RESISTANCE GENOTYPIQUE AUX ANTIRETROVIRAUX (INHIBITEURS DE FUSION,...)	192,50 €	192,50 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ORIENTATION : PROFILS METABOLIQUES	175,00 €	175,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ORIENTATION : DOSAGE METABOLITE	42,00 €	42,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ORIENT : IMMUNOCHIMIE PROT OU METAB SUR CELL	227,50 €	227,50 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ETUDE D'UN METABOLISME IN VITRO	350,00 €	350,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ENZ : SUBSTRAT NON ISOTOPIQUE - 1 ACTIVITE	35,00 €	35,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ENZ SUBSTRAT NON ISOTOPIQUE (TECHN. COMPLEXE)	175,00 €	175,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : ENZ (SUBSTRAT ISOTOPIQUE)	420,00 €	420,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : ALPHA FOETO PROTEINE	35,00 €	35,00 €
DPN PROPUREMENT DIT - ACETYLCHOLINESTERASE AVEC ELECTROPHORESE	52,50 €	52,50 €
DPN PROPUREMENT DIT : ACTIVITE ENZ : TYPE PHOSPHATASE ALCALINE	35,00 €	35,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : EXPLORATION THYROIDIENNE	87,50 €	87,50 €
DPN PROPUREMENT DIT : MEDICAMENT	70,00 €	70,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : MARQUEUR TUMORAL	52,50 €	52,50 €
DPN PROPUREMENT DIT : ETUDE METABOLIQUE GLOBALE SUR CELLULES	350,00 €	350,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : ETUDE ENZ SUR CELLULES (SUBSTRAT NON ISOTOPIQUE)	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : ETUDE ENZ SUR CELLULES (SUBSTRAT ISOTOPIQUE)	420,00 €	420,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : CULTURES CELLULAIRES	437,50 €	437,50 €
DPN PROPUREMENT DIT : CULTURES CELLULAIRES	350,00 €	350,00 €
DPN : C. INDEX - ET. FAMILIALE : MAL. HEREDITAIRES METABOLIQUES	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : MAL. HEREDITAIRES METABOLIQUES	245,00 €	245,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : MUCOVISCIDOSE : 2 MUTATIONS, DONT DELTA F 508	70,00 €	70,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : MUCOVISCIDOSE : PLUS DE 2 MUTATIONS	140,00 €	140,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : MUCOVISCIDOSE : POLYMORPHISME DE L'ADN	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : MUCOVISCIDOSE : DELTA F 508	140,00 €	140,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : MUCOVISCIDOSE : AUTRES MUTATIONS QUE DELTA F 508	210,00 €	210,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : MUCOVISCIDOSE : POLYMORPHISME DE L'ADN	245,00 €	245,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : X FRAGILE	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : X FRAGILE	245,00 €	245,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : MYOPATHIES DUCHENNE ET BECKER	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : MYOPATHIES DUCHENNE ET BECKER	245,00 €	245,00 €
DPN : DREPANOCYTOSE	210,00 €	210,00 €
DPN : BETA THALASSEMIE MAJEURE (2 MUTATIONS)	140,00 €	140,00 €
DPN : BETA THALASSEMIE MAJEURE (+ DE 2 MUTATIONS)	210,00 €	210,00 €
DPN : BETA-THALASSEMIE : POLYMORPHISME DE L'ADN	245,00 €	245,00 €
DPN : ALPHA-THALASSEMIE AVEC ANTECEDENTS FAMILIAUX CONNUS	175,00 €	175,00 €
DPN : ALPHA-THALASSEMIE SANS ANTECEDENTS FAMILIAUX CONNUS	245,00 €	245,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : HEMOPHILIES	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : HEMOPHILIES	245,00 €	245,00 €
DPN : ET. FAMILIALE : AUTRES AFFECTIONS GENETIQUES	175,00 €	175,00 €
DPN PROPUREMENT DIT : AUTRES INFECTIONS GENETIQUES	245,00 €	245,00 €
DPN : RECHERCHE DE L'ADN TOXOPLASMIQUE	210,00 €	210,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
DPN : CYTOMEGALOVIRUS (CMV) : CULTURE	52,50 €	52,50 €
DPN : RECHERCHE DE L'ADN DU CYTOMEGALOVIRUS (CMV)	210,00 €	210,00 €
DPN : RECHERCHE DE L'ADN DU VIRUS DE LA VARICELLE	210,00 €	210,00 €
DPN : RUBEOLE : CULTURE	52,50 €	52,50 €
DPN : RUBEOLE : INTERFERON	52,50 €	52,50 €
DPN : RECHERCHE DE L'ARN DU VIRUS DE LA RUBEOLE	157,50 €	157,50 €
DPN : RECHERCHE DE L'ADN DU PARVOVIRUS	210,00 €	210,00 €
DPN : DEFICIT IMMUNOLOGIQUE (ADENOSINE DEAMINASE)	245,00 €	245,00 €
DPN : ALLOIMMUNISATION FOETO-MATERNELLE	140,00 €	140,00 €
DPN : ALLOANTICORPS RESPONSABLE ANEMIE OU THROMBOPENIE	210,00 €	210,00 €
DPN : DEFICIT CONGENITAL EN FACTEUR DE L'HEMOSTASE (VIII , IX , W, PROT C, S...)	525,00 €	525,00 €
DPN : ANOMALIE DES PLAQUETTES (GLANZMANN ...)	525,00 €	525,00 €
DPN : PURPURA THROMBOPENIQUE IDIOPATHIQUE (PTI)	175,00 €	175,00 €
DPN : TRISOMIE 21 FOETALE : DEPISTAGE COMBINE 1ER TRIMESTRE DE LA GROSSESSE	50,80 €	50,80 €
DPN : TRISOMIE 21 FOETALE : DEPISTAGE 2E TRIMESTRE, MARQUEURS SERIQUES MATERNELS	38,50 €	38,50 €
FORFAIT SEQUENCAGE	175,00 €	175,00 €
C. TRACHOMATIS ET/OU N. GONORRHOEAE: AMPLIFICATION GENIQUE - 1 SITE	29,80 €	29,80 €
C. TRACHOMATIS ET/OU N. GONORRHOEAE: AMPLIFICATION GENIQUE - 2 SITES	38,50 €	38,50 €
C. TRACHOMATIS ET/OU N. GONORRHOEAE: AMPLIFICATION GENIQUE - 3 SITES	45,50 €	45,50 €
RECHERCHE BORDETELLA PERTUSSIS ET BORDETELLA PARAPERTUSSIS PAR AMPLIFICATION GEN	49,00 €	49,00 €
RECHERCHE PAR AMPLIFICATION GENIQUE SIMPLEX DE M. GENITALIUM	21,00 €	21,00 €
RESISTANCES AUX MACROLIDES CHEZ M.GENITALIUM	29,80 €	29,80 €
C. TRACHOMATIS, N. GONORRHOEAE ET M. GENITALIUM :AMPLIFICATION GENIQUE - 1 SITE	29,80 €	29,80 €
INF. UROGENITALES A CHLAMYDIA TRACHOMATIS : SD	14,00 €	14,00 €
C DIFFICILE _DIAGNOSTIC D'UNE INFECTION	29,80 €	29,80 €
LEPTOSPIRA DETECTION ADN (DANS 10 PREMIERS JOURS)	35,00 €	35,00 €
LEPTOSPIRA - RECHERCHE IGM (A PARTIR DE J7)	14,00 €	14,00 €
VIRUS DU CHIKUNGUNYA - DETECTION ARN (ENTRE J0 ET J7)	63,00 €	63,00 €
VIRUS DU CHIKUNGUNYA - RECHERCHE IGM ET DES IGG (A PARTIR DE J5)	31,50 €	31,50 €
VIRUS DU CHIKUNGUNYA - RECHERCHE IGM ET DES IGG (A PARTIR DE J5)+EXAMEN ITERATIF	47,30 €	47,30 €
VIRUS DENGUE - DETECTION ARN (JUSQU'A J7)	63,00 €	63,00 €
DENGUE DETECTION ANTIGENE NS1 (DE J1 A J5)	17,50 €	17,50 €
VIRUS DENGUE - IGG ET IGM (A PARTIR J5)	31,50 €	31,50 €
VIRUS DENGUE - IGG ET IGM (A PARTIR J5) + EXAMEN ITERATIF	47,30 €	47,30 €
VIRUS DENGUE ET CHIKUNGUNYA - DETECTION ARN (JUSQU'A J7)	87,50 €	87,50 €
VIRUS ZIKA DETECTION ARN (ENTRE J0 ET J7) (SANG)	63,00 €	63,00 €
VIRUS ZIKA - DETECTION ARN (ENTRE J0 ET J 10)(URINE)	63,00 €	63,00 €
VIRUS DENGUE-CHIKUNGUNYA-ZIKA-ARN(ENTRE J0 ET J7)(SANG)	112,00 €	112,00 €
VIRUS DENGUE-ZIKA-ARN(ENTRE J0 ET J7)(SANG)	87,50 €	87,50 €
EBV- SEROLOGIE SPECIFIQUE	45,50 €	45,50 €
VIRUS CHIKUNGUNYA-ZIKA-ARN(ENTRE J0 ET J7)(SANG)	87,50 €	87,50 €
VIRUS ZIKA DETECTION ARN (SPERME)	63,00 €	63,00 €
WNV-DETECTION DE L'ARN DU VIRUS DU NIL OCCIDENTAL R OU WEST NIL VIRUS(WNV)	63,00 €	63,00 €
ENTEROVIRUS - RECHERCHE PAR AMPLIFICATION GENIQUE DANS LE LCS	52,50 €	52,50 €
EBV-CHARGE VIRALE	52,50 €	52,50 €
EBV- RECHERCHE DES ANTICORPS HETEROPHILES	7,00 €	7,00 €
EBV- RECHERCHE DU STATUT IMMUNITAIRE	35,00 €	35,00 €
HERPES SIMPLEX (VHS) : SD : AC IGG ANTI HSV	21,00 €	21,00 €
HERPES SIMPLEX (VHS) : DETECTION DU GENOME ET TYPAGE DE L'HERPES SIMPLEX 1 ET 2	35,00 €	35,00 €
INFECTION A CMV : RECHERCHE DES IGG ET DES IGM :	28,00 €	28,00 €
VARICELLE ZONA : SD : RECHERCHE DES IGG	21,00 €	21,00 €
VARICELLE-ZONA : RECHERCHE DIRECTE DE VZV PAR AMPLIFICATION GENIQUE	35,00 €	35,00 €
HEPATITE B (VHB): DEPISTAGE ET/OU DIAGNOSTIC	49,00 €	49,00 €
INFECTION A CMV : RECHERCHE DES IGG:	21,00 €	21,00 €
INFECTION A CMV : TEST DE MESURE D'AVIDITE DES IGG:	35,00 €	35,00 €
INFECTION A CMV : DETECTION-QUANTIFICATION DU GENOME DU CYTOMEGALOVIRUS PAR AMPL	52,50 €	52,50 €
HEPATITE A (VHA) : SD : IGM (INFECTION RECENTE) PAR EIA	17,50 €	17,50 €
HEPATITE A (VHA): SD :IGG OU IG TOTALES(INFECTION ANCIENNE)	17,20 €	17,20 €
SARS-COV-2 : DETECTION GENOME PAR LES TECHNIQUES D'AMPLIFICATION GENIQUE	26,60 €	26,60 €
HEPATITE B (VHB): DEPISTAGE ET/OU DIAGNOSTIC IGM ANTI HBC	21,00 €	21,00 €
HEPATITE B (VHB): SURVEILLANCE DE LA GROSSESSE	16,80 €	16,80 €
HEPATITE B (VHB): SUIVI D'UNE HEPATITE B CHRONIQUE	52,50 €	52,50 €
HEPATITE C (VHC) : SD DE DEPISTAGE : AC ANTI-VHC	15,10 €	15,10 €
HEPATITE B (VHB): CONTROLE DE GUERISON	35,00 €	35,00 €
HEPATITE B (VHB): STATUT IMMUNITAIRE DANS LE CADRE D'UNE VACCINATION.	17,50 €	17,50 €
HEPATITE B (VHB): GENOME (ADN) (VHB): HYBRIDATION MOLECULAIRE	49,00 €	49,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
HEPATITE DELTA (VHD) : SD :AC IGG OU TOTAUX	24,50 €	24,50 €
VHD : DETECTION QUANTITATIVE ARN VIRAL	70,00 €	70,00 €
HEPATITE C (VHC) : DETECTION QUANTITATIVE GENOME (ARN):	70,00 €	70,00 €
HEPATITE C (VHC) : GENOTYPAGE DU VHC PAR BIOLOGIE MOLECULAIRE	122,50 €	122,50 €
HEPATITE E (VHE) : SD INFECTION RECENTE IGM ANTI VHE.	21,00 €	21,00 €
DETECTION DE L'ANTIGENE DU VIRUS SARS-COV-2	12,60 €	12,60 €
HEPATITE E (VHE) : DETECTION QUANTIFICATION DE L'ARN VIRAL	70,00 €	70,00 €
DETECTION DE L'ARN GENOMIQUE DU VIRUS DE LA ROUGEOLE PAR AMPLIFICATION	42,00 €	42,00 €
DETECTION DES GENOMES DU VIRUS DE LA GRIPPE A ET B, ET DU SARS-COV-2 PAR RT-PCR	21,00 €	21,00 €
PNEUMOCYSTIS JIROVECI : RECHERCHE	45,50 €	45,50 €
LEISHMANIOSE : SD DE DEPISTAGE	21,00 €	21,00 €
SEROLOGIE LEISHMANIA TEST DE CONFIRMATION	63,00 €	63,00 €
LEISHMANIOSE: RECHERCHE PAR AMPLIFICATION GENIQUE	35,00 €	35,00 €
TOXOPLASMOSE : RECHERCHE ET TITRAGE DES IGG ET DES IGM	13,70 €	13,70 €
TOXOPLASMOSE: CONFIRMATION OU ETUDE DE LA CINETIQUE DES IGG	21,00 €	21,00 €
TOXOPLASMOSE:CONFIRMATION PAR IMMUNO-EMPREINTE	63,00 €	63,00 €
TOXOPLASMOSE: CONFIRMATION PAR UNE AUTRE TECHNIQUE	7,00 €	7,00 €
TOXOPLASMOSE : MESURE D'AVIDITE DES IGG CHEZ LA FEMME ENCEINTE	42,00 €	42,00 €
TOXOPLASMOSE : RECHERCHE D'UNE NEOSYNTHESE D'IGG, D'IGM OU D'IGA	112,00 €	112,00 €
TOXOPLASMOSE : DETECTION D'ADN TOXOPLASMIQUE (AMPLIFICATION GENIQUE	52,50 €	52,50 €
LARVES D'ANGUILLULES (BAERMANN) : RECHERCHE DANS SELLES	8,80 €	8,80 €
ANGUILLULOSE (STRONGYLOIDOSE): SD	21,00 €	21,00 €
CRYPTOSPORIDIUM : RECH. SUR SELLES FRAICHEMENT EMISES	21,00 €	21,00 €
CYSTICERCOSE:SD	31,50 €	31,50 €
CYSTICERCOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
DISTOMATOSE:SD DE DEPISTAGE	28,00 €	28,00 €
DISTOMATOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
ECHINOCOCCOSES (Kyste HYDATIQUE, ...):SD PAR 2 TECHN	31,50 €	31,50 €
ECHINOCOCCOSES (Kyste HYDATIQUE, ...) : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
ECHINOCOCCOSES (Kyste HYDATIQUE, ...): SUIVI DU SD DE DEPIST. PAR 1 TECHN. + I	23,80 €	23,80 €
FILARIOSES : RECHERCHE DE MICROFILAIRES A L'ETAT FRAIS	10,50 €	10,50 €
FILARIOSES RECHERCHE ET QUANTIFICATION DE MICROFILAIRES	28,00 €	28,00 €
FILARIOSE:SD PAR 1 TECHNIQUE PARMI LES SUIVANTES: IFI - EIA - COES - IEP	28,00 €	28,00 €
FILARIOSE : SD DE CONFIRMATION PAR IEP OU COES	42,00 €	42,00 €
FILARIOSES:DIAGNOSTIC FILARIOSE LYMPHATIQUE PAR DETECTION D'ANTIGENES CIRCULANT	28,00 €	28,00 €
SCHISTOSOMOSE: RECHERCHE OEUFS DE BILHARZIES	8,80 €	8,80 €
SCHISTOSOMIASE : SD DE DEPISTAGE	17,50 €	17,50 €
SCHISTOSOMIASE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
LARVA MIGRANS : TOXOCAROSE : SD DE DEPISTAGE	28,00 €	28,00 €
LARVA MIGRANS : TOXOCAROSE : SD DE CONFIRMATION PAR IE	63,00 €	63,00 €
LARVA MIGRANS : TOXOCAROSE : SUIVI DU SD DE DEPIST. PAR 1 TECHN. + ITERATIF	23,80 €	23,80 €
SEROLOGIE DE HELICOBACTER PYLORI	14,00 €	14,00 €
TRICHINOSE : SD DE DEPISTAGE	14,00 €	14,00 €
TRICHINELLOSE: SD DE CONFIRMATION PAR IE	42,00 €	42,00 €
PAPILLOMAVIRUS HUMAINS A HAUTS RISQUES (HPV) GENOME VIRAL - DEPISTAGE INDIVIDUEL	35,00 €	35,00 €
HELICOBACTER PYLORI : RECUEIL DES DEUX ECHANTILLONS D'AIR EXPIRE	7,00 €	7,00 €
ANTIGENE FECAL: DETECTION D'ANTIGENES DE HELICOBACTER PYLORI DANS LES SELLES	14,00 €	14,00 €
TRU13C: ANALYSE DES DEUX ECHANTILLONS D'AIR EXPIRE	15,80 €	15,80 €
FORFAIT ENVOI D'ECHANTILLONS	6,30 €	6,30 €
PAPILLOMAVIRUS HUMAINS A HAUTS RISQUES (HPV) GENOME VIRAL - DEPISTAGE ORGANISE	35,00 €	35,00 €
RECHERCHE DE H. PYLORI ET DES EVENTUELLES MUTATIONS A L'ORIGINE DE RESISTANCE	35,00 €	35,00 €
VACCIN CONTRE LE SARS- COV-2 PAR UN PROFESSIONNEL DE SANTE HABILITE	10,20 €	10,20 €
RECHERCHE DE HELICOBACTER PYLORI PAR CULTURE SUR BIOPSIES GASTRIQUES	21,00 €	21,00 €
DETECTION DU GENOME DU VIRUS MONKEYPOX	52,50 €	52,50 €
Bilan standard : NFS plaquettes ASAT ALAT GGT créatininémie =	14,70 €	14,70 €
EXAMENS COMPLEMENTAIRES DE LABORATOIRE - HORS NOMENCLATURE		
acide delta aminolévulinique (ALA U) urinaire	44,80 €	44,80 €
arsenic urinaire	61,60 €	61,60 €
cadmium sanguin	49,00 €	49,00 €
cadmium urinaire	49,00 €	49,00 €
chrome urinaire	49,00 €	49,00 €
manganèse sanguin	49,00 €	49,00 €
manganèse urinaire	49,00 €	49,00 €
mercure sanguin	64,40 €	64,40 €
nickel urinaire	49,00 €	49,00 €

REÇU EN PREFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
butyrylcholinestérase plasmatique (BuChE ou cholinestérase plasmatique ou pseudocholinestérase)	32,20 €	32,20 €
acide trans, trans-muconique (t,t-MA) urinaire	49,00 €	49,00 €
acide S-phénylmercapturique (SPMA) urinaire	61,60 €	61,60 €
benzène urinaire	77,00 €	77,00 €
acide mandélique urinaire	54,60 €	54,60 €
acide hippurique urinaire	54,60 €	54,60 €
acide phénylglyoxylique urinaire	56,00 €	56,00 €
acide 2-thiothiazolidine 4-carboxylique urinaire (TTCA)	63,60 €	63,60 €
toluène sanguin	67,20 €	67,20 €
toluène urinaire	67,20 €	67,20 €
ortho-crésol urinaire / Crésol-o urinaire	83,60 €	83,60 €
trichloroéthylène (TCE) urinaire	67,20 €	67,20 €
3-Hydroxybenzo(a)pyrène urinaire	98,00 €	98,00 €
EXAMENS COMPLEMENTAIRES DE LABORATOIRE - DEPLACEMENT		
Déplacement	3,50 €	3,50 €
Acte de prélèvement	8,50 €	8,50 €
Forfait de sécurité pour échantillon sanguin	1,80 €	1,80 €
Forfait de sécurité pour échantillons bactério, myco et parasito	3,20 €	3,20 €
Forfait de prise en charge pré-analytique du patient	6,00 €	6,00 €

Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
-------------	--------------------------

CONFECTION DES PAIES		
Contribution forfaitaire à l'adhésion (montant/agent créé)	10,50 €	11 €
Montant par bulletin collectivités de - 50 agents	8,70 €	9 €
Montant par bulletin collectivités 50 agents et +	10,50 €	11 €
Montant par bulletin collectivités SIRH	5,25 €	5 €
Prestation forfaitaire - 50 agents - Tarif horaire	31,50 €	32 €
Prestation forfaitaire 50 agents et + - Tarif horaire	41,00 €	42 €
ASSISTANCE RETRAITE - Tarifs horaires		
Collectivités de moins de 1 000 habitants	35,50 €	36 €
Collectivités de 1 001 à 5 000 habitants	46,50 €	48 €
Collectivités de 5 000 à 20 000 habitants	52,50 €	54 €
Collectivités de plus de 20 000 habitants	59,00 €	60 €
Collectivités et établissements publics non affiliés	83,00 €	85 €
DOSSIERS D'ALLOCATIONS CHÔMAGE - Tarifs horaires		
Collectivités et établissements publics affiliés	52,50 €	54 €
Collectivités et établissements publics non affiliés (Centres de gestion inclus)	69,50 €	71 €
CONTENTIEUX - Tarifs horaires		
Collectivités et établissements publics affiliés	112,00 €	115 €
Collectivités et établissements publics non affiliés	162,00 €	166 €
MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE et FACULTATIVE		
Séance de médiation à l'initiative du juge ou des parties - Forfait 1ère séance	273,00 €	280 €
Séance supplémentaire - Forfait par séance	131,00 €	134 €
PROTOCOLE DE SIGNALEMENT_RECUEIL ET ACCOMPAGNEMENT		
Collectivités affiliées de moins de 5.000 habitants ou EPCI, CCAS et Caisse des écoles de 1 à 50 agents	163,50 €	168 €
Collectivités affiliées de 5.000 à 20.000 habitants ou EPCI, CCAS et Caisse des écoles de 51 à 350 agents	327,50 €	336 €
Collectivités affiliées de plus de 20.000 habitants ou EPCI, CCAS et Caisse des écoles de plus de 350 agents	601,00 €	616 €
Collectivités et établissements publics non affiliés	1 038,00 €	1 064 €
REFERENT DEONTOLOGUE DES ELUS LOCAUX - Forfait annuel d'adhésion		
Collectivités affiliées de moins de 5.000 habitants ou EPCI, CCAS et Caisse des écoles de 1 à 50 agents	160,00 €	164 €
Collectivités affiliées de 5.000 à 20.000 habitants ou EPCI, CCAS et Caisse des écoles de 51 à 350 agents	320,00 €	328 €
Collectivités affiliées de plus de 20.000 habitants ou EPCI, CCAS et Caisse des écoles de plus de 350 agents	480,00 €	492 €
Collectivités et établissements publics non affiliés	640,00 €	656 €

PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL

		Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
ACCOMPAGNEMENT EN URBANISME : saisine par voie électronique - Abonnement annuel			
Moins de 1.000 habitants		168,00 €	172 €
De 1.001 habitants à 3.500 habitants		199,50 €	204 €
Plus de 3 500 habitants		336,00 €	344 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			472 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			605 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle			718 €
MISSION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL - Tarifs horaires			
Collectivités et établissements publics affiliés		47,50 €	49 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			51 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			55 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		58,00 €	59 €
Mise à disposition d'un temps plein annuel		70 980,00 €	72 755 €
SENSIBILISATION ET FORMATION EN MATIERE DE PREVENTION DES RISQUES			
Sensibilisation aux risques professionnels - la 1/2 journée par agent		47,50 €	49 €
Collectivités territoriales	EPCI - CCAS-Caisse des écoles		
MISE A DISPOSITION DE CONSEILLER DE PREVENTION - Tarifs horaires			
Jusqu'à 1.000 habitants		42,00 €	43 €
De 1.001 habitants à 3.500 habitants		53,50 €	55 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	61,00 €	63 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	69,50 €	71 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	71,50 €	73 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	79,00 €	81 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			87 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			94 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		100,00 €	103 €
MISSION D'ACCOMPAGNEMENT EN ASSURANCES - FINANCES - REMUNERATION - INFORMATIQUE - ORGANISATION - URBANISME - PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS - "JOB DATING"			
Tarifs horaires			
Jusqu'à 1.000 habitants	0	50,00 €	51 €
De 1.001 à 3.500 habitants	0	66,00 €	68 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	73,50 €	75 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	81,00 €	83 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	83,00 €	85 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	87,50 €	90 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement		0,00 €	95 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle		0,00 €	106 €
Collectivités et établissements publics non affiliés		103,00 €	109 €

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_SE-078-287800544-20241010-2024_63_REM

MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Collectivités territoriales	EPCI - CCAS-Caisse des écoles	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
MISE A DISPOSITION D'ARCHIVISTES - Tarifs horaires			
Jusqu'à 1.000 habitants		33,50 €	34 €
De 1.001 à 3.500 habitants		40,00 €	41 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	43,00 €	44 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	45,50 €	47 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	47,50 €	49 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	52,50 €	56 €
Collectivités affiliées partiellement			62 €
Collectivités adhérentes au socle			77 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		72,50 €	79 €
MISE A DISPOSITION D'ARCHIVISTES DANS LE CADRE DE GROUPEMENT DE + 25 COMMUNES			
Tarifs horaires			
Jusqu'à 500 habitants		18,00 €	21 €
De 501 à 1.000 habitants		28,50 €	32 €
De 1.001 à 3.000 habitants		36,00 €	39 €
De 3.001 à 7.000 habitants		42,00 €	45 €
De 7.001 à 17.000 habitants		43,00 €	46 €
Plus de 17.001 affiliés		49,50 €	52 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			59 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			67 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		71,50 €	75 €
MISSION D'ASSISTANCE EN INFORMATIQUE			
Tarifs horaires			
Applicables également pour l'assistance hotline, au-delà de 15 minutes, par tranche de 30 minutes			
Jusqu'à 1.000 habitants		36,00 €	37 €
De 1.001 à 3.500 habitants		42,00 €	43 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	44,00 €	45 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	48,00 €	49 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	53,00 €	54 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	59,00 €	60 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			87 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			90 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		85,00 €	95 €
MISSION D'ACCOMPAGNEMENT RSSI - Tarifs horaires			
Jusqu'à 1.000 habitants		48,00 €	49 €
De 1.001 à 3.500 habitants		63,00 €	65 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	70,00 €	72 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	77,00 €	79 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	79,00 €	81 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	83,00 €	85 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			90 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			101 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		98,00 €	108 €
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE - ACCOMPAGNEMENT SUIVI OPERATION - Tarifs horaires			
Jusqu'à 1.000 habitants		55,50 €	57 €
De 1.001 habitants à 3.500 habitants		71,50 €	73 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	79,00 €	81 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	88,00 €	90 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	97,50 €	100 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	104,00 €	107 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			116 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			134 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		130,50 €	138 €
ASSISTANCE JURIDIQUE NON STATUTAIRE - Tarifs horaire			
Collectivités affiliées de moins de 1 000 habitants		50,00 €	51 €
Collectivités affiliées de 1.001 habitants à 3.500 habitants		66,00 €	68 €
Collectivités affiliées de 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	73,50 €	75 €
Collectivités affiliées de 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	81,00 €	83 €

REÇU EN PRÉFECTURE
le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_SE-078-287800544-20241010-2024_63_REM

MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Collectivités territoriales	EPCI - CCAS-Caisse des écoles	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
Collectivités affiliées de 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	83,00 €	85 €
Collectivités affiliées de plus de 20.000 habitants	plus de 350 agents	87,50 €	90 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			97 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle		103,00 €	135 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		131,50 €	140 €
ASSISTANCE JURIDIQUE EN LIGNE - Tarifs à la consultation			
Collectivités affiliées de moins de 1 000 habitants		40,00 €	41 €
Collectivités affiliées de 1.001 habitants à 3.500 habitants		45,00 €	46 €
Collectivités affiliées de 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	55,00 €	56 €
Collectivités affiliées de 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	70,00 €	72 €
Collectivités affiliées de 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	85,00 €	87 €
Collectivités affiliées de plus de 20.000 habitants	plus de 350 agents	100,00 €	103 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			115 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle		125,00 €	128 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		150,00 €	154 €
ASSISTANCE JURIDIQUE EN LIGNE - Tarifs Abonnement annuel (30 consultations)			
Collectivités affiliées de moins de 1 000 habitants		900,00 €	923 €
Collectivités affiliées de 1.001 habitants à 3.500 habitants		1 125,00 €	1 153 €
Collectivités affiliées de 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	1 350,00 €	1 384 €
Collectivités affiliées de 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	1 800,00 €	1 845 €
Collectivités affiliées de 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	2 250,00 €	2 306 €
Collectivités affiliées de plus de 20.000 habitants	plus de 350 agents	2 700,00 €	2 768 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			3 229 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle		3 600,00 €	3 690 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		4 000,00 €	4 100 €
ASSISTANCE JURIDIQUE EN LIGNE - Tarifs Abonnement annuel (60 consultations)			
Collectivités affiliées de moins de 1 000 habitants		1 200,00 €	1 230 €
Collectivités affiliées de 1.001 habitants à 3.500 habitants		1 500,00 €	1 538 €
Collectivités affiliées de 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	1 800,00 €	1 845 €
Collectivités affiliées de 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	2 400,00 €	2 460 €
Collectivités affiliées de 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	3 000,00 €	3 075 €
Collectivités affiliées de plus de 20.000 habitants	plus de 350 agents	3 600,00 €	3 690 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			4 305 €
Collectivités et établissements publics adhérentes au socle		4 800,00 €	4 920 €
Collectivités et établissements public snon affiliés et non adhérents au socle		5 500,00 €	5 638 €
MISSION D'ACCOMPAGNEMENT RGPD			
Jusqu'à 1.000 habitants		50,00 €	51 €
De 1.001 à 3.500 habitants		66,00 €	68 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	73,50 €	75 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	81,00 €	83 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	83,00 €	85 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	87,50 €	90 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			95 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			100 €
Collectivités et établissements publics non affiliés		103,00 €	106 €
MISSIONS D'INSPECTION EN SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL - Tarifs horaires			
Jusqu'à 1.000 habitants		46,50 €	48 €
De 1.001 à 3.500 habitants		52,50 €	54 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	60,00 €	62 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	77,00 €	79 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	87,50 €	90 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	100,00 €	103 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement			107 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle			110 €
Collectivités et établissements publics non affiliés		110,50 €	113 €
MISSIONS TEMPORAIRES			
Journée de mise à disposition d'agents de catégorie C		189,00 €	194 €
Journée de mise à disposition d'agents de catégorie B		216,00 €	

MISE A DISPOSITION D'UN AGENT EN MATIERE DE REMPLACEMENT, FINANCE, URBANISME, TECHNIQUE

le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_SE-078-287800544-20241010-2024_63_REM

MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Collectivités territoriales	EPCI - CCAS-Caisse des écoles	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
Jusqu'à 1.000 habitants	0	41,00 €	42 €
De 1.001 à 3.500 habitants	0	49,50 €	51 €
De 3.501 à 5.000 habitants	1 à 50 agents	53,50 €	55 €
De 5.001 à 10.000 habitants	51 à 100 agents	57,00 €	58 €
De 10.001 à 20.000 habitants affiliés	101 à 350 agents	64,00 €	66 €
Plus de 20.000 habitants affiliés	plus de 350 agents	71,50 €	73 €
Collectivités et établissements publics affiliés partiellement		0,00 €	81 €
Collectivités et établissements publics adhérents au socle		0,00 €	97 €
Collectivités et établissements publics non affiliés et non adhérents au socle		94,50 €	100 €

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES : ABONNEMENTS AU CENTRE DE GESTION

	Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
ABONNEMENTS ANNUELS RESERVES AUX CENTRES DE GESTION		
SITE INTERNET		
Redevance pour rediffusion aux collectivités affiliées pour les seuls CDG ayant acquitté le droit d'entrée avant 2014	1 323 €	1 356 €
Hébergement site Internet	2 315 €	2 373 €
SITE INTERNET AVEC ASSISTANCE STATUTAIRE		
Forfait intégrant l'abonnement internet pour le centre et l'assistance statutaire pour la gestion des personnels du centre	276 €	308 €
Forfait intégrant la rediffusion du site internet et l'accès à l'assistance statutaire aux collectivités affiliées et non affiliées Forfait calculé sur une base fixe + une part variable par collectivité non affiliée dans le département Dégressivité au-delà d'un certain nombre de collectivités non affiliées : de 5 à 9 collectivités non affiliées : - 10 % sur la part variable de 10 à 14 coll non affiliées : - 20 % sur la part variable plus de 20 coll non affiliées : - 40 % sur la part variable de 15 à 19 coll non affiliées : - 30 % sur la part variable	Base fixe : 7 500 € Part variable : 2 415 €	Base fixe : 7 730 € Base variable : 2 487 €
ASSISTANCE STATUTAIRE		
Forfait Assistance statutaire pour l'assistance statutaire des collectivités affiliées		1 500 €

ABONNEMENTS ANNUELS RESERVES AUX COLLECTIVITES		
SITE INTERNET		
Pack multi comptes	750 €	769 €
INTERNET AVEC ASSISTANCE STATUTAIRE		
Collectivités jusqu'à 5 000 habitants - Associations d'élus - Associations professionnelles	2 111 €	2 164 €
Collectivités de 5 001 à 20 000 habitants et EPCI ou DRH mutualisée de 1 à 50 agents pour leurs propres agents	2 254 €	2 310 €
Collectivités de 20 001 à 80 000 habitants et EPCI ou DRH mutualisée de 51 à 150 agents pour leurs propres agents	2 411 €	2 471 €
Collectivités de 80 001 à 150 000 habitants et EPCI ou DRH mutualisée de 151 à 350 agents pour leurs propres agents	2 556 €	2 620 €
Collectivités de 150 000 à 400 000 habitants - EPCI ou DRH mutualisée de 351 à 500 agents pour leurs propres agents	2 631 €	2 697 €
Collectivités de plus de 400 000 habitants - EPCI ou DRH mutualisée de 501 à 1000 agents pour leurs propres agents - CNFPT Siège	2 780 €	2 850 €
EPCI ou DRH Mutualisée de + 1000 agents pour leurs propres agents	2 948 €	3 022 €
Conseils départementaux de - 900 000 habitants et assimilés	2 780 €	2 850 €
Conseils départementaux de + 900 000 habitants et assimilés	2 948 €	3 022 €
Conseils régionaux et assimilés, Territoire de la Nouvelle Calédonie	2 948 €	3 022 €
Autres administrations (Préfectures, sous-préfectures, DDE, SDIS...) - Délégations CNFPT pour leurs propres agents	2 111 €	2 164 €
OPHLM moins de 5 000 logements	2 254 €	2 310 €
OPHLM de 5 001 à 10 000 logements	2 411 €	2 471 €
OPHLM de 10 001 à 20 000 logements	2 556 €	2 620 €
OPHLM de plus de 20 000 logements	2 631 €	2 697 €
Organismes privés	2 679 €	2 746 €

REÇU EN PREFECTURE

le 22/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_SE-078-287800544-20241010-2024_63_REM

Tarifs 2024	Propositions tarifs 2025
-------------	-----------------------------

MISE A DISPOSITION DU SIRH POUR LES COLLECTIVITES AFFILIEES		
Contribution en % appliquée sur la masse salariale de la collectivité telle qu'elle apparaît sur les états URSSAF pour la maladie		
Accès au SIRH	0,42%	0,42%
en complément à l'accès au SIRH : réalisation des opérations de fin de paie	0,17%	0,17%
DIVERS		
Intervention collective - journée 6 heures (Frais de déplacement et d'hébergement à la charge du demandeur)	1 260,00 €	1 260,00 €
Intervention collective - 1/2 journée (Frais de déplacement et d'hébergement à la charge du demandeur)	630,00 €	630,00 €

Annexe 4 - Convention FNADT



PRÉFET DE REGION D'ÎLE-DE-FRANCE, PREFET DE PARIS
Convention pour 2025
Poste de coordinateur régional du programme « Territoires d'industrie »

**Convention attributive d'une subvention en fonctionnement au
titre du FNADT dans le cadre du Programme Territoires
d'Industrie 2023-2027**

N°Chorus :

Entre

l'État, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris
d'une part,

et

la **Région Île-de-France**,
dont le siège est situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée par la délibération du CP 2025-327 du 20 novembre 2025,
Ci-après dénommée « la Région »

Vu la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire portant création du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, modifiée par la loi n°99-553 du 25 juin 1999 ;

Vu la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la circulaire du 9 novembre 2000 du Premier ministre relative aux interventions du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire ;

Vu l'instruction du 28 février 2025 relative aux règles d'emploi en 2025 des dotations de soutien à l'investissement des collectivités territoriales et du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (Fonds vert) ;

.../

Vu les délégations de crédits du FNADT sur le budget opérationnel du programme 112 « Impulsion et coordination de la politique de l'aménagement du territoire » de l'année 2025 de la région Île-de-France ;

Vu la labellisation de 11 Territoires d'industrie en région Île-de-France au titre de la phase 2023-2027 du programme national ;

Vu la Convention attributive d'une subvention en fonctionnement au titre du FNADT dans le cadre du Programme Territoires d'Industrie 2023-2027 conclue entre l'État et la Région Île-de-France le 28 novembre 2024 pour une durée d'un an ;

Considérant le recrutement du coordinateur régional Territoires d'Industrie en date du 16 janvier 2025 ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention et engagement général des parties

Par la présente convention, la Région s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité (ou pour le compte de l'Etat et de la Région), à mettre en place l'ingénierie nécessaire à la conception et à la mise en œuvre du programme Territoires d'industrie en particulier par le recrutement en son sein d'un chef de projet chargé d'assurer la coordination de la définition, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de ce programme.

L'État apporte un soutien à l'ingénierie territoriale par l'octroi d'un cofinancement au poste de coordinateur régional au titre du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT).

Dans le cadre de ce soutien, il est attendu du coordinateur régional qu'il atteigne des objectifs de déploiement du programme Territoire d'industrie au niveau régional dans le cadre d'une animation et d'un suivi renforcés. Il participe par ailleurs aux actions d'animation nationale de la communauté. Les missions du coordinateur régional sont précisées dans la fiche de poste annexée à la présente convention.

Le détail de l'objet du financement est défini dans les annexes technique et financière jointes à la présente convention.

Article 2 - Dépenses éligibles

Les dépenses d'ingénierie éligibles à un cofinancement du FNADT par la présente convention correspondent au salaire chargé du coordinateur régional contractuel recruté à temps plein pour le programme (salaire net auquel s'ajoutent les cotisations salariales et patronales).

Les dépenses d'ingénierie cofinancées par la subvention du FNADT sont limitées à celles engagées au plus tôt à compter de la date à laquelle le coordinateur régional est recruté au sein des services du bénéficiaire de l'aide.

Article 3 - Nature et montant de l'aide financière

La subvention en fonctionnement du FNADT est imputée sur le Programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », inscrit

.../

dans la mission « Cohésion des territoires », au titre des crédits délégués au budget opérationnel de programme de la région d'Île-de-France.

Le montant de l'aide financière s'élève à 30 000 euros.

Le taux de subvention est de 50 % du budget (salaire chargé du coordinateur régional).

Article 4 - Durée de la convention

Le financement du FNADT au titre de la présente convention est octroyé à compter du renouvellement du contrat de l'actuel coordinateur régional ou du recrutement d'une nouvelle personne. La présente convention est valable pour une durée d'un an à compter de sa signature.

La subvention du FNADT est octroyée au titre d'un soutien en ingénierie pour la mise en œuvre du programme au niveau régional dans le Territoire d'industrie labellisé pour 2023-2027. Le renouvellement de la subvention sera conditionné à la présentation d'un bilan d'activités du coordinateur régional.

Article 5 - Modalités de paiement

Le versement de la subvention interviendra en une fois à la notification de la convention.

Ordonnateur secondaire :	Secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de région d'Île-de-France
Comptable assignataire :	Directeur régional des finances publiques d'Île-de-France
Compte à créditer :	Compte ouvert au nom du bénéficiaire : [à compléter par la Région]

Article 6 - Suivi

Le bénéficiaire s'engage à respecter le calendrier de la présente convention, relatif notamment à la remontée du bilan d'activité du coordinateur régional et des justificatifs de dépenses certifiés, et à informer les services de la préfecture désignée en qualité de service instructeur de l'avancement du programme et de toute difficulté dans son exécution.

En cas de modification du plan de réalisation ou de financement du programme, le bénéficiaire s'engage à communiquer dans les plus brefs délais les éléments modificatifs au service instructeur pour que celui-ci puisse faire procéder à la signature d'un avenant à la présente convention.

En cas de cessation de fonctions du coordinateur régional dont le poste est cofinancé par le FNADT, le bénéficiaire s'engage à informer dans les plus brefs délais le service instructeur de sa décision soit de recruter une nouvelle personne et de continuer à bénéficier de l'aide soit de mettre fin au dispositif et de permettre la clôture des engagements.

.../

Le bénéficiaire s'engage à conserver les pièces justificatives pendant une durée de dix ans à compter de la notification de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec le projet, y compris au sein de sa comptabilité, effectué sur pièces et/ou sur place par toute autorité commissionnée par l'État.

Article 7 - Situations de reversement de la subvention et résiliation de la convention

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier de la non-exécution totale ou partielle, l'État se réserve le droit de suspendre ou de résilier la présente convention.

Cette décision dûment motivée prendrait effet dès notification au titulaire préalablement entendu. Le préfet pourra exiger le reversement partiel ou total des sommes déjà perçues au titre de la convention.

Il en serait de même à la demande du bénéficiaire si celui-ci ne souhaitait pas poursuivre le programme envisagé ou devait y renoncer en sollicitant la résiliation de la convention.

En fonction des éléments d'appréciation recueillis, l'État exigera le reversement total ou partiel des sommes déjà perçues au titre de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Article 8 - Exécution et recours

Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris et le Directeur régional des finances publiques de d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à _____, le _____, en _____ exemplaires

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional
Île-de-France,
Valérie PECRESSE

Le Préfet de la région d'Île-de-France
Préfet de Paris
Marc GUILLAUME

.../

Annexe technique

1. Présentation de l'organisation de l'ingénierie régionale (justification de la structure porteuse pour le compte de l'Etat et de la Région)
2. Présentation du poste de coordinateur régional (justification du recrutement effectif du coordinateur régional)
3. Calendrier d'exécution

Annexe financière

Budget (dépenses et ressources) à la date de signature de la convention (justification de l'apport d'au moins 50% du budget par la Région)

.../

Annexe technique

Coordinateur régional « Territoires d'industrie »

Présentation de l'organisation de l'ingénierie régionale

Rappel des missions

Dans le cadre d'une lettre de mission cosignée par le préfet de région et la présidente du conseil régional, le coordinateur régional « Territoires d'industrie », qui est placé sous l'autorité hiérarchique du Conseil régional, anime et assure le déploiement du programme au niveau régional, coordonne la communauté des Territoires d'industrie d'Île-de-France et contribue, en lien direct avec les services de la Préfecture de région et les partenaires du programme, à sa promotion. Il soutient notamment les chefs de projets territoriaux et les binômes élus-industriels référents dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des plans d'action opérationnels.

Positionnement hiérarchique au sein de la Région

Le coordinateur régional est rattaché à la Mission Développement Économique Territorial et des Compétences (MDETC), au sein du Pôle Entreprises et Emploi du Conseil régional. Le Pôle Entreprises et Emploi a en charge la mise en œuvre de la stratégie IMPACT 2028 (SRDEII) du Conseil régional.

Lien et coordination avec la Préfecture de région

Le Préfet de région dispose d'une autorité fonctionnelle sur l'action du coordinateur régional, par l'intermédiaire du secrétariat général aux politiques publiques (SGAPP) et des services de la Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIETS) qui accompagnent le déploiement du programme pour le compte du Préfet de région.

Le coordinateur régional assure le bon déroulement du programme en organisant des comités de pilotage régionaux sous la présidence du conseil régional et de la préfecture de région.

Il est l'interlocuteur technique privilégié des partenaires du programme dans la région et pour le niveau central (Délégation aux Territoires d'industrie de l'Agence nationale de cohésion des territoires - ANCT).

Il travaille en lien étroit avec l'ensemble des acteurs régionaux, en particulier les services de la Région et de l'Etat (ANCT, SGAPP, DRIETS, préfectures de département et sous-préfectures d'arrondissement).

.../

.../

Calendrier d'exécution

Le projet s'étend sur un an à compter de la signature de la convention et du recrutement du coordinateur régional.

.../

Annexe financière

Les dépenses inhérentes au recrutement d'un poste de coordinateur régional « Territoires d'industrie » relèvent essentiellement de la masse salariale, aussi le coût pour un tel poste représente la somme suivante :

Poste de coordinateur régional « territoires d'industrie » - Catégorie A	Montant estimatif : 6246€ brut chargé.
--	--

.../...

Annexe 5 - Convention CARPA

Convention de partenariat
relative à l'organisation de consultations juridiques
d'avocats
du Barreau de Paris pour les agents de la Région Ile de
France

Entre

L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE PARIS,
Représenté par son Bâtonnier en exercice,
Madame Julie Couturier
4 boulevard du Palais, 75001 Paris

**LA CAISSE DES REGLEMENTS PECUNIAIRES DES AVOCATS DU
BARREAU DE PARIS (CARPA),**
Représentée par son Président,
Madame Julie Couturier
Maison des Avocats, cours des avocats
CS 64111, 75833 paris cedex 17

D'une part

Et

La REGION ILE-DE-FRANCE
Représentée par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE
2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

D'autre part

PREAMBULE

L'Ordre des Avocats du Barreau de Paris, la CARPA (caisse des règlements pécuniaires des avocats du Barreau de Paris) et la Région Ile-de-France ont signé une première convention de partenariat le 20 mai 2016. Cette convention a été historiquement reconduite jusqu'au 31 août 2025.

Les parties sont engagées contractuellement pour l'organisation de consultations juridiques par des avocats du Barreau de Paris désignés par le Bâtonnier au bénéfice des agents de la Région Ile de France.

Cette action vise à faciliter l'accès au droit des agents de la Région Ile de France, objectif partagé par les parties présentes à la présente convention.

La présente convention vise à renouveler ce partenariat pour une nouvelle période de 3 ans renouvelable.

Article 1

L'Ordre des Avocats s'engage à organiser des consultations juridiques généralistes au bénéfice des agents de la région Ile-de-France.

Article 2

L'objet de cette permanence tenue par des avocats est la consultation en matière juridique, monopole des avocats prévu notamment à l'article 4 de la Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée.

Les litiges impliquant l'employeur de l'agent, la Région Ile-de-France sont spécifiquement exclus de la présente convention.

Article 3

Les permanences sont d'une durée de trois heures.

Elles se tiennent une fois par mois onze mois sur douze le premier (1er) mardi de chaque mois de 09h30 à 12h30.

Elles ont lieu à la Région Ile de France située 2 rue Simone Veil à 93400 SAINT OUEN.

Les lieux, jours et horaires d'intervention peuvent être susceptibles d'évoluer dans le temps et feront l'objet dans ce cas d'un avenant à la présente convention.

Article 4

La Région Ile de France (service prévention et santé au travail – DEXTRA – Pole Ressources humaines) assure la gestion de la prise des rendez-vous avec les agents régionaux.

Article 5

Les permanences sont tenues par des avocats du Barreau de Paris inscrits en tant que volontaires sur la liste « Accès au droit » du Barreau de Paris et désignés par le Bâtonnier.

Au terme de chaque permanence, les avocats remplissent une « fiche statistique » portant sur notamment sur :

- la présence ou l'absence des agents inscrits (*information nominative*)
- les matières concernées par les consultations (droit de la famille, droit de la consommation ...) du mois permettant une évaluation des besoins (*information générale non nominative*)

Cette fiche dont la matrice est établie par l'Ordre des Avocats est remise par le service de l'Accès au Droit de l'Ordre à l'avocat de permanence qui les lui restituera après avoir complété celle-ci.

Ces fiches sont transmises à la Région Ile de France par la CARPA avec les factures trimestrielles émises.

Article 6

La Région Ile de France verse à la CARPA un forfait de 228,66 € pour chaque permanence d'une durée de 3 heures (soit l'équivalent d'un taux horaire de 76,22 €).

Les factures émises par la CARPA ne sont pas assujetties à TVA.

Article 7

Le paiement s'effectue trimestriellement à terme échu sur présentation de la facture libellée CARPA Accès au Droit adressée au Conseil Régional D'Ile-de-France – Pôle Ressources Humaines – DEXTRA – Service Prévention et santé au travail – 3, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen.

Pour les trois premiers trimestres de l'année en cours, les factures sont adressées dans les quinze jours suivant le trimestre échu, soit au plus tard les 15 avril, 15 juillet, 15 octobre. Pour le quatrième trimestre de l'année en cours et compte tenu de la clôture de l'exercice et des règles de la comptabilité publique, la facture est adressée au plus tard le 1^{er} décembre de l'année en cours.

Le paiement est effectué par virement au plus tard dans le mois suivant l'envoi de la facture sur le compte bancaire dont les références figurent ci-après :

BNP AGENCE CENTRALE : 30004 0196000026952934 55
IBAN : FR76 3000 4019 6000 0269 5293 455
BIC : BNPAFRPPAC

L'ordonnateur des dépenses est *la Région Ile-de- France représentée par Valérie PECRESSE, sa Présidente.*

Le comptable, assignataire des paiements, est l'Agent Comptable du Budget.

Article 8

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature. Il pourra être dénoncé sous réserve d'un préavis de part et d'autre d'une durée de trois mois.

Elle pourra faire l'objet d'avenants modificatifs et d'avenants de prolongation au terme de cette période de trois ans.

Fait à Paris, en trois originaux, le

**L'Ordre des Avocats au Barreau de Paris
et la CARPA**

La Région Ile de France,
Représentée par la Directrice
générale Adjointe chargée des
ressources Humaines

Fabienne Chol

Représenté par son Bâtonnier en exercice

Madame Julie Couturier